



# Changer l'agriculture congolaise en faveur des familles paysannes

Des dynamiques paysannes dans les différentes provinces de la RDC

Frans VAN HOOFF



# Changer l'agriculture congolaise en faveur des familles paysannes

Des dynamiques paysannes dans les différentes provinces de la RDC

Frans VAN HOOFF



2011

## **AFAFO,**

**Advisors for African Farmers Organisations**

**Erica 33, 5091 EC Middelbeers**

**Nederland/Netherlands/Pays-Bas**

**E-mail: [afafoneth@hotmail.com](mailto:afafoneth@hotmail.com)**

**Tel: +31 13 5142075**

**GSM: + 31 6 38919038**

**[www.afafo.org](http://www.afafo.org)**

**Avril, 2011**

**Photo de couverture: Ivan Godfroid**

**Photographie: APDIK, François Cajot, Nele Claeys, COPACO, CRAFTOP, CSA, EBABI, Ivan Godfroid, Piet de Graaf, Alain Huart, INADES Formation Congo, Jimmy Kets, Fondation Maendeleo, Sylvie de Meester, Jean Baptiste Lubamba, UCA-USALI, UCOPIIS, UPDI, Sahel Vangu, Vredeseilanden, Roger Vutsoro.**

**Source de Données Géographiques: Référentiel Géographique Commun ([www.rgc.cd](http://www.rgc.cd)) – OCHA-RDC.**

**Design: Ellen Bouma, Alkmaar, Pays-Bas**

**Outre les dirigeants et agents des Organisations Paysannes qui ont bien voulu partager avec nous leurs différentes expériences et points de vue, les personnes suivantes ont également, dans l'ordre décroissant, contribué à la réalisation de la brochure, par des écrits, des corrections, des suggestions, ...: Alain Huart, Ivan Godfroid, Jean Baptiste Lubamba, Roger Vutsoro, Jan Aertsen, Chantal Tambu, Sahel Vangu, Sylvain Ntumba Mutuenzenzabu, François Cajot, Baden Badika Nsumbu, Yumaini Issiaka Moubarak, Didier Ilunga N'sungu, Maliyasasa Syalembereka, Norbert Kinvula, Gaspard Molumbe, Véra Kavira Kaghoma, Xavier Kulimushi, Jean Pierre Mirimba, Innocent Nsengimana, Paul Bisimwa, Matabaro Mbayu, Tangania Shikoti, Oscar Kubisibwa, Marc Rodriguez, Yves Couvreur, Jean Baptiste Musabyimana, Nele Claeys, Micheline Mayingidi, Félicien Mbikayi, Samson Chirhuza, Paulin Osit, Ernest Kuyengila, Bruno Kalondji, ...**

**Ont contribué financièrement à la réalisation de la brochure: Vredeseilanden, IFDC, Cordaid, Oxfam-Novib, SOS Faim, Solidarité Socialiste, Trias, AFAFO.**



# Table des matières

Préface par Vredeseilanden – AgriCongo	5
Préface par Mamadou Cissokho	7
Préface par des responsables d'Organisations Paysannes congolaises	8
1. Voici les organisations paysannes en RDC	10
2. Le mouvement paysan en RDC – les leçons du passé?	13
3. Nord-Kivu	16
4. Sud-Kivu	28
5. Maniema	38
6. La Province Orientale	46
7. Equateur	54
8. Kinshasa	60
9. Bas-Congo	66
10. Bandundu	74
11. Kasai Occidental	82
12. Kasai Oriental	86
13. Katanga	94
14. Donner à la femme paysanne la place qui lui revient	101
15. La recherche et le savoir paysan, méconnu des chercheurs scientifiques	105
16. Un sous-secteur semencier bien organisé, la garantie d'une augmentation de la production agricole	109
17. La vulgarisation ou le conseil agricoles: facteurs clé dans le développement agricole	112
18. Augmenter les capacités des producteurs par le financement agricole	116
19. L'accès à l'information est un handicap important pour la professionnalisation des producteurs	121
20. La transformation des produits agricoles, une valeur ajoutée!	125
21. La commercialisation: un défi majeur pour les OP	127
22. Le plaidoyer: créer un environnement politique favorable pour les producteurs	131
23. La voix des O.P. congolaises au-delà de la RDC	135
24. Un bon tandem de «leaders paysans et cadres exécutifs», la clé de succès d'une O.P.	137
Epilogue	140
Annexe 1 Publications utiles pour les organisations paysannes et leurs membres	141
Annexe 2 «La voix du Congo profond» travaille avec vous pour qu'émerge une agriculture paysanne, remède durable contre la pauvreté.	142
Annexe 3 Publications CTB – PAIDECO relatives au secteur agricole	143
Annexe 4 Publications Agromisa – Agrodoks	144



Jimmy Kets

# Préface par Vredeseilanden – AgriCongo

Ces jours-ci, l'Assemblée nationale congolaise est le forum d'un événement aussi remarquable qu'important. Après 5 ans de tergiversations et de tiraillements, la «*Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole*» est enfin en chantier. Il s'agit d'une loi-cadre d'une importance capitale pour le développement de l'agriculture congolaise. Heureusement que pendant toutes ces années, les organisations paysannes ont persévéré dans leur lutte, leur lobbying et leurs réflexions, sans lesquels des notions comme «sécurité alimentaire», «agriculture familiale» et «fonds national pour le développement de l'agriculture» n'auraient même pas figuré dans les textes... Heureusement aussi que ces organisations paysannes sont déterminées à en assurer le suivi nécessaire, à demander l'harmonisation avec les codes forestier, minier et foncier, à veiller sur la formulation des mesures d'application et leur mise en œuvre de façon décentralisée, à plaider pour un budget conséquent, à faire connaître la loi et toutes ses ramifications aux producteurs et productrices agricoles. Sans elles, cette loi resterait lettre morte avant même sa promulgation solennelle.

Pourquoi la classe politique congolaise et la coopération internationale ne donnent-elles qu'un intérêt marginal à cette loi? Pourquoi n'y investissent-elles pas résolument? «Le Congo, malade de ses hommes (politiques)» est le titre de l'ouvrage dans lequel Bagenda, il y a 10 ans, a décrit le paysage politique et ses

acteurs depuis 1960. Bien que 80% des politiciens à Kinshasa proviennent de familles paysannes, bien que, étant jeunes, ils aient parcouru des kilomètres pieds nus pour aller chercher de l'eau, bien qu'ils aient sarclé les champs sous un soleil de plomb, bien que les recettes générées par les travaux agricoles de leurs parents leur aient permis de faire des études ... la plupart des politiciens se retrouvent aujourd'hui totalement coupés de leurs racines. Pour eux, l'agriculture paysanne est synonyme de pauvreté et leur vision de l'agriculture est celle de la mécanisation, de la concentration des terres dans des concessions étendues, de la promotion de technologies agro-industrielles à l'échelle des grandes sociétés commerciales, voire même du retour aux monocultures des plantations... La coopération internationale (Banque mondiale, U.E., organes de l'ONU, même la coopération belge qui a investi au début dans cette loi) ne fait pas suffisamment preuve d'une vision qui reconnaît en l'agriculture paysanne un moteur économique majeur, évoluant d'une agriculture de subsistance vers une économie agricole durable. La coopération internationale, y compris les ONG, a encore trop tendance à s'enfermer dans ses «propres» projets et programmes, tout en ignorant les dynamiques locales existantes, dont surtout les organisations paysannes qui pourtant sont les garants des activités agricoles à long terme.

En réponse à tout cela, l'alliance AgriCongo a vu le jour. Son objectif est d'appuyer les organisations paysannes en vue d'augmenter leur poids politique, notamment à travers le renforcement de leurs structures et de leur structuration provinciale et nationale croissante. Voilà pourquoi AgriCongo a commandité cette étude.

Pourquoi avons-nous confié la rédaction à Frans van Hoof? Pour AgriCongo, il est le témoin-clé du processus de structuration des producteurs agricoles familiaux, un homme disposant d'une longue expérience de terrain en Afrique et en R.D. Congo en particulier, l'homme aussi qui incarne une vision, le respect et le dialogue critique.

Est-il enfin permis d'être optimistes une fois notre loi agricole votée, ayant maintenant ouvert bien des yeux à travers cette publication? Pour nous, la loi agricole et cette étude sont des marches vers des défis beaucoup plus ambitieux. Le plus grand parmi ces défis est certes le développement d'une vision partagée sur la transition indispensable de l'agriculture congolaise actuelle vers un secteur prospère, qui permet aux producteurs et productrices agricoles de mener une vie digne et qui offre des perspectives d'avenir aux jeunes ruraux, une vision qui formera la base d'actions communes concrètes et durables.

Une vision développée par et avec les paysans et les paysannes, unis dans des organisations paysannes saines et fortes.

Leuven, le 21 avril 2011

Jan Aertsen

Pour Vredeseilanden/VECO

Pour AgriCongo<sup>1</sup>

## Le Congo - une belle femme

*«Le Congo c'est comme une belle femme, même en étant mariée, elle est convoitée par de nombreuses personnes. Mais elle doit se respecter et son mari doit la permettre de rester belle. Malheureusement on constate le contraire: le mari ne l'entretient pas, au contraire il la torture, et la rend vilaine». (citation d'une des personnes rencontrées)*

<sup>1</sup> AgriCongo est une alliance de plusieurs ONG belges qui appuient le développement de l'agriculture familiale et la structuration paysanne en RDC. L'Alliance compte présentement 6 membres: Diobass, Oxfam-Solidarité, SOS Faim, Solidarité Socialiste, Trias et Vredeseilanden.

# Préface par Mamadou Cissokho

Peuplé de six milliards d'habitants, et peut-être deux milliards d'animaux, le monde est confronté à trois défis majeurs.

1. Assurer durablement une alimentation en quantité et en qualité aux populations
2. Sauvegarder les ressources naturelles
3. Protéger la biodiversité

Avec déjà un milliard d'individus en insécurité alimentaire, dont plus de 60% de paysans à travers les continents, nous ne pouvons maîtriser notre sang-froid à l'idée que nous serons bientôt neuf milliards de bouches humaines à alimenter.

Plusieurs manifestations naturelles de dérégulation du climat nous imposent les résultats de nos actes de productions et de gestion des ressources abondantes, deux siècles auparavant, que nous avons pensé inépuisables.

Dans ce contexte de crises alimentaires, énergétiques et de rareté des ressources naturelles, la République Démocratique du Congo est et restera un centre de gravité par ses atouts importants (superficie, biodiversité, ressources hydriques et minières) mais également et surtout une population fortement rurale, dynamique, riche de savoir-faire, engagée à assurer une alimentation portée par les cultures locales très diversifiées.

Comme partout en Afrique, les paysans congolais ont survécu à l'encadrement public du développement rural à travers une solidarité aux niveaux des communautés locales, provinciales et nationales mais également grâce aux échanges avec les paysans d'autres pays.

Depuis deux décennies, les paysans congolais sont abandonnés et exploités par les différents pouvoirs politiques. Dans certaines zones, jusqu'à date récente, ils avaient encore à faire face à des groupes armés. Maltraités, chassés souvent de leurs terroirs, ils n'ont cessé de développer des stratégies de résistance souvent au prix de leur vie et de sacrifices importants.

Difficilement mais quotidiennement, ils ont reconstruit en se mettant ensemble dans d'anciennes associations ou de nouvelles en refusant de s'engouffrer dans les considérations ethniques, religieuses et claniques. C'est leur attachement inconditionnel au Congo qui a sauvé l'unité nationale.

Ce livre qui retrace cette grande aventure mérite une lecture assidue car il retrace le courage, la force dans le développement de stratégies pour ne jamais tomber ou simplement abandonner.

Les paysans et paysannes, dont une bonne partie est analphabète, ont démontré à travers cette œuvre magnifique «qu'ensemble on peut réaliser des miracles».

Sans richesses matérielles, sans internet et téléphone partout, sans appui quelconque, des hommes et des femmes ont cru à leurs responsabilités de se battre pour leur famille, leurs communautés, leur village, province, pays.

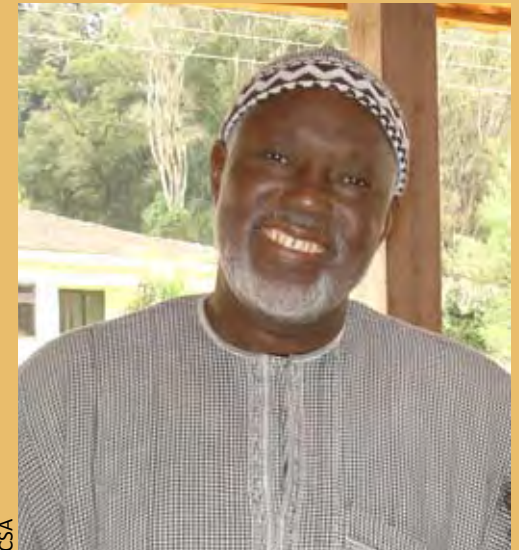
Par leur détermination et les soutiens d'autres paysans d'Afrique, des ONG, des personnes du pays et de l'extérieur, de certaines coopérations au développement, les paysans congolais sont maintenant debout et déclarent librement:

«Notre ambition est de nous structurer librement pour assurer la souveraineté alimentaire de notre pays. Notre combat est l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre d'une loi agricole qui garantit l'accès à la terre aux exploitations agricoles».

Merci à vous tous, merci aux alliés et complices, ensemble, continuons le combat pour l'autonomie des organisations paysannes, leur reconnaissance et implication dans le processus de développement de la République du Congo.

Mamadou Cissokho

*Leader paysan sénégalais et éminence grise du mouvement paysan africain*



CSA

# Préface par des responsables d'Organisations Paysannes congolaises

Un des objectifs stratégiques les plus importants d'un pays souverain est sa capacité organisationnelle de pouvoir nourrir convenablement sa population. Il ne se décrète pas, ne s'instaure pas et ne se réalise pas par un coup de miracle.

Le pays doit assurer sa force et sa stabilité socio économique et il doit être inspiré par un objectif fondamental, à savoir: le bien-être de sa population.

Avec l'édition de cet ouvrage sur le mouvement paysan, qui est une première en RDC, les différents partenaires (gouvernement, bailleurs de fonds) comprendront le rôle combien important que joue l'agriculture dans l'économie congolaise et son enjeu stratégique dans l'économie internationale.

Grand pays au centre de l'Afrique avec des potentialités agricoles exceptionnelles: 80 millions d'hectares de terres arables, une diversité des climats, un important réseau hydrographique, un potentiel halieutique estimé à 707000 tonnes de poissons par an, des savanes pour un élevage important (40 millions de têtes de gros bétail)... la République Démocratique du Congo a cette capacité de nourrir le monde à partir de son agriculture. Malgré tous ces atouts, elle est classée aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres et les plus affamés du monde. C'est bien un paradoxe!

Cette brochure tombe à point nommé au moment où les voix s'élèvent partout à travers le pays et les paysans prennent de plus

en plus conscience pour l'émergence d'un mouvement paysan fort, uni et dynamique pour le développement de l'agriculture et du monde rural en RDC.

Le temps de l'agriculture des subsistance est révolu. Nous devons impérativement produire plus en quantité et en qualité, vendre bien, défendre les intérêts des paysans et travailler en groupes organisés pour une efficacité durable.

Cette brochure est d'une importance capitale, car elle met en exergue les réalités organisationnelles de différentes dynamiques paysannes existantes dans différentes provinces de la RDC et leur volonté de s'unir pour renverser cette tendance par la promotion d'une agriculture familiale professionnelle, compétitive et durable.

Notre ambition est de parvenir à une meilleure organisation des paysans et paysannes à la base, à la structuration des fédérations agricoles au niveau des provinces en vue d'aboutir à une plate forme nationale pour une représentation effective des producteurs agricoles auprès des autorités publiques et privées.

Notre combat, c'est aussi la mise en place d'une loi agricole promotionnelle qui garantit l'accès à la terre aux petits exploitants agricoles tout comme aussi aux grands exploitants. En effet, l'implication de la Société civile dans sa globalité a été très significative tout au long du processus de l'élaboration de cette loi.

La présente brochure nous servira certainement comme une sorte de banque de données, un répertoire, un guide riche en informations sur les réalités paysannes à travers le pays dont beaucoup de réalisations demeurent inconnues à ces jours faute de supports.

Nous estimons que les différents partenaires comprendront qu'il existe dans ce pays les dynamiques paysannes réelles, organisées sur lesquelles ils peuvent s'appuyer en vue de promouvoir le développement de l'agriculture en RDC dans l'intérêt de tout un chacun.

Rien ne peut réussir dans ce domaine si ces dynamiques, qui sont incontestablement des acteurs clés, ne sont pas impliquées, ne sont pas organisées de manière professionnelle.

**Paluku Mivimba**

Président FOPAC (Nord-Kivu), Président CNAPAC

**Nzuzi Espérance Muaka**

Présidente FOPAKO (Bas-Congo)

**Nkumu Boumard**

Président COPADE (Equateur)

**Abraham Kiluenyi**

Directeur UPAD (Kabinda – Kasai Oriental)

**Bertin Ngindu**

Coordonnateur UPPEKOR (Mbuji-Mayi – Kasai Oriental)



Vredeseilanden

Paluku et Nzuzi

# 1. Voici les organisations paysannes en RDC

Lorsqu'en mai 2010, nous faisons une étude sur le secteur agricole en RDC, et plus particulièrement sur la collaboration, voire la synergie, entre les différents acteurs de ce secteur, nous rencontrons beaucoup d'incompréhension. De l'incompréhension à propos des organisations paysannes. Dans leurs discours, la plupart des autorités politico-administratives et les représentants des bailleurs de fonds soulignent l'importance d'une implication des agriculteurs dans les programmes de développement agricole. Dans la pratique, cette implication se limite au mieux à faire siéger un producteur dans tel comité ou à l'inviter dans telle réunion au niveau du district ou du territoire. En dehors de cette implication symbolique, le rôle des producteurs agricoles s'est jusqu'à présent limité à aider les responsables de programmes agricoles à atteindre les résultats attendus, fixés à l'insu de ces mêmes producteurs «bénéficiaires».

Dans les différents coins de la RDC, les paysans et paysannes n'ont pas attendu ces programmes agricoles de grande envergure pour résoudre certains des problèmes qui les freinaient dans leur survie quotidienne ou dans le développement de leur exploitation agricole. Au Bandundu, ils se sont organisés pour améliorer leurs routes de déserte agricole. Au Nord-Kivu, ils sont allés chercher des plants de café en Ouganda pour remplacer ceux malades. Au Kasai Oriental, ils utilisent des bœufs pour pouvoir élargir les superficies cultivées. Au Sud-Kivu, ils ont développé des pesticides locaux pour combattre les maladies ravageant leurs plantes. Dans la Tshopo, les éleveurs de porcs ont mis en place un service

vétérinaire. Au Bas-Congo, les producteurs ont relancé la filière cacao. Partout les femmes paysannes s'organisent pour mieux valoriser leur production agricole, soit par la transformation, soit par une vente là où se trouvent les meilleurs acheteurs, .

Cette contradiction flagrante entre une multitude de dynamiques paysannes sur l'ensemble de la RDC et leur non-prise en considération par ceux qui conçoivent les politiques et programmes agricoles a fait naître auprès des responsables de Vredeseilanden<sup>1</sup> l'idée d'une brochure. Une brochure qui ferait découvrir, connaître aux autorités congolaises et aux grands bailleurs de fonds du secteur agricole le mouvement paysan dans les différentes provinces de la RDC. Approuvant l'idée, d'autres ONG internationales qui appuyaient déjà des organisations paysannes dans différentes régions du pays ont par la suite contribué à son financement.

Pour la réalisation de cette brochure, nous avons évidemment été confrontés à l'étendue de la RDC et aux faiblesses de communication à l'intérieur du pays, ainsi qu'aux limites de temps et de moyens financiers disponibles. Nous avons heureusement trouvé des alliés naturels qui nous ont facilité le travail dans certaines provinces. Il y avait d'abord les journalistes de l'AJAC (Association des Journalistes Agricoles du Congo), qui sont allés à la rencontre des leaders paysans sur le terrain. L'INADES-Formation Congo ensuite, qui a contribué à ce travail dans les provinces de l'Equateur, du Kasai Occidental et de Kinshasa. Il y avait

---

<sup>1</sup> ONG belge

également Alain Huart, grand promoteur du développement rural congolais depuis des décennies, qui nous a conseillé tout au long du processus et qui a rédigé le chapitre sur le Katanga. Pour certaines provinces, nous nous sommes rendus nous-mêmes sur le terrain ou bien nous avons puisé dans notre connaissance antérieure des organisations paysannes. Pour le chapitre Thématique 24 nous avons fait appel à la Fondation Maendeleo. Ces différentes démarches et les contraintes rencontrées font que la quantité et la profondeur des informations varient beaucoup d'une province à une autre. Que les leaders paysans des provinces concernées veuillent bien nous en excuser.

Après un bref historique du mouvement paysan en RDC, la brochure vous amènera dans les différentes provinces du pays, de l'Est vers l'Ouest puis vers le Sud. Elle vous montrera les producteurs et productrices au travail. Dans leur exploitations, dans leurs organisations de base, puis dans leurs unions ou fédérations, toujours en train d'essayer d'améliorer leurs conditions de vie. Leurs témoignages montrent à quel point ils sont abandonnés, laissés à eux-mêmes par les autorités et les services de l'Etat. Les routes sont impraticables et coupent les producteurs non seulement de leurs débouchés mais aussi des intrants agricoles nécessaires pour augmenter la production. Pire, les agents de l'Etat découragent les producteurs avec des taxes illégales ou exorbitantes ou des tracasseries policières et administratives.

Dans la deuxième partie de la brochure, nous regardons de plus près les différentes fonctions des organisations paysannes: multiplication des semences, vulgarisation ou conseils agricoles, financement, informations, transformation et commercialisation des produits agricoles. Nous abordons également le lobbying ou plaider, qui fait connaître aux autorités et autres acteurs du secteur agricole les points de vue des producteurs. Un tel découpage fonctionnel comporte le risque que les rôles éducatif et émancipatoire des O.P. soient oubliés. Alors que ces rôles sont d'une importance cruciale pour leurs membres, si longtemps

déconsidérés par les «différents responsables» en RDC. Dans beaucoup de cas, les O.P. sont des entreprises mais en même temps des écoles, des laboratoires de mouvements sociaux, qui se battent pour un lendemain meilleur. Nous tenterons, ne fut-ce que modestement, de vous faire voir la détermination avec laquelle les femmes paysannes s'organisent, se forment et s'encouragent mutuellement, surmontent les coutumes et préjugés discriminatoires à leur égard, et prennent une place de plus en plus importante, et dans le mouvement paysan, et dans le développement agricole en général.

Les mots me manquent pour remercier les nombreux leaders paysans qui ont bien voulu partager avec nous leurs initiatives, leurs idées, mais aussi leurs souffrances et leurs frustrations. J'espère que les différentes étapes du voyage au sein des mouvements paysans congolais que contient cette brochure reflètent fidèlement leur vie d'agriculteur, d'éleveur, de pêcheur, de formatrice. Des hommes et des femmes fiers de l'être.

Me reste à remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce «guide», plus particulièrement Ivan Godfroid et Jan Aertsen de Vredeseilanden ainsi que François Cajot de SOS Faim, qui n'ont cessé de me fournir des conseils très utiles.

Je vous souhaite un bon voyage et espère vous retrouver prochainement!

Frans van Hoof



Alain Huart

Carrefour paysan à Kinshasa décembre 2010

## 2. Le mouvement paysan en RDC – les leçons du passé?

### L'importance d'une vraie implication des membres dans la gestion de leur O.P.

L'entraide des paysans pour résoudre des problèmes ou pour alléger des travaux (labour, récolte, transport) constitue la base primaire du mouvement paysan congolais qui a survécu à tous les événements et interventions externes. Aussi les Organisations Paysannes formelles ont leur histoire en RDC. Voici le témoignage de 3 personnes ayant joué un rôle clé dans la structuration du mouvement paysan au Kivu: Muhindo Vanganayirire<sup>1</sup>, Paluku Mivimba et Denis Basheka. Gaspard Molumbe témoigne sur une autre expérience, en Equateur et Paulin Osit parle de leur cadre juridique.

Muhindo, aujourd'hui âgé de 69 ans, se rappelle de COOPRO-CAFE «La coopérative consistait à faire la production et la commercialisation du café. Elle apprenait aux paysans les techniques culturales et post-récolte, fournissait des boutures de café et mettaient à leur disposition des machines et tracteurs mais aussi des bœufs pour la traction bovine. La commercialisation était disciplinée car les paysans ne pouvaient vendre leur café qu'à la seule coopérative. Celle-ci était bien organisée car chapeauté par les Belges». Selon Muhindo, c'est cette bonne organisation qui a fait que le Congo de l'époque était le deuxième producteur mondial de café de qualité. A cette époque les coopératives faisait partie de la stratégie coloniale belge pour des productions, comme l'huile de palme, l'hévéa, qui partaient vers la métropole: «Les colons belges, grands propriétaires des plantations de café, thé et pyrèthre dirigeaient les coopératives. Les petits planteurs congolais exécutaient tout simplement les ordres».

<sup>1</sup> Muhindo Vanganayirire, ancien président est un des fondateurs de la Coopérative Centrale du Nord-Kivu (COOCENKI), Denis Basheka, Coordinateur provincial du Nord-Kivu pour le Service National des Coopératives et Organisations Paysannes, Paluku Mivimba, président de la FOPAC NK et président du comité de pilotage de la structuration nationale du mouvement paysan.

Selon Muhindo «le colon s'était approprié des leviers de commandes de la coopérative, alors que les congolais avaient aussi, sans le savoir, des parts sociales dans la coopérative. En 1957 quand les Congolais commencèrent à réclamer leur indépendance, les paysans découvrirent qu'ils étaient membres à part entière et se révoltèrent, ce qui mena à la chute de la coopérative». Il conclut avec amertume: «Après l'indépendance, les Congolais furieux d'avoir été exploités par les Blancs et n'ayant pas compris l'importance des bœufs pour l'agriculture, mangèrent ces bœufs et laissèrent tomber en panne les tracteurs et les machines.»

Peu après, toujours selon Muhindo, un certain Etienne Kitsuku commença à sensibiliser les paysans à s'unir et à former la coopérative COOPAGRICO (Coopérative des producteurs agricoles du Congo). «Grâce à son influence sur les paysans, il fut choisi comme député provincial en 1960. L'Etat congolais finança la coopérative et lui remis une camionnette de 3 tonnes. La coopérative ouvrit des dépôts partout où il y avait des membres. Après un certain temps, les gens de Masereka d'où était originaire le député, se sont approprié la camionnette. Les membres d'autres zones se sont révoltés et ont quitté la COOPAGRICO pour aller créer leur propre coopérative dans leur zone».

Toujours selon Muhindo, cette mauvaise expérience fut suivie d'une première unification de ces coopératives primaires sous le nom d'UCOOPAKI (Union des Coopératives Agricoles au Kivu). Malheureusement après un bon démarrage, le deuxième gérant de l'UCOOPAKI vendit les véhicules, retira les fonds en banque et s'enfuit vers Lubumbashi.

Il y a eu découragement, réticences aussi de certaines coopératives membres sur la nécessité d'avancer elles-mêmes des fonds pour faire fonctionner l'Union. Les 10 qui restèrent fondèrent alors en 1980 une nouvelle union: la COOCENKI. Les premières années le nombre de membres diminua encore, jusqu'à six, mais après son agrément officiel par l'Etat en 1987, d'autres coopératives renforcèrent le mouvement. Aujourd'hui, COOCENKI compte 25 coopératives primaires.

Dans le district de Mongala (Equateur) plusieurs grandes coopératives ont travaillé au cours des années 70-80 avec l'appui du projet ADI-Bondaba<sup>2</sup>. Ces organisations qui encadraient des paysans, disposaient de gros moyens (mini-rizeries, camions) nous rapporte Gaspard Molube d'INADES-Formation. «*Malheureusement, avec la rupture de ce financement elles sont toutes tombées, car elles n'étaient ni suffisamment maîtrisées, ni appropriées par les producteurs 'bénéficiaires'*». Ce type de grandes coopératives aurait existé dans plusieurs provinces, particulièrement autour des cultures industrielles (coton, café...).

Pour trouver des solutions collectives aux grands problèmes, ces mêmes producteurs ont créé eux-mêmes de nouvelles organisations paysannes. Monsieur Paluku Mivimba, caféiculteur de longue date, ajoute qu'à partir des années 80, les coopératives et le secteur agricole dans le Kivu ont reçu des appuis technique et financier notamment de la Coopération canadienne, de l'Union Européenne (programme Kivu) et des ONG internationales. Des ONG locales, Solidarité Paysanne, ADI-Kivu, COTEDER, virent le jour et donnaient un nouvel élan au monde paysan. Quelques

années plus tard, SAP (Syndicat d'Alliance Paysanne) sera promu par Solidarité Paysanne et dans la partie nord, le SYDIP (Syndicat de Défense des Intérêts Paysans) est promu par COTEDER (Conseil Technique pour le Développement Rural).

Les années 90 constituent le grand virage des organisations paysannes au Kivu suite au contexte du moment:

**Coté négatif:** le non-fonctionnement des services de l'Etat, la suspension de plusieurs coopérations bilatérales suite au désaccord avec la situation politique dans le pays, l'arrivée des réfugiés rwandais, burundais, la guerre, la dévaluation permanente de la monnaie nationale, s'additionnent et se soldent par un déclin socio-économique total.

**Coté positif:** Le multipartisme politique et la liberté d'expression créent l'espace pour des syndicats de producteurs agricoles. Les nombreuses formes d'injustices et le manque d'appui directs incitent les paysans à s'organiser et à dénoncer leurs problèmes. Les conflits fonciers constituent déjà un thème majeur de revendications.

Paluku, président du SYDIP à l'époque, précise: «*Il ne s'agit pas de simples revendications comme on le voit souvent au niveau des syndicats de travailleurs. Nos syndicats formulent des propositions constructives, essayent de trouver des solutions eux-mêmes plutôt que de réclamer auprès de l'Etat ou des autorités coutumières. Nos syndicats apportent beaucoup, pallient aux services défectueux de l'Etat avec la vulgarisation agricole, l'assistance juridique; les membres sont encadrés pour devenir des entrepreneurs agricoles.*»

A partir des années 2000, s'ajoutent les fédérations qui regroupent les différentes organisations paysannes dans une même zone géographique. Selon Paluku:«*cette structuration était motivée par la prolifération de différents types d'organisations paysannes: coopératives, syndicats, associations multifonctionnelles, mutuelles, etc., sans qu'elles disposent d'une structure représentative sur le plan provincial, national et international, alors que les ONG d'appui, étaient organisées*

2 Un projet du Diocèse de Lisala avec l'appui de l'ONG belge COPIBO.

dans les CRONGD et CNOGD, et avaient tendance à parler au nom des paysans.»

C'est ainsi qu'ont été créées les fédérations provinciales au niveau du Nord- et du Sud-Kivu (les deux FOPAC et la LOFEPACO<sup>3</sup>). Dans les autres provinces les O.P. se sont progressivement structurées aux différents niveaux: secteurs/chefferies, territoires, districts/provinces. Ce processus est encore loin d'être achevé, même si au niveau national plusieurs structures déclarent représenter les paysans congolais (COPACO, FENAGRI, UNAGRICO, FOPAC).

### Quel cadre légal et technique l'Etat congolais offre-t-il au mouvement paysan?

Selon Denis Basheka, coordinateur provincial du service de tutelle: *«Les coopératives sont encore toujours régies par une loi qui date du temps colonial, le décret-loi de 1956. Par contre, les syndicats et les fédérations n'ont pas de loi spécifique qui les régit, ils sont considérés comme des associations sans but lucratif et sont à ce titre coiffés par la loi 004 de 2001. Nous savons que certaines organisations paysannes, avant d'être reconnues officiellement, se font enregistrer provisoirement au niveau local (territoire, ville) et provincial et reçoivent une autorisation de fonctionnement. Il y a des organisations qui reçoivent une personnalité juridique au niveau national (Ministère de la Justice)».*

Basheka regrette fortement que les relations entre le gouvernement et les organisations paysannes ne soient pas mieux définies, que les textes juridiques en vigueur ne tiennent pas compte des réalités actuelles des producteurs et qu'en plus ces derniers ne connaissent pas les textes qui régissent leurs organisations. Certes, les agents de l'Etat censés encadrer le mouvement coopératif sont peu motivés (pas de salaire, pas de moyen de transport pour faire des visites aux coopératives, ) ce qui rend le système d'encadrement officiel non-fonctionnel. Selon lui *«ce flou a des conséquences*

3 LOFEPACO était la première (1999) et visait à faire entendre la voix de la femme paysanne et à faire émanciper cette dernière, car trop peu visible dans les O.P. mixtes.

### Le point de vue d'un conseiller juridique du Ministère – Paulin Osit

L'obtention de la personnalité juridique dans le cadre de la Loi d'Association (N° 004 du 20 juillet 2001) constitue un véritable parcours de combattant pour les associations de toute sorte en RDC. Plus encore à l'intérieur du pays, où le processus d'accréditation est très lent et coûteux. ***Un tel processus n'est pas envisageable pour des organisations paysannes. Celles-ci disposent de deux alternatives à la loi 004.*** La première est la loi coopérative de 56, qui permet d'accéder effectivement à la personnalité juridique. Mais cette loi suppose des parts sociales ce qui peut limiter la base associative de la coopérative. Elle n'est adaptée qu'à des activités de production, ou commerciales, nullement de gestion des ressources naturelles. La seconde alternative est le canal du Ministère du Développement Rural, qui délivre facilement une reconnaissance locale – mais pas la personnalité juridique. Celle-ci est pourtant indispensable pour toute association ayant à gérer des ressources humaines et/ou des biens. ***Il y a donc une faiblesse dans le dispositif juridique actuel pour les O.P.: Il est trop compliqué. L'idéal serait que la personnalité juridique soit attribuée à un niveau administratif de proximité et le territoire constitue ce niveau.***

*sur le fonctionnement des O.P. et contribue indirectement à la sous-alimentation et la pauvreté extrême des populations rurales».*

Pour Denis Basheka, trop peu de leçons ont été tirées des échecs des premières coopératives dans les années passées: trop souvent, l'exécutif et les dirigeants ne donnent pas l'occasion aux membres de s'informer sur la gestion de leur organisation; l'exécutif et les employés isolent les dirigeants dans la direction de leur entreprise, voire étouffent parfois les organes (C.A. et C.C.), qui eux, dans certains cas, semblent inamovibles... Un suivi-évaluation impartial des organisations paysannes (par un organe neutre) offrirait certainement plus de transparence, ce à quoi tous les paysans aspirent.

# 3. Nord-Kivu



**Superficie: 59.631 km<sup>2</sup>**

**Habitants: 5.500.000**

Principales filières: riz, café, manioc, palmier à huile, maïs, bois, quinquina, pomme de terre, haricots, thé, cacao, lait

Atouts spécifiques: Population laborieuse et entreprenante, diversité agro-écologique et restauration du parc des Virunga, mouvement associatif très développé, trois grandes villes, ouverture sur les pays voisins, Programmes agricoles sous-régionaux spécialisés qui permettent des échanges inter pays

Autres secteurs économiques importants: commerce, tourisme, secteur minier, transformation

Contraintes spécifiques: insécurité liée à la présence de forces armées, tracasseries par services étatiques, infrastructures insuffisantes, conflits fonciers, centres de recherche agricole non opérationnels.

La province du Nord-Kivu est subdivisée en 6 territoires: Beni, Lubero, Rutshuru, Nyiragongo, Masisi et Walikale, et 3 villes: Goma, Butembo et Beni, et 5 cités. Ces structures sont à leur tour subdivisées en: 17 secteurs/chefferies et 97 groupements, et en 10 communes et 52 quartiers.



## Le mouvement paysan au Nord-Kivu, un apprentissage continu

Quand on parle défense des intérêts et structuration du monde paysan en RDC, les experts se réfèrent souvent aux O.P. du Nord-Kivu. Pourquoi? Est-ce que le mouvement paysan y est mieux organisé? Est-ce qu'il a moins de problèmes qu'ailleurs? En quoi est-ce qu'il serait exemplaire pour les organisations dans les autres provinces?

### *Des O.P. spécialisées*

Le panorama des organisations paysannes au Nord-Kivu est assez hétérogène: différentes types d'O.P. assurent différentes fonctions. Est-ce sans concurrence ou combats de leadership? En général, les organisations s'apprécient mutuellement, connaissant les actions que chacune entreprend et suivant les expertises dont disposent leurs responsables.

Il y a une évidente spécialisation qui se dessine.

- La Coopérative Centrale du Nord-Kivu assure l'approvisionnement en intrants agricoles, la transformation de certains produits tels que le maïs et la commercialisation de plusieurs autres produits agricoles. Lors de grandes commandes du PAM ou d'autres agences d'aides humanitaires elle fait appel à d'autres O.P. pour rassembler les quantités nécessaires.
- Les fédérations agricoles du SYDIP (Syndicat de Défense des Intérêts Paysans) encadrent les filières café, quinquina, papaïne, pomme de terre, huile de palme
- D'autres O.P. se sont spécialisées: APADER pour le riz, APAV pour les œufs, LOFEPACO pour les jus et vins de certains fruits transformés...
- La fonction «information agricole» est assurée par la FOPAC à travers des émissions radios et son bulletin trimestriel «Wakulima Amkeni».

Ses journalistes travaillent en étroite collaboration avec les techniciens et leaders des autres O.P. pour récolter et diffuser des informations importantes et utiles pour les paysans et paysannes.

Pour certaines fonctions, la répartition des rôles et responsabilités est plus confuse. L'absence d'une démarcation claire des rôles et initiatives entre les structures paysannes contient le risque réel de doublures dans le travail, la non-valorisation des acquis de l'autre et des interlocuteurs, quelque peu confus car sollicités par trois O.P. différentes. Tel est le cas du dossier foncier, traité selon le cas, par SYDIP, FOPAC, LOFEPACO.

### *FOPAC et LOFEPACO, rassembleuses et innovantes*

Les deux grandes plateformes paysannes du Nord-Kivu, la FOPAC (Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Congo) et la LOFEPACO (Ligue des Organisations de Femmes Paysannes du Congo) regroupent la grande majorité des O.P. de base de la province. Ensemble, elles initient des processus, elles innovent, elles mettent en question, elles gèrent des crises internes, elles approchent les autorités pour travailler en concertation: c'est ce qui rend sans doute le mouvement paysan du Nord-Kivu, exemplaire pour les autres provinces:



**«Urgence calamité»:** Qui doit faire quoi pour réagir à une maladie de la pomme de terre dans le Masisi? En mai 2010, le journaliste de la FOPAC, Jean Baptiste Musabyimana, apprend d'une petite ONG locale, que des paysans dans le territoire Masisi ont une maladie sérieuse dans leurs champs de pomme de terre. Il envoie un cri d'alarme à la FOPAC, au SYDIP, aux services étatiques, mais personne ne réagit par rapport à son appel. Les responsables se rendent-ils compte de la gravité de la situation? Est-ce que les responsabilités des uns et des autres dans de pareilles situations ne sont pas encore clairement définies?

- Depuis 2003 la FOPAC a initié au niveau des chefferies/secteurs et territoires du Nord-Kivu, des Cadres Mixtes de Concertation Agricole (CMCA) comme espace d'échange et de dialogue entre les producteurs agricoles et les pouvoirs publics. En octobre 2005, ce cadre est agréé par un arrêté du gouverneur. Les rencontres des CMCA ont permis de mettre en exergue les principaux problèmes et défis du secteur agricole: problèmes fonciers, mauvaise gouvernance, l'insécurité, tracasseries à tous les niveaux. **Le succès des CMCA a inspiré le Ministère de l'Agriculture à Kinshasa, qui a créé les CARG (Conseil Agricole et Rural de Gestion). De son côté la FOPAC s'est beaucoup investie à rendre les CARG du Nord-Kivu opérationnel (e.a. secrétariat provincial du CARG logé à la FOPAC-NK).**
- Pour s'assurer que les dirigeants formés puissent réellement mettre en pratique les formations reçues, SYDIP, COOCENKI et LOFEPACO ont beaucoup investi dans la formation de leurs leaders. Ce souci a poussé les responsables de la LOFEPACO à créer des CERA (Cercle d'Echange, de Réflexion et d'Action). Ces cercles regroupent par zone géographique les leaders formés, quel que soit leur O.P. de base, pour s'encourager mutuellement, pour réfléchir sur des problèmes rencontrés lors de la mise en application, mais aussi pour échanger sur leurs projets individuels et sur des actions communautaires en faveur de la femme paysanne. Grâce aux CERA il n'y a plus de cloisonnement entre les femmes de différentes O.P. et il y a une synergie au bénéfice de l'intérêt des femmes paysannes en général.

Piet de Graaf



Récolte de la papaïne à Mutwanga

- Conscients qu'à eux seuls les leaders paysans ne pourront pas changer la société congolaise, les leaders du Nord-Kivu ont créé une structure permanente: la Fondation Maendeleo<sup>1</sup>. Le but est de former également des leaders dans

les autres catégories socioprofessionnelles, et d'étendre la formation des leaders paysans à d'autres provinces. Opérationnelle depuis fin 2009, cette fondation assure des formations, facilite des ateliers de réflexion et fait la médiation en cas de conflits au sein des O.P.

<sup>1</sup> Maendeleo veut dire développement en swahili

## Un rôle clé pour la COOCENKI dans le développement agricole: l'approvisionnement en intrants agricoles

Pour permettre à ses membres- et aussi à d'autres paysans- de disposer des bonnes semences à haut rendement, ainsi que des engrais pour fertiliser les champs et les cultures, et des pesticides pour traiter ces dernières en cas de maladies, la COOCENKI achète ces produits en gros et les vendent à travers les cantines de ses coopératives primaires. Au Nord-Kivu, elle est quasiment la seule à le faire à grande échelle.

**Directeur Daniel Bunambo:** «Nos principales semences sont le riz, le maïs et la pomme de terre que nous achetons à l'INERA Mulungu et au CAPSA de Luotu et multiplions avec nos propres paysans multiplicateurs. Nous importons de l'Ouganda le riz et le maïs, qui sont des semences hybrides (Centre de Production Semencière NASECO). Les engrais, le DAP, l'urée, le KCL, le TSP, le NPK et la chaux, sont importés de l'Ouganda et du Kenya. Enfin, il y a les pesticides: Agrolaxyl, Agrozeb, Ridomil pour les maladies fongiques (*flétrissement bactérien, mildiou*)».

**Comment facilitez-vous l'accès des agriculteurs à ces intrants?** DB: «Nos coopératives primaires ont installé des cantines où les paysans peuvent acheter des semences et des engrais en petites quantités, selon leurs besoins. Nous réemballons d'ailleurs les semences et les engrais dans de petits sacs de 5 à 10 kgs. Puis, pour certaines cultures (maïs, haricot, pomme de terre, oignon), nos paysans membres avec qui nous avons conclu des contrats de production peuvent obtenir des



Nele Claeys

Directeur Daniel Bunambo

intrants à crédit. Ici au siège de la COOCENKI tout le monde peut venir acheter des intrants».

**Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez dans cet approvisionnement?**

DB: «Le premier problème ce sont les taxes! L'Etat nous soumet à plusieurs taxes qui sont parfois recouvrées sous la forme de tracasseries. Par exemple: le permis d'ouverture d'une officine de vente de semence et permis de vente des engrais chimiques (doublement de la taxation des intrants agricoles). La RDC ne respecte pas la déclaration d'Abuja juin 2006, où les Chefs d'Etat avaient

convenu de la libre circulation des engrais à travers les frontières nationales.

Aussi COOCENKI souhaite un plaidoyer fort de la FOPAC, et avec la FEC, afin d'obtenir une exonération à long terme pour tous les intrants agricoles (en y incluant également l'équipement agricole) jugés importants pour le développement agricole, ce que prévoit le code agricole. *Ces deux dernières années il y a eu une exonération des taxes sur les engrais, par moment annulée puis reconduite après des négociations, créant ainsi une confusion totale auprès des différentes instances concernées*

DB:«Un deuxième problème: nous manquons d'un fonds de roulement suffisant pour acheter des grosses quantités d'intrants à la fois et éviter ainsi des ruptures de stocks. Comme les banques nous demandent des taux d'intérêt élevé, nous avons créé une coopérative d'épargne et de crédit agricole qui devrait subvenir aux besoins de crédits. Mais elle n'arrive pas vraiment à décoller: nous observons une certaine hésitation des producteurs à adhérer à la COECA suite la défaillance d'autres institutions de micro finance et le capital social est insuffisant pour répondre aux besoins en crédits exprimés par des OP comme la COOCENKI.»

**Est-ce que les paysans achètent effectivement de plus en plus d'intrants?** DB:«Les paysans achètent surtout plus d'engrais: en 2008 les paysans ont seulement acheté 1 T d'engrais et en 2009: 5 T; en 2010 ils sont donc passé à 65,2 T, comme on le voit, la demande augmente rapidement».

## SYDIP: la structuration des producteurs en fédérations agricoles

Le Syndicat de Défense des Intérêts Paysans, SYDIP en sigle, est une organisation paysanne regroupant environ trois mille «vrais» membres, en règle de cotisations, sur un total de seize mille membres inscrits dans le registre de l'organisation. Ces membres sont éparpillés sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu et dans le district de Mambasa en Ituri. Les paysans producteurs produisent le café, la pomme de terre, les légumes, le quinquina, la papaïne, l'haricot, le manioc, le maïs, le blé, l'arachide et pratiquent l'élevage et la pêche.

Le SYDIP a structuré les paysans autour des filières agricoles, ce qu'il appelle «fédérations agricoles». Chaque membre identifie une ou deux cultures ou spéculations agricoles dans lesquelles il veut se professionnaliser et adhère à la fédération de cette ou ces filières. Balitenga Wangahemuka président actuel de la Véranda Centrale<sup>2</sup>rapporte: *«Nous avons regroupé les filières importantes en 3 groupes: les filières de production industrielle (café, quinquina et papaïne), les filières de production vivrière dont certaines constituent une paire (riz-arachides, manioc, pomme de terre – blé, maïs, haricot ) et les filières de production animale (élevage et pêche). Pour le SYDIP, aucune filière n'est plus importante que l'autre; les leaders de chaque fédération défendent leur filière suivant les bénéfices que les membres en retirent».*

SYDIP assure l'accompagnement juridique des membres par des para-juristes ainsi que par un avocat aux cours et tribunaux, sur des contrats

<sup>2</sup> La Véranda Centrale = Conseil d'Administration



Jimmy Kets

d'exploitation des terres coutumières et plaide pour la réduction des taxes sur les produits agricoles.

Le SYDIP essaie de développer une approche filière dans laquelle chaque acteur intervient selon sa spécialisation et il n'hésite pas à s'associer aux sociétés privées ou à collaborer avec des services de l'Etat comme l'AGRIPEL, l'IPME, et le service de l'environnement...

Ainsi, COOCENKI assure l'approvisionnement en intrants agricoles, PHARMAKINA et ESCO la commercialisation du quinquina, le SENASEM la certification des semences, le CAPSA et l'INERA produisent de la semence de base, la SOPROCO-DEV assure la commercialisation du café.

SYDIP rencontre néanmoins de sérieux problèmes:

- le retard de paiement par les clients,
- les taxes de l'Etat qui deviennent exorbitantes,

- le non respect des normes de qualité par les membres, ce qui parfois mène à la perte des marchés.

YFAN MUTOMB chargé de l'administration et finances au sein du SYDIP et qui autrefois a assumé la gestion des fédérations agricoles: *«Nous assurons le renforcement des capacités techniques de nos membres (techniques culturales, techniques de stockage, calcul de rentabilité pour les champs), facilitons l'approvisionnement en semence améliorée et la commercialisation collective des produits des membres (à travers des points de collectes dans les zones de production et des points de vente dans les centres de consommation). Avec notre partenaire AgriSud nous avons développé un système d'information de marché».*

SYDIP réagit en organisant des formations sur le traitement et le conditionnement des produits, en multipliant les concertations avec les autres acteurs d'une même filière pour harmoniser le travail pour les différents maillons de la filière, en veillant à ce que chacun y trouve son compte. Enfin, le Syndicat de Défense des Intérêts Paysans est membre des réseaux avec lesquels il collabore dans le domaine agricoles en province du Nord-Kivu; il s'agit de la FOPAC et de la LOFEPACO.

### Clarifier les tâches entre SYDIP, FOPAC et LOFEPACO est gage de succès

En principe une organisation de base et une organisation faitière ont des tâches distinctes. Le SYDIP s'occupe de l'accompagnement technique des paysans à la base, de leur défense syndical et de leur formation professionnelle, de la production et du renforcement économique. La FOPAC s'occupe elle du lobbying et de plaider pour ces paysans au niveau local, provincial, national et international tandis que la LOFEPACO se charge de l'accompagnement des femmes paysannes dans le domaine de la production et de la commercialisation ainsi que de leur renforcement économique par l'octroi du crédit agricole. **Toutefois, regrette le responsable du SYDIP:** «il arrive des fois ou ces faitières entrent dans les attributions des OP membres par l'organisation des activités parallèles voire concurrentes au niveau de la base».

Nele Claeys



### La pomme de terre, une filière d'espoir pour la région des hautes terres

La fédération "Pomme de terre et blé" rassemble notamment les producteurs de la zone maraîchère dans le territoire de Lubero. La pomme de terre, comparée aux autres spéculations des hautes terres, est la plus productive et la plus importante en termes de revenu familial. Toutefois, selon Kaghoma, agronome de la fédération, le rendement à l'ha peut encore beaucoup augmenter.

Madame Kahambu Vagheni mère de 12 enfants, productrice de la pomme de terre à Nyabili,

épouse du délégué<sup>3</sup> de la fédération agricole pomme de terre du SYDIP, produit en moyenne 20 tonnes par saison ce qui lui fait environ 1000\$ de revenus sur une superficie d'environ trois hectares. Selon Kaghoma, c'est insuffisant par rapport à la superficie exploitée.

Depuis longtemps, le SYDIP accompagne les producteurs de la pomme de terre; la fédération agricole a introduit de nouvelles variétés de

<sup>3</sup> Délégué = le président de la fédération agricole



pomme de terre venues des Pays-Bas, organise la multiplication et la distribution des semences, visite les producteurs régulièrement pour leur donner des conseils agricoles et cherche des marchés pour les pommes de terre de qualité, y inclus des séances de dégustation organisées pour les restaurants de Butembo pour montrer que les variétés du SYDIP étaient bien meilleures.

L'année passée, rapporte Kaghoma, avec fierté: «nous avons organisé les Premières Journées Pomme de terre de la région des Grands Lacs où il y avaient

*des producteurs, chercheurs, agronomes, et commerçants du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Burundi et du Rwanda. Pendant quatre jours, nous avons visité des champs de pommes de terre et des lieux de stockage et de vente et avons échangé sur les principales contraintes dans notre filière. Cette année ce sont nos collègues rwandais qui vont organiser la deuxième édition, et nous allons visiter leurs réalisations».*

Sur le plan organisationnel, la fédération pomme de terre et blé semble avoir réussi, et avoir produit un modèle que les autres fédérations

sont en train de copier. Certes le nombre de producteurs qui maîtrisent bien la production de la pomme de terre et gagnent bien leur vie reste encore limité. A travers les champs écoles, la fédération essaie de partager les bonnes pratiques culturelles avec d'autres producteurs.

**Gerard Vossen, producteur de pomme de terre néerlandais** qui visite la fédération du SYDIP une fois par an pour des conseils techniques et organisationnels: «*le rendement à l'ha peut encore augmenter beaucoup à condition que les producteurs prennent au sérieux la fertilisation de leur champs. Il faut une combinaison de fumure organique et d'engrais chimiques pour avoir une bonne production*». Un autre souci que se fait Vossen ces derniers temps, c'est de mieux répartir des tâches et gains de la pomme de terre entre la fédération agricole et le secrétariat général du SYDIP. «*La fédération serait en mesure de s'autofinancer sur base des cotisations des membres et des marges bénéficiaires sur les ventes de pomme de terre qu'elle organise. Malheureusement, le secrétariat général qui gère les recettes des ventes en garde une trop grande partie*». Tout en étant exemplaire, SYDIP et ses fédérations agricoles continuent à chercher comment améliorer leur fonctionnement et comment permettre aux producteurs membres de mieux gagner leur vie.

## Le maïs, une filière d'avenir pour la COOCENKI

**La Coopérative Centrale du Nord-Kivu, avec 25 coopératives primaires dans les territoires de Beni, Lubero et Rutshuru a fait de la culture du maïs une de ses actions phare pour augmenter les revenus des paysans membres.**

Selon Daniël Bunambo, directeur de la COOCENKI, cette culture donne bien dans toutes les zones agro-écologiques; dans les basses terres, elle prend seulement 4 mois ce qui permet de faire deux récoltes par an. La demande de farine de maïs dans les grandes villes du Nord-Kivu (Goma, Beni, Butembo) ne cesse d'augmenter en raison de la croissance démographique et du changement dans les habitudes alimentaires. En plus le PAM achète régulièrement des centaines de tonnes de farine de maïs.

La COOCENKI travaille sur presque tous les maillons clés de la filière: elle approvisionne les coopératives primaires en semences de haut rendement comme HW403 MAIZE HYBRID SEEDS (avec un rendement de 6800kg/ha contre 1200/ha pour variété locale) auprès de NASECO/Uganda. Elle fournit de l'engrais à ses producteurs, soit en général 100kg de DAP/ha, et UREE 100kg/ha pour le maïs. La COOCENKI peut fournir des intrants à crédit (à partir de 10 kg d'intrants). Les agronomes de la COOCENKI conseillent les producteurs pour avoir un rendement optimal et leur apprennent la gestion des matières organiques, les techniques de suivi de la culture.

Avec un appui financier la COOCENKI a construit une maïserie à 11km de Butembo. Une chute d'eau à proximité lui permet d'alimenter l'usine en énergie hydraulique ce qui réduit le

coût de la transformation de 490 à 340\$/tonne. Cette unité produit une farine de qualité qui répond non seulement aux exigences des organisations humanitaires mais aussi à la qualité de farine vendue dans les supermarchés de Goma où la COOCENKI doit faire face à la concurrence de la farine venant de l'Ouganda.

Si la culture de maïs semble avoir un bel avenir, les problèmes ne manquent pas. L'avantage de travailler avec les organisations comme le PAM, Caritas, AAA, ce sont les grandes quantités; mais cela oblige la Centrale à impliquer d'autres fournisseurs, soit d'autres O.P. (SYDIP, LOFEPACO), soit des commerçants ordinaires. En augmentant ainsi le nombre de fournisseurs, on augmente aussi le risque que le maïs livré ne réponde pas aux normes exigées (niveau d'humidité, taux d'impureté). COOCENKI doit alors assumer des frais supplémentaires pour nettoyer et sécher le maïs.



Nele Claeys

En plus le PAM exige le respect strict des normes et il arrive que leur logisticien exagère en vérifiant le produit livré. Parfois, certains exigent des pots de vin pour faciliter l'acceptation des produits!

«Le grand retard dans le paiement par ces grands clients (parfois jusqu'à 6 mois), crée des pénalités au niveau des banques où COOCENKI contracte des crédits pour financer l'opération, ce qui augmente encore les coûts, tout comme la location des camions pour transporter le maïs des coopératives primaires à la maïserie ainsi que la farine de la COOCENKI au lieu de livraison indiqué par le client. Les transporteurs justifient leur prix élevé par le mauvais état de la route.

Bunambo préfère livrer le maïs aux grandes agences humanitaires au départ des entrepôts de la COOCENKI ce qui évite le refus du produit par le client après que la COOCENKI aie déjà payé pour le transport. En plus il demande de pouvoir étaler de telles grandes livraisons sur plusieurs mois pour donner aux coopératives le temps de rassembler le tonnage nécessaire. La COOCENKI envisage construire des unités de séchage et prévoit un meilleur contrôle qualité au niveau des coopératives primaires.

Le maïs importé de l'Ouganda se vend à Butembo à 0,44\$ le kg, marge bénéficiaire incluse. Les coûts de production et de transformation y sont plus faibles, car le prix de revient du maïs local est estimé à 0,49\$/kg!



Nele Claeys

Farine de maïs destinée au PAM

### LOFEPACO: Une vision claire sur l'avenir de la femme paysanne

Fin 2009 les représentantes/dirigeantes des organisations membres de la Ligue ont formulé le profil «idéal» de la femme paysanne au Nord-Kivu, objectif 2014, en 15 points:

1. Elle a son propre champ d'au moins 1ha ou 0,5ha dans les hautes terres.
2. Elle est une agricultrice professionnelle et reconnue en tant que telle.
3. Elle constitue une référence dans son milieu.
4. Elle produit assez pour l'autosubsistance et pour la commercialisation.
5. Elle obtient un prix rémunérateur pour sa production.
6. Elle dégage une épargne croissante qui lui permet d'investir dans l'augmentation de sa capacité de production.
7. Elle applique une gestion démocratique des biens dans son ménage, et dialogue sur les différents aspects de la vie.
8. Elle sait lire et écrire.
9. Elle et son mari planifient les naissances selon leurs capacités d'élever les enfants.
10. Elle connaît et défend ses droits.
11. Elle participe pleinement à tous les aspects de la vie de son milieu (social, culturel, religieux, politique...)
12. Elle a confiance en elle-même et obtient la confiance des autres.
13. Elle exprime ses points de vue par rapport à la gestion de son pays.
14. Elle est préparée à prendre des responsabilités politiques.
15. Elle dispose d'un habitat adéquat et d'une alimentation équilibrée.



## Minorités en danger, PREPPYG une O.P. différente des autres



Village pygmée

La Ligue analyse la situation actuelle des femmes et les difficultés rencontrées pour atteindre ce profil. Grâce à cette vision et ces analyses, la Ligue élabore ses plans (pluri)annuels et elle les soumet pour financement à ses partenaires habituels.

PREPPYG (Programme de Réhabilitation et de Protection des Pygmées) est créée en 1995 pour tenter de résoudre le problème de la dégradation des forêts ainsi que la vulnérabilité des communautés pygmées, considérés comme des esclaves par d'autres groupes ethniques. L'association ONG fut transformée en 2006 en une Organisation Paysanne pour ne plus prendre les pygmées comme de simples bénéficiaires mais comme les propriétaires des actions entreprises. Selon Mr. Kambale Butelezi, le secrétaire exécutif de l'association, PREPPYG compte aujourd'hui 2400 membres, pygmées et bantous confondus, dont 960 femmes, repartis sur 18 comités locaux. PREPPYG accompagne ses membres dans la

production vivrière (maïs, riz, haricot, banane, champignons, miel et petit bétail) pour qu'ils atteignent leur sécurité alimentaire. Elle enseigne l'agroforesterie dans le cadre de la protection de l'environnement mais aussi une éducation socio-sanitaire autour du captage de sources d'eau potable. Les attentes des membres sont grandes par rapport aux moyens limités, dont l'appui externe. Le passage du nomadisme au sédentarisme demandent de sérieux changements de la part des membres pygmées alors qu'au retour ces derniers n'ont ni titres de propriété, ni moyens de production. PREPPYG n'est pas encore membre des fédérations FOPAC et LOFEPACO. Là aussi il s'agit d'un choix stratégique.

## La gestion d'un programme sous régional dans les pays des grands lacs

Depuis octobre 2009, la FOPAC NK gère le programme d'assistance technique d'AgriTerra auprès d'une quinzaine d'O.P. dans la région des Grands Lacs (Burundi, RDC et Rwanda). Pour la RDC il s'agit des O.P. membres de la FOPAC NK et SK et de la LOFEPACO. Le programme est dirigé par un Comité d'Orientation composé des responsables des O.P. partenaires au programme. La FOPAC abrite le programme et en gère les finances. Le programme vise avant tout la professionnalisation des producteurs agricoles et de leurs organisations, et à travers ces dernières leur mise en relation avec d'autres acteurs du secteur agricole, et une plus grande implication des femmes et jeunes dans le fonctionnement des O.P.

## Identifier une nouvelle filière et l'investir avec initiative!

Situé au pied des montagnes verdoyantes du Ruwenzori\* le village de Mwenda a connu deux grands malheurs dans les années 90. Tout d'abord les caféiers, principale activité économique, furent décimés par une maladie. Peu de temps après la population a dû fuir le village à cause de l'insécurité créée par des milices armées ougandaises. Un an plus tard, les habitants retrouvent leur village vide, sans école, ou dispensaire, et sans caféiers. Les paysans ont alors créé l'Association des Paysans pour un développement Rural (APADER). De manière participative ils ont identifié le riz comme nouvelle culture de rente pouvant remplacer le café. Avec une aide de 125 kg de semences ils ont fait des essais à différentes hauteurs pour identifier les terrains les plus fertiles. Aujourd'hui, 10 ans plus tard,

APADER est bien connu dans la région pour son expertise en riz. Avec un système de crédit en nature les producteurs renouvellent chaque année leurs semences (APADER dispose de 13 tonnes de semences). Il y a deux ans ils ont commencé l'étuvage du riz, ce qui rend le riz plus blanc et lui donne un meilleur goût. Très apprécié, les commerçants des villes de Butembo et Beni viennent l'acheter au village de Mwenda. Prochaine étape pour APADER: vendre leur riz sous leur propre marque, avec un label régional!



Nele Claeys

\*Tiré de l'article «Maison, Jardin, Enfant de Mwenda» de Nele Claeys paru dans «Wakulima Amkeni» no.16

Le riz: filière porteuse pour les paysans



Jimmy Kets



### Ce petit animal si important dans les familles paysannes: la poule

Selon Déo Kamavu, directeur d'APAV<sup>4</sup>, organisation paysanne dans la chefferie des Bashu (Beni) la poule intervient dans la résolution de nombreux problèmes:

- Elle sert de redevance coutumière pour l'usufruit d'un lopin de terre.
- Elle est payée comme amende lors de la résolution pacifique des conflits entre paysans.
- Elle est donnée comme cadeau aux parents des nouveaux mariés lors des noces.
- Elle est abattue lors des fêtes ou pour recevoir un visiteur.
- Elle est la première source de protéines animales dans la famille (œufs et viande).
- La vente des œufs constitue un revenu très régulier au quotidien.

<sup>4</sup> Association des Producteurs Agricoles de Vuhimba avec 1892 membres dont 1122 femmes, siège à Bunyuka

*Grâce aux interventions des différentes O.P. les paysans et paysannes du Nord-Kivu deviennent de véritables entrepreneurs agricoles. Ils se spécialisent dans une ou deux filières et en utilisant les services de leur O.P. développent leur exploitation, augmentent leurs revenus, et améliorent leurs conditions de vie. Il s'agit certes*

APAV, très connu pour sa ferme pilote, s'investit dans la filière «élevage de poules»:

- Importation des poules de race améliorées à partir de l'Ouganda.
- Vulgarisation de l'élevage en stabulation dans un poulailler moderne (à travers ferme pilote).
- Octroi de 5 poules par paysanne sous-forme de crédit en nature (remboursement en œufs).
- Organisation de la vente des œufs des paysannes au niveau de la ville de Butembo.
- Construction d'une grande couveuse pour réduire l'importation des poussins.
- Production et vente de provende (aliments) pour poules, pour garantir une bonne ponte chez les producteurs.

*d'un processus continu qui nécessite une bonne interaction entre l'O.P. et ses membres; il est important que les membres influencent réellement les choix stratégiques et le fonctionnement quotidien de leur organisation pour que celle-ci continue à œuvrer dans l'intérêt des membres.*

# 4. Sud-Kivu



**Superficie 69.130 km<sup>2</sup>**

**Habitants: 3.900.000 (Chiffre datant de 2005 (PNUD))**

Principales filières: riz, maïs, soja, haricot, pomme de terre, manioc, palmiers à huile, lait, miel, café, thé, canne à sucre, quinquina, ...

Atouts spécifiques:

Diversité agro-écologique favorable à une gamme variée des cultures, précipitation régulière, population courageuse, institutions de micro-finance, proximité des lacs Kivu et Tanganyika, ...

Autres secteurs économiques importants: mines, transformation, ...

Contraintes spécifiques: voies de communication vétustes, surpopulation dans le Kivu montagneux, Poches d'insécurité résiduelle, mauvaise gouvernance, importance de l'aide humanitaire qui modifie la démarche des OP, perte et faible reconstitution de fertilité des sols

La province du Sud-Kivu comprend 8 territoires: Kalehe, Idjwi, Kabare, Walungu, Mwenga, Shabunda, Uvira et Fizi, et la ville de Bukavu. Cette dernière est composée de 3 communes et 11 quartiers. Les territoires sont subdivisés en 23 secteurs/chefferies et 183 groupements.



## Une approche sectorielle pour la spécialisation des filières

Plus que dans les autres provinces, les organisations paysannes du Sud-Kivu se sont spécialisées dans une ou deux spéculations (filières).

La FOPAC SK, qui constitue le 4<sup>ème</sup> niveau dans la structuration du mouvement paysan sud-kivutien, regroupe notamment l'Union des Coopératives Piscicoles du Sud-Kivu (UCOPIS), l'Union des Coopératives Apicoles du Kivu (UCA-ASALI Kivu), les coopératives d'éleveurs de bovins membres d'APDIK, les caféiculteurs regroupés au sein du RAEK, le Syndicat des initiatives de Bunyakiri (SIBU) et l'Union des Planteurs de Palmiers à huile de Bikaci (EBABI-Fizi). Les O.P. membres de l'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI), qui couvre toute la partie nord de la province, se spécialisent dans un nombre limité de filières (pomme de terre, légumes, soja, ...). Evidemment, les producteurs agricoles membres de toutes ces O.P. ne se limitent pas aux seules filières promues par leur organisation. Pour leur alimentation et survie quotidiennes ils pratiquent différentes cultures vivrières comme tous les paysans congolais.

Car selon Urbain Bisimwa et Xavier Kulimushi:<sup>1</sup> «L'amélioration des conditions de vie des paysans passe par l'augmentation de leurs revenus. Pour y arriver la spécialisation dans une filière constitue plusieurs atouts: il est plus facile de bien cerner et maîtriser les problèmes spécifiques de la filière choisie, de

<sup>1</sup> Bisimwa est le secrétaire général de l'UPDI et Kulimushi est le directeur de l'UCA-Asali

faire un éventuel plaidoyer auprès des autorités ou autres acteurs de la filière car on comprend mieux les

contraintes et on peut proposer des solutions réalistes, et on se professionnalise de plus en plus.»



Aussi au Sud-Kivu les femmes paysannes aiment se retrouver entre elles

## L'élevage de poisson mono sexe pour augmenter le rendement des étangs

L'Union des coopératives des pisciculteurs du Sud-Kivu (UCOPIS) regroupent 20 coopératives qui à leur tour regroupent 1640 pisciculteurs et 1116 piscicultrices en règle avec leur part social.

Outre la défense des intérêts spécifiques des pisciculteurs, l'Union s'investi dans l'accompagnement technique des membres. Selon le président de l'Union. Evariste Nsarhaza: «L'Union a permis d'améliorer l'alimentation des poissons au-delà des ressources fourragères locales avec l'Azolla<sup>2</sup>, le son de riz, ainsi que la bouse de porcs et de chèvres qui permettent le développement de plancton dans l'étang.

<sup>2</sup> Une plante aquatique flottante riche en protéine

Grâce à ces suppléments, la production est passée de 30 kg à 45 kg par are». Les pisciculteurs développent aussi des activités agricoles complémentaires, car la boue curée des étangs constitue un engrais organique pour les champs. Les déchets des cultures maraichères, du riz ou du petit élevage procurent un fourrage pour les poissons. La commercialisation du poisson se fait individuellement, sauf pour les étangs communautaires.



Présentation à l'A.G.

Pour augmenter le rendement des étangs et les revenus des pisciculteurs, Paul Bisimwa, directeur de l'UCOPIS envisage deux pistes. Une première consiste en l'introduction d'autres espèces de poisson telles que les truites, et le clarias, dans des zones de haute altitude où le *tilapia nilotica* ne donne pas bien. La deuxième, permettrait d'augmenter le rendement jusqu'à 100 kg/are, en élevage des poissons mono sexe, grâce au sexage. Bisimwa avoue que c'est un élevage exigeant. «*En dépit d'une première formation*

*de certains pisciculteurs, l'adoption de cette technique se fait attendre car elle exige que le pisciculteur dispose d'une loupe et des bassins appropriés pour séparer les poissons selon le sexe et l'âge, et dispose de suffisamment d'Azolla et de concentrés pour bien alimenter ses poissons*».

Or selon les derniers rapports présentés par les présidents des coopératives primaires lors de l'Assemblée générale de l'Union, le 1<sup>er</sup> décembre dernier, les problèmes sont encore importants: dégénérescence des poissons causée par la consanguinité, insuffisances qualitative et quantitative dans l'alimentation (en raison ses coûts élevés), mortalité des animaux devant fournir la bouse, destruction de certains étangs suite à de fortes pluies ou à l'érosion.

Aussi le niveau de pauvreté générale des pisciculteurs -ils n'ont pas accès au crédit agricole qui pourrait les aider à faire des investissements- freine leur volonté de se professionnaliser.

L'A.G. en question a formulé une série de recommandations: échanges commerciaux entre coopératives pour l'alimentation des poissons, la recherche de nouveaux partenariats facilitant l'approvisionnement en aliments, intensification des formations techniques et l'accompagnement des coopératives dans leurs activités en fonction de leur plan d'affaires. Et à l'intention de la FOPAC SK: «*mener un plaidoyer en faveur des taxes légales rationnelles et non arbitraires aux bénéfices des coopératives piscicoles*».



EBABI

## Le palmier à huile – moteur de développement dans le territoire de Fizi

Initié en 1988 par 45 planteurs de palmier à huile, à partir d'un système de micro crédit rotatif (tontine) de bidons d'huile, EBABI (Emo ya Balemi ba Bikaci<sup>3</sup>) a permis à ses membres d'augmenter leur capacité de production et ce, avant que ne surviennent les différentes crises qui ont secoué la région.

EBABI a connu une importante expansion, notamment du temps du Programme Kivu de l'Union Européenne (1991-1994) qui avait permis de planter 750 ha de palmiers (plus de 120.000 pieds) avec une variété plus productive (TENERA), dont 3 ha pour l'Union elle-même. Cette distribution des plantes a permis d'augmenter progressivement le nombre de membres jusqu'à près de 5000 avec une majorité de femmes (54%).

<sup>3</sup> Cette dénomination en kibembe signifie: Union des Planteurs de Palmiers à Huile



EBABI

Jusqu'en 2009, les membres disposaient seulement d'unités traditionnelles d'extraction de l'huile de palme, appelées communément «kamunyonga», et les noix palmistes étaient cassées à l'aide des pierres, un travail pénible effectué par des femmes et enfants. Heureusement, en 2010, avec un appui financier externe, EBABI a pu acquérir une presse à huile motorisée avec une capacité d'extraction de 20 futs de noix par jour (=20 x 200 litres d'huile), ainsi qu'un concasseur et une presse à huile palmiste. Cet équipement a permis à EBABI de rendre des services aux membres en concassant les noix palmistes au taux de 1,5\$ contre 3\$ ailleurs.

Le grand problème réside dans la commercialisation des huiles (de palme et palmiste). Localement à Fizi, le prix d'un bidon d'huile de palme (20 ltr) est 13\$. A Uvira ( 90 km de Fizi), le prix est de 20\$ par bidon, et à Bukavu ( plus de 200 km de Fizi), le prix est de 28\$ le bidon. Grâce aux fonds propres et à un appui financier externe, EBABI est capable d'acheter 25.000 litres d'huile. Mais elle ne trouve pas suffisamment d'acheteurs

au niveau de grandes villes, et est donc obligée de vendre sur place à des commerçants ambulants qui ne laissent qu'une petite marge bénéficiaire. Selon Tangania Shikoti, le coordinateur d'EBABI, son organisation est bien structurée, avec une filière pleine de potentialités, mais il faut développer la commercialisation.

A travers la FOPAC SK, EBABI est en contact avec le programme de professionnalisation d'Agriterra. Une telle professionnalisation exigera probablement de la part d'EBABI qu'elle se concentre encore davantage sur le maillon faible de la filière: «la commercialisation». C'est seulement en fonction d'un marché réellement rémunérateur pour les planteurs, que les autres maillons de la filière pourront être améliorés.

### Les caféiculteurs<sup>4</sup> impuissants face au monopole des grands commerçants

Le RAEK (Regroupement des Agriculteurs et Eleveurs de Kabare-Nord, anciennement appelé Brigade des Caféiculteurs de Kavumu), regroupe seulement 585 membres dont 195 femmes, et couvre 5 groupements (Miti, Bugorhe, Bushumba, Irhambi-Katana et Luhiji). Depuis 2002, le RAEK a élargi ses activités aux autres cultures agricoles et à l'élevage. L'O.P. vient de lancer un programme de renouvellement des plantations avec 13.000 plants distribués en 2010.

En 2010 le RAEK a collecté et commercialisé 4 tonnes de café, alors que la production de café

<sup>4</sup> Sur les plateaux de Minembwe (Uvira-Fizi) il existe également une fédération de caféiculteurs qui a commencé la commercialisation du café depuis 2 ans.

dans le territoire de Kabare est estimée à 500 tonnes. Selon le responsable du RAEK, Oscar Kubisibwa, le manque de fonds de roulement a empêché l'O.P. d'acheter des grandes quantités à ses membres. De plus ces dernières années le RAEK s'est davantage engagé dans des activités sociales suite à l'insécurité et aux pillages qu'avait connu cette zone. Monsieur Kubisibwa reconnaît que le RAEK n'a pas de preneur intéressant pour son café vert lavé et séché dans des conditions rudimentaires. Selon lui: «le marché de café est monopolisé par les grands commerçants capables de transformer et d'exporter le café. Une autre partie de la production quitte frauduleusement le pays étant donné que le prix du café dans les pays voisins est plus intéressant».

Kubisibwa est conscient qu'une bonne organisation de l'ensemble de la filière est nécessaire pour que les caféiculteurs trouvent leur compte dans cette culture, surtout maintenant que les prix sont orientés à la hausse:

- A court terme: le renouvellement du verger caféier. L'acquisition de petites unités de lavage pour améliorer la qualité du café; la construction d'un centre de collecte et de stockage de café;
- A moyen terme: installation d'une usine de transformation pour produire du café marchand prêt à l'exportation;
- A long terme: la torréfaction et le conditionnement professionnel du café moulu en fonction des besoins locaux.

Selon Kubisibwa, c'est seulement avec un café de qualité que le RAEK pourra jouer un rôle significatif dans la filière.

## La professionnalisation de l'apiculteur passe par l'acquisition d'un équipement adéquat.

Byadunia Zagabe et Bafakulera Ntamwana sont apiculteurs à Mumosho (chefferie de Kabare) membres d'APIMU (Apiculteurs de Mumosho). Zagabe a 30 ruches traditionnelles, Ntamwana en a 60. Dans un milieu riche d'espèces mellifères (Eucalyptus, Grevelia, Tironia, Calian-dra, Leucena etc ), les deux apiculteurs désirent intensifier leur apiculture avec l'acquisition de ruches modernes (de type kenyan) dont le rendement est en moyenne de 15kg, ce qui est 4 fois le rendement d'une ruche traditionnelle.

Depuis sa création en mars 2002, l'UCA-ASALI Kivu s'est investie dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation du miel. Les 23 coopératives membres, sur l'île Idjwi, à Uvira et Mboko et surtout dans les territoires de Kabare et Walungu, regroupent 1554 apiculteurs (dont 411 femmes) produisant au moins 10 kilos par an.

Pour pouvoir mieux servir ses coopératives, l'Union a mis en place des Centres de Collecte des Produits Agricoles (CCPA) qui regroupent entre 1 et 5 coopératives. Pour le moment la fonction principale d'un CCPA concerne la collecte et l'achat du miel brut auprès des membres des coopératives et son prétraitement avant de l'acheminer. L'Union s'occupe du stockage, du conditionnement et puis de sa commercialisation dans ses points de vente et auprès de ses grands clients.

Outre son propre point de vente au siège de l'UCA-ASALI Kivu, l'Union dispose d'un réseau de revendeurs qui sont des magasins d'alimentation dans la ville de Bukavu.

Grâce à son fonds de roulement, l'Union a pu augmenter progressivement les quantités de miel commercialisées, mais aussi les ventes locales par les coopératives.

Selon le Directeur Gérant Xavier KULIMUSHI, «il reste des améliorations à faire au niveau de la transformation et de l'emballage du miel, et nous devons davantage investir dans le marketing pour atteindre un public plus large, mais au niveau de Bukavu nous sommes devenus une référence ! Dans les années à venir, nous voulons davantage nous orienter sur les marchés de Goma voire Kinshasa, mais aussi examiner les possibilités pour valoriser d'autres sous-produits de l'apiculture: la cire, l'hydromel et la

Année	Prévision (kg)	Production miel		Total (kg)	Qté vendue par Asali
		Qté achetée par ASALI Kivu (kg)	Qté vendue par Coopérative (kg)		
2007	6000	2575	3750	6325	1600
2008	6000	2884	3860	6744	2401
2009	8000	6804	2304	9108	*3908
2010	10000	3749	6336	10085	2555



UCA-ASALI

Avec l'appui d'APIMU et de l'UCA-ASALI Kivu<sup>1</sup>, l'Union des Coopératives Apicoles du Kivu, Byadunia et Bafakulera ont introduit une demande de crédit auprès du PAIDEK<sup>2</sup> (Institution de Micro-crédit) pour pouvoir acheter ces ruches kenyanes. Il s'agissait respectivement de 500 et de 400 US\$, une ruche coûtant 20\$US. Les demandes étaient appuyées par le chef de secteur de l'environnement confirmant la propriété des terrains apicoles. Fin mars 2010, l'UCA-ASALI Kivu a introduit le dossier de Byadunia et Bafakulera avec ceux de 19 autres apiculteurs de 4 coopératives apicoles, auprès du PAIDEK. Jusqu'à aujourd'hui sans réponse.

<sup>1</sup> Asali est le mot swahili qui signifie miel

<sup>2</sup> Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique au Kivu.

*propolis. Avec un marché sûr nous pouvons maintenant investir dans la professionnalisation de nos apiculteurs. Il nous faut impérativement convaincre les institutions de micro crédit.»*

## Organisations Paysannes – Institutions de Micro finance (IMF): un dialogue de sourds

A la demande de certaines O.P. membres de la FOPAC SK, un atelier d'échange et de réflexion sur la problématique du financement du monde rural fut organisé les 17 et 18 juin 2010 à Bukavu. La rencontre organisée conjointement par le GAMF (Groupe d'Acteurs de Micro Finance du Kivu) et la FOPAC SK, regroupait e.a. des O.P. et des IMF. Les exposés ont confirmé certaines suppositions:

- En 2008, dans la seule province du Sud-Kivu, le GAMF dénombrait 112 organisations de micro-finance dont 23 sont membres du GAMF; ces membres ont octroyé d'importants crédits mais très peu dans le secteur agricole et rural qui pourtant occupe 80% de la population:

Ce constat prouve que les IMF ignorent la réalité actuelle des agriculteurs qui tentent de se professionnaliser. Sur base des expériences négatives du passé, elles considèrent l'agriculture comme une activité fort risquée.

L'insécurité foncière dans laquelle vit l'agriculteur kivitien a été confirmée comme une contrainte majeure. La synergie GAMF – FOPAC SK, formulée à l'issue de la rencontre, concerne surtout un plaidoyer auprès des autorités, les IMF elles-mêmes, et autres acteurs, et un renforcement des capacités des agents et dirigeants des IMF en matière de gestion de crédit agricole, et semblent postposer indéfiniment l'octroi du crédit.

Données	2007	2008	2009
Crédits octroyés	11.776.542\$	13.965.364\$	14.709.696\$
Crédits agricoles et ruraux	223.440\$	265.547\$	387.882\$
Crédit agricole en % crédit total	1,9%	2%	2,6%
Epargne	8.248.357\$	12.941.752\$	13.524.412\$

### APDIK: Un voyage d'étude motive le souhait d'acquérir une génétique animale de haut niveau et d'augmenter les revenus grâce aux performances des animaux

**En 2009, avec l'appui financier externe, APDIK organise un voyage d'échange au Rwanda auprès des organisations paysannes et celles des éleveurs en particulier.**

En 2010, APDIK, a lancé la 1<sup>ère</sup> campagne d'insémination artificielle (I.A.) sur 100 vaches, de la race «Ankolé», avec des semences des races «Frisonne» et «Jersey». Le tout a dû être importé du Rwanda, pays voisin: les semences de qualité, le matériel d'insémination, les hormones pour la synchronisation, l'azote liquide pour la conservation des semences et même des inséminateurs. Le matériel et l'opération qui comprend plusieurs étapes, a été onéreuse pour APDIK.

Innocent Nsengimana, coordonnateur d'APDIK précise: «*Le processus d'I.A. se déroule en trois étapes, deux pour la synchronisation et une pour l'insémination proprement dite. La synchronisation déclenche les chaleurs chez plusieurs reproductrices en même temps. Un dispositif contenant de la progestérone est placé dans l'oreille de la vache concernée, une hormone capable d'inhiber le cycle œstral de l'animal. A la visite suivante (9 jours après) l'implant est retiré; l'animal est injecté avec une autre hormone*

*(Prostaglandine) pour stimuler la maturation des ovules et pour déclencher les chaleurs. Au 11<sup>ème</sup> jour du processus, on peut procéder à l'insémination artificielle proprement dite»*

Le test de gestation fait après trois mois, a révélé un taux de réussite de 30% seulement (au Rwanda ce taux est 41%), suivi d'un seul cas d'avortement. Les naissances issues de cette première campagne d'insémination ont eu lieu fin janvier et début février 2011.

Cette nouvelle technique d'I.A. suscite de l'engouement chez les éleveurs: les membres des coopératives sont passés de 3200 à 4163. APDIK compte lancer la deuxième campagne en février et mars 2011, en formant des inséminateurs locaux, conscientisant les éleveurs et assurant la disponibilité des matériels nécessaires pour que l'insémination se fasse pour une partie sur observation des chaleurs naturelles ce qui va augmenter le taux de réussite. Le but est de réduire le

coût de l'opération afin de rendre l'insémination artificielle à la portée des petits éleveurs.

### **La santé animale et l'alimentation sont d'autres facteurs déterminants**

Améliorer la performance des animaux par le croisement des vaches Ankolé avec des races exotiques est une bonne ambition; cependant, si on ne nourrit pas correctement cette descendance chèrement acquise, le rendement des animaux restera toujours trop bas. Or au Sud-Kivu des aspects essentiels de l'élevage bovin laissent encore beaucoup à désirer.

Innocent Nsengimana: *«La santé animale est encore précaire, par manque d'un système de contrôle des maladies du bétail, en raison de l'insuffisance d'encadrement technique, le manque de zootechniciens sur le terrain, la carence alimentaire en saison sèche, due au système d'élevage qui pratique encore la transhumance, les éleveurs qui se déplacent avec leurs animaux à la recherche des pâturages»*. Le président d'APDIK Cyprien Habimana rappelle que: *«Depuis l'indépendance, le Gouvernement congolais ne s'est jamais intéressé à l'élevage. En plus, il y a une pression croissante de l'agriculture sur l'élevage qui fait que les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs deviennent plus fréquents.»*

Pour ces deux responsables d'APDIK, la solution alimentaire réside dans l'introduction de l'élevage en stabulation, de cultures fourragères de hautes valeurs nutritives, et de techniques de conservation des fourrages avec un bon calendrier fourrager pour prévoir les besoins de la saison sèche. Ils proposent la mise en place d'un service vétérinaire au niveau de leurs coopératives primaires en recrutant des assistants vétérinaires



APDIK

La race locale croisée rapporte bien plus

parmi les éleveurs et avec une petite pharmacie comprenant les principaux médicaments.

APDIK a pris des contacts avec plusieurs associations spécialisées (vétérinaires sans frontières et autres) mais jusqu'à présent sans engagements concrets encore de ces derniers.



### La Gestion des ressources naturelles vue par Henk Breman

«La pression extrême sur les ressources naturelles, terre et végétation, comme observée dans la plaine de Ruzizi mènera tôt ou tard à une dominance des cultivateurs sur les éleveurs, car on peut nourrir et faire survivre 10 fois plus de gens par des cultures que par le bétail. Avec l'agriculture extensive actuelle, les cultivateurs chercheront à augmenter leur propre bétail pour maintenir la fertilité des superficies cultivées croissantes. Ainsi la destruction de l'environnement par un effectif de bétail supérieur à celui d'aujourd'hui s'aggravera et minera l'avenir des cultivateurs et celui des derniers éleveurs. Seule l'intensification des cultures et de l'élevage peut arrêter ces deux processus: les agriculteurs prennent le dessus sur les éleveurs transhumants, et capitalisent le bétail avec des méthodes d'élevage intensif, en stabulation, plutôt que pastoral.»

Henk Breman, directeur d'IFDC-Catalist, est un grand spécialiste de la fertilisation des sols en Afrique.

### Les Tribunaux Arbitraires paysans face au problème foncier

L'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI) est une Organisation Paysanne d'envergure qui couvre six des huit<sup>5</sup> territoires du Sud-Kivu. Elle comprend 33 Collectifs, soit 598 organisations paysannes de base, totalisant 17.000 membres. L'UPDI se veut un syndicat économique (professionnalisation des membres dans des filières porteuses), autant que syndical. La question foncière constitue le problème le plus aigu que connaissent les paysans du Sud-Kivu, dans la zone montagneuse fortement peuplée. L'UPDI a trouvé une démarche assez unique: les tribunaux arbitraires.



UPDI

Pierre Mirimba, UPDI, chargé de l'Unité de Transformation des Conflits: «Suite au constat que de nombreux conflits se situent entre paysans eux-mêmes, au fait que les instances juridiques habituelles sont souvent situées loin du milieu rural, et

en raison du coût élevé de ces procédures pour les paysans sans certitude que les conflits soient réellement réglés de manière durable, les leaders de l'Union ont eu l'idée de les résoudre sans devoir recourir aux tribunaux. En 2005, ces Tribunaux Arbitraires, appelés aussi Chambres de Réconciliation ont vu le jour; ils

5 Il reste Shabunda et Fizi

*bénéficient de l'accompagnement technique du Tribunal de Grande Instance d'Uvira.»*

Les Tribunaux Arbitraux (TA) sont constitués de trois arbitres par Collectif: une femme et deux hommes; les 33 Collectifs ont chacun leur TA. Jean Pierre Mirimba nous informe: *«Les TA sont animés par des acteurs bénévoles pour éviter le monnayage de la justice. Un des défis à relever est exactement ce bénévolat qui pose un réel problème de neutralité dans la mesure où les animateurs de ces tribunaux sont pauvres et qu'ils ne reçoivent aucun appui financier de l'Etat. Leur entourage et les parties en conflit, assurent le contrôle social.»*

La procédure comprend les étapes suivantes: au départ, les parties en conflit s'adressent aux arbitres et signent un acte compromissaire donnant le droit au TA de trancher le différend qui les oppose. La deuxième étape consiste en l'arbitrage du conflit qui est sanctionné par une sentence arbitrale. Cette dernière est soumise au Président du Tribunal de Grande Instance pour validation. Après quoi la sentence devient exécutoire et opposable à toutes les parties.

768 sentences arbitrales ont déjà été validées et ont reçu la formule exécutoire du Président du Tribunal de Grande Instance, dont 76% sont des conflits fonciers.

*«La procédure est accompagnée d'un rite de réconciliation entre les parties jadis en conflit: souvent la partie gagnante remet un symbole -poule, chèvre ou vache, selon la gravité – et boisson locale) à la partie perdante pour matérialiser l'entente retrouvée. Le rite de réconciliation a lieu lors d'une cérémonie publique où sont présentes les parties en conflits, les témoins et les voisins.»*

Malgré l'appui donné aux TA par l'UPDI pour la formation des arbitres et malgré leurs succès probants, les TA rencontrent encore de sérieux problèmes. Les Collectifs de l'UPDI ont du mal à réunir les moyens financiers pour le bon fonctionnement de leur T.A.: par exemple, il n'y a pas de prime et de moyens pour se rendre sur les lieux pour raison d'enquête. En outre les chefs coutumiers qui voient dans les TA une réduction de leur emprise sur les paysans, exercent encore une certaine résistance.

*A partir de l'expérience réussie des TA, l'UPDI s'est également impliquée dans la résolution des conflits fonciers*

Les paysans ne disposent pas de titres de propriétés, certes exigés par la Loi et les parties recourent au témoignage des chefs locaux. Les achats des terres par des hommes d'affaires et hommes politiques conscients de la valeur de la terre se multiplient (en 4 ans le prix d'un ha a décuplé) notamment dans la plaine de Ruzizi. Mirimba: *«Les chefs coutumiers succombent au charme de l'argent sans tenir compte des intérêts de la population.»*

L'Union a recours à l'accompagnement juridique à travers des para-juristes au niveau des ses collectifs, avec un avocat-conseil au niveau de l'Union et exerce le plaidoyer à travers la FOPAC avec pour objectif, une réforme foncière<sup>6</sup>

Des démarches de l'UPDI auprès du Conservateur des titres immobiliers en vue d'obtenir de

<sup>6</sup> Cette revendication paysanne vis-à-vis des autorités coutumières, et étatiques, et des grands propriétaires porte entre autres sur les effets de la zairianisation en 1973 qui a accordé de grands espaces terriens très fertiles à des gens qui ne les exploitent pas, alors qu'à côté des paysans pauvres qui dépendent de la terre pour leur survie n'y ont pas accès.

vrais titres de propriété pour les paysans n'ont pas abouti. Jean Pierre avoue dépité: *«Le coût des formalités administratives est inabordable pour l'UPDI et c'est encore plus difficile pour les paysans.»*

## Mieux connaître ses membres en vue de mieux les servir

En mai 2010 UCOPIS a procédé à l'identification des «vrais» membres dans 3 des 20 coopératives, un travail réalisé dans le cadre du programme de professionnalisation des O.P. de la FOPAC. Matabaro Mbayu, chargé de ce processus au niveau de l'UCOPIS, et secrétaire rapporteur du groupe de travail au sein de la FOPAC SK, fait le compte rendu:

«Outre les données d'identité complète, l'enquête permet de mieux comprendre la relation du membre avec sa coopérative, mais surtout de bien connaître ses capacités de production: nombre et superficie des étangs, titre de propriété des terrains, équipement, distance qui sépare l'exploitation agricole de la grande route, rendement, formations techniques dont il a bénéficié, moyens de stockage, modes de commercialisation. L'exercice permet également d'identifier clairement les difficultés principales que rencontre le membre.»

Deux handicaps se sont présentés en cours d'enquête: le refus de certains paysans sans terre de se faire identifier, alors que parmi eux il y a des leaders (syndicaux) dans le milieu et membres des organes dirigeants de la coopérative; le manque de moyens financiers d'UCOPIS spécifiquement pour cette activité.

## Des frites: produire le type de pomme de terre que demande le consommateur



APDIK

UPDI a acquis un financement d'ICCO pour développer la filière pomme de terre au Sud-Kivu et a fait appel à l'expertise d'un producteur de pomme de terre néerlandais pour renforcer les capacités techniques de ses producteurs membres. Quelques impressions de ce paysan néerlandais, Bert Sandee: «Comme zone agro-écologique, le Sud-Kivu convient parfaitement à la pomme de terre: trois récoltes par an sont possibles. Le sol est fertile au départ mais se dégrade faute de fertilisation (peu de bétail, pas d'engrais). Malheureusement il n'y a pas de crédit agricole, peu de vulgarisation agricole et les débouchés sont incertains: tout cela fait stagner le développement agricole. Cela

peut changer si on développe des stratégies adéquates: produire des pommes de terre qui permettent de faire des frites, pour répondre à la demande des consommateurs ! Il faut donc importer de semences de variétés de pommes de terre adaptées à la production de frites, appuyer les paysans multiplicateurs de ces semences par des conseils agricoles (techniques culturales et traitement des maladies), des crédits agricoles et des systèmes et techniques de stockage ; organiser la filière en réunissant régulièrement les différents acteurs concernés par la production et la commercialisation de la pomme de terre».

*L'effort remarquable de spécialisation des O.P. du Sud-Kivu dans une ou deux filières spécifiques, devait permettre une réelle efficacité et aurait dû amener une augmentation durable des revenus des paysans.*

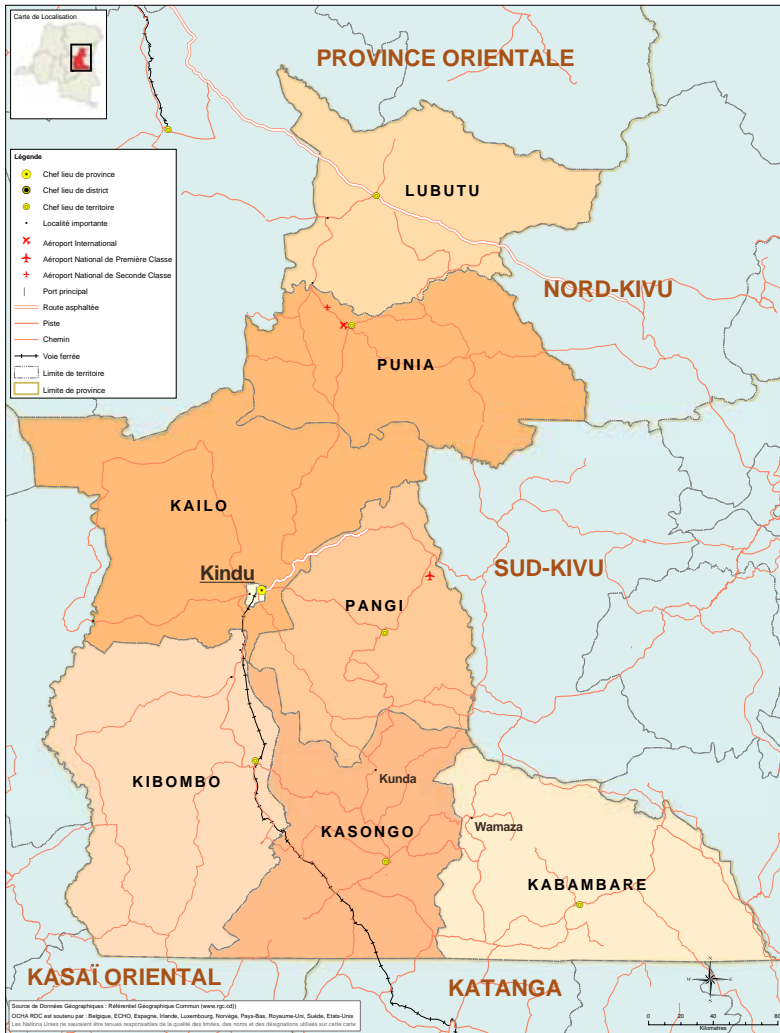
*Malheureusement après de longues années d'insécurité, de pillages et de viols on constate que la pauvreté des producteurs s'est généralisée.*

*A défaut de moyens de fonctionnement suffisants pour réaliser leurs propres stratégies, les responsables de ces O.P. acceptent les invitations des ONG internationales à s'impliquer dans l'aide humanitaire, ce qui les écarte de leur mission principale. Ceci entretient le cercle vicieux de la pauvreté.*

*Il faut mettre en parallèle les actions de professionnalisation des producteurs avec les actions humanitaires et de réhabilitation par d'autres intervenants. Ces deux logiques très différentes rendent les paysans confus; les distributions gratuites créent une attitude attentiste, et affaiblissent l'engagement des paysans dans leur O.P.*

*Il est plus qu'urgent pour les différents bailleurs de fonds du secteur agricole au Sud-Kivu de se concerter avec les Organisations Paysannes, les Institutions de Micro-Finance, et d'autres acteurs clés. Ceci afin de s'accorder sur des actions communes et surtout d'une bonne répartition des rôles dans un plan provincial concerté. Les CARG, s'ils sont bien représentatifs de toutes les parties concernées, constitueraient un bon cadre pour réaliser cette concertation.*

# 5. Maniema



**Superficie: 132.250 km<sup>2</sup>**

**Habitants: 2.007.131**

Principales filières: riz, maïs, manioc, arachide, niébé, palmier à huile, pisciculture, petit élevage

Atouts spécifiques du Maniema: différentes zones agro-écologiques très favorables à l'agriculture, terres disponibles, le fleuve Congo.

Autres secteurs économiques importants: exploitation minière

Contraintes spécifiques: enclavement de la province, routes en mauvais état, tracasseries administratives et policières en milieu rural, pas de stations de recherche agricole, mauvaise gouvernance, impunité, corruption.

Du point de vue administratif, le Maniema se divise en une ville (Kindu, cheflieu de la Province) elle-même subdivisée en trois communes (Alunguli, Kasuku et Mikelenge) et sept territoires (Kabambare, Kasongo, Kailo, Kibombo, Pangi, Punia et Lubutu). La ville de Kindu est bâtie sur les deux rives du fleuve Congo. Le Maniema est subdivisé en 34 collectivités (chefferies et secteurs), qui sont des entités territoriales décentralisées (ETD), soit 314 groupements administratifs et 2802 villages. La ville de Kindu et ses trois communes jouissent également du statut juridique d'ETD.



## Reconstruire le grenier qu'était jadis le Sud-Maniema

Autrefois les territoires de Kabambare et Kasongo constituaient une région dynamique avec des villes (Kasongo, Wamaza, Salamabila) qui alimentaient plusieurs autres provinces comme le Kasai, le Katanga ...). Plusieurs usines transformaient les produits agricoles (riz, noix de palme, coton, ) créant de l'emploi comme faisaient par ailleurs les quelques sites miniers que comptait la région. Jypper Kalumbi, président de la FEC à Kasongo, rappelle qu'à l'époque, un grand commerçant envoyait annuellement 120 wagons de riz à Lubumbashi.

Selon Pascal Bushiri Assani, Pasteur et responsable de Christian Aid à Kindu, *«le discours de Mobutu du 24/04/1990 annonçant le multipartisme a provoqué le chaos dans le pays. C'est depuis cette époque que le déclin a commencé. Les militaires ont commencé à tracasser les civils pour avoir de l'argent en installant partout des barrières. Les services étatiques ne fonctionnaient plus: l'accompagnement technique agricole a cessé, les semences n'étaient plus renouvelées, les routes non entretenues se sont dégradées rapidement, le chemin de fer a réduit ses fréquences».*

Lors de la guerre de libération les commerçants ont été pillés; certains ne se sont pas relevés. En plus, la chute de la production minière dans le Sud du pays, diminuant le pouvoir d'achat de la population, a eu une influence négative sur les ventes de produits agricoles provenant du Maniema. En conséquence, les jeunes hommes actifs ont quitté l'agriculture pour aller creuser de l'or. Le développement de la région s'est arrêté, les mamans paysannes ont maintenu une agriculture de subsistance.



UPKA

Les investissements ont cessé, la production agricole a chuté drastiquement entre 1990 et 2008:

- de 85.000 tonnes à 33.755 tonnes de riz.
- de 34.500 à 14.678 tonnes pour l'arachide.

UWAKI a réalisé les premiers efforts pour redresser la situation en 1994 dans les secteurs arachide<sup>1</sup>, riz et maïs. La vraie reconstruction a débuté en 2005 avec l'introduction de nouvelles semences et la reconstitution de cheptels d'élevage, décimés lors des guerres successives.

<sup>1</sup> Notamment la variété JL24, communément appelée «Kalanga ya ba mamans» car introduite par les femmes d'UWAKI.

Depuis deux ans, la réhabilitation des routes, notamment par le projet PREPICO de la CTB, a commencé. Mais c'est une réhabilitation à petite échelle qui n'est pas à la hauteur des attentes des producteurs et des commerçants agricoles qui voudraient redonner à cette région l'allure qu'elle avait jadis.

Récemment un nouveau contretemps est intervenu: *la suspension des activités minières artisanales par le Gouvernement Central, dans les centres miniers, tels que Bikenge, Salamabila, Zibo, Kalima a réduit les achats de poissons et de riz, entravant le développement des sites rizicoles et des étangs piscicoles.*

## La structuration paysanne pour faire entendre la Voix des producteurs agricoles

Dans la province du Maniema les droits humains et intérêts économiques des producteurs et productrices agricoles ont été bafoués depuis de longues décennies. Les organisations U.P.KA. (Union Paysanne pour le Progrès de Pangi – Kailo – Kasongo – Kabambare) et UWAKI (Umoja wa Wanawake Wakulima wa Kivu<sup>2</sup>/Maniema) ainsi que d'autres ONG locales regroupées au niveau du CRONGD<sup>3</sup> aident les paysans et paysannes dans les différents territoires de la province à s'organiser dans des groupes de base et à améliorer leurs conditions de vie.

Depuis quelques années, un regroupement de ces O.P. de base dans des réseaux paysans se constitue à différents niveaux: groupements, secteurs-chefferies, territoires.

Heradi Yuma Kiono, un des leaders paysans, pour mieux défendre les intérêts des producteurs agricoles, juge urgent de passer à l'étape suivante et de «*créer la confédération paysanne au niveau de la province pour trouver des solutions aux tracasseries des services de l'Etat.*»

UWAKI et UPKA, grâce aux différents appuis financiers externes ont formé des paysans et paysannes à devenir des multiplicateurs de semences et leur ont fourni des semences sélectionnées à multiplier (riz, arachide, maïs, manioc, niébé) et permis d'établir des relations avec le SENASEM. Elles ont également aidé à reconstituer des cheptels de petit bétail, à développer la pisciculture familiale et à créer une valeur ajoutée aux récoltes

par l'acquisition de magasins de stockage, décoratives à riz, moulins et presses à huile.

Pour rendre durable cette relance de l'agriculture, les deux organisations investissent dans la structuration des organisations paysannes en suivant une logique syndicale et économique.

### *L'approche syndicale*

Elle vise à organiser les O.P. à différents niveaux géographiques pour défendre les intérêts paysans: taxes, accès à la terre, lutte contre différentes formes de violence, tracasseries par les services de l'Etat ...

### *Situation de la structuration syndicale*

Les leaders paysans locaux ont d'abord créé des Unions de Producteurs Agricoles au niveau des secteurs et chefferies, et ensuite des Fédérations des Producteurs Agricoles (FPA) au niveau des territoires. Ces deux structures veulent regrouper toutes les O.P. concernées, peu importe l'ONG qui l'accompagne. Un congrès paysan au niveau de la province est prévu pour mi-mars 2011 et mettra en place une confédération paysanne regroupant et représentant les producteurs agricoles des différents territoires.



Les leaders de l'Union des Producteurs Agricoles de Maulumwanda

<sup>2</sup> Union des femmes paysanne du Kivu/Maniema, en swahili.

<sup>3</sup> Conseil Régional des Organisations Non-Gouvernementales de Développement

Pour renforcer les O.P. dans le domaine syndical, 75 leaders paysans ont été formés par des magistrats civils et militaires sur les différentes lois<sup>4</sup>. Depuis ils rendent des services comme des para-juristes ruraux. Abutu Kanefu, parajuriste à Salamabila: «Souvent les agents de l'ANR, la DGM et la police arrêtent des paysans dans des domaines qui ne sont pas les leurs, et donnent des amendes sans quittance que les paysans ne peuvent payer. Notre rôle est de les assister et de démontrer l'injustice dont ils sont victimes pour qu'ils soient libérés». Quelques leaders ont également bénéficié de voyages d'échanges auprès du SYDIP au Nord-Kivu.

En plus, les deux organisations ont également sensibilisé des notables, chefs coutumiers et religieux, et d'autres personnes influentes. Elles se sont aussi adressées au grand public à l'aide de films, de pièces de théâtres, de feuillets d'information pour sensibiliser la population sur des thèmes majeurs:

- comment contrer les violences sexuelles
- pour le paiement des taxes légales et contre les tracasseries
- notions de bonne gouvernance et de décentralisation.

Mme Kady Kasakarume, secrétaire exécutive d'UWAKI précise: «Sans bonne gouvernance et sans démocratie, tout le travail tendant vers le développement est vain et sans espoir».

Depuis les séances de sensibilisation, des rencontres regroupant les différents acteurs (paysan(ne)s, taxateurs/percepteurs, ) sont organisées pour que les uns et les autres signalent les

<sup>4</sup> La constitution, la loi électorale, la loi foncier, les droits des femmes, la nomenclature des taxes du trésor public, le décret loi portant sur des taxes cédées aux entités administratives décentralisées.

Territoires	O.P. <sup>1</sup> – UPKA	O.P. – UWAKI	U.P.A.	F.P.A.
Kabambare	92	12	4: Wamaza, Salamabila, Lulindi, Bahemba	1 à Wamaza
Kasongo	164	48	14: Nonda, Maulumwanda, Mamba, Kasenga, Samba, Kieshi, Malela, Pene-Gori, Kipaka, Karomo, Rudika, Mingana, Bikenge, Kankumba	2 à Kasongo et à Kipaka
Kibombo	27	6 asp. <sup>2</sup>	3: Matapa/Lweki, Kibombo Centre, Aluba/Likeri	1 à Kibombo Centre
Pangi	47	17	4: Wakabangu II/Mabikwa, Beia/Kagelya, Pangi Centre, Kalima	1 à Kalima
Kailo	58	16	7: Lokandu, Katako, Lubelenge, Wasongola/Kandolo, Misabanga/Nyoka, Muyengo et Kailo Centre	1 à Kailo Centre
Punia	7	2 asp.	Pas encore	Pas encore
Lubutu	--	1 asp.	Pas encore	Pas encore
Ville de Kindu	--	5	--	--

1 2<sup>ème</sup> colonne = O.P. de base accompagnées par UPKA, 3<sup>ème</sup> colonne = O.P. de base accompagnées par UWAKI, 4<sup>ème</sup> colonne = les Unions de Producteurs Agricoles, 5<sup>ème</sup> colonne = Fédérations de Producteurs Agricole dans chaque territoire  
2 Asp. = associations ayant demandé leur adhésion et faisant encore une période d'essai

méfais et la mauvaise gestion. Léon Ngeka du PAIDECO complète: «il n'y a pas de capitalisation des différents appuis sans une bonne synergie entre les institutions publiques et les ONG».

Aaron Amurani, chargé de programmes chez UPKA, ajoute: c'est un bon départ mais ce travail de sensibilisation et de formation des différents acteurs est cependant loin d'être terminé. Il reste beaucoup à faire: «connaître les taxes légales et illégales de chaque secteur, les faire connaître, surveiller la mise en application des politiques, des arrêtés provinciaux, du programme de développement agricole et rural, et créer toute une dynamique autour de la décentralisation car c'est au niveau local que les paysans peuvent s'impliquer dans la gestion publique et exiger qu'elle soit faite dans la transparence».

### L'approche économique

La structuration paysanne suivant les filières est encore à ses débuts: des mutuelles d'éleveurs de chèvres ont mis en place des auxiliaires vétérinaires communautaires. Des groupes de pisciculteurs, de riziculteurs, de multiplicateurs de semences fonctionnent encore de manière isolée. Bientôt ils constitueront autant de corporations ou de sections au sein des UPA ou FPA pour s'occuper des questions spécifiques à leur filière (problème d'alevins de qualité pour les pisciculteurs, collaboration avec le SENASEM, réflexion sur une commercialisation commune, ). Le défi sera de regrouper des producteurs spécialisés, peu importe leur partenaire d'accompagnement.

## Rendre plus performantes les filières porteuses

### Riz

Après le manioc, le riz constitue le plat principal dans les ménages du Maniema. Grâce à l'introduction de nouvelles variétés IRAT 112 et 13 et Nerika, et des techniques culturales améliorées, les rendements à l'ha ont augmenté, atteignant 1000 voire 1200 kg contre 400 kg auparavant. Le deuxième enjeu est de permettre aux producteurs d'obtenir un meilleur prix pour leur riz: UPKA et UWAKI ont aidé certaines O.P. à acquérir une décortiqueuse à riz.

En territoire de Kasongo, l'O.P. «Kakandja» de Rudika a décortiqué 98 tonnes de riz pendant la saison 2009/10. Les décortiqueuses d'UWAKI à Nyoka et Lubelenge dans le territoire de Kailo ont déjà décortiqué 63 et 31 tonnes en quelques mois. Cependant la commercialisation du riz se fait encore de manière individuelle. Les paysannes transportent le riz sur leur dos ou sur vélo vers les centres miniers de Bikenge, Zibo, Salamabila et Kampene.

### Pisciculture

Le groupe «Tindi Mbukete» (le courage donne la force) de 35 paysannes à Mungomba fait de la pisciculture son activité principale. Les femmes nourrissent les poissons avec du son de riz, des feuilles de patates douces, taro, banane, papaye, et des noix de palme selon les disponibilités.



Cette activité améliore la ration alimentaire des familles et permet aux femmes d'acquérir des vélos, des matelas, des ustensiles de cuisine, des habits; certaines ont même couvert leur maison avec des tôles.

Lors de la vidange des étangs, elles s'entraident pour faire du makayabo (poisson salé) qu'elles vont vendre à vélo à Kindu, Kampene, Kalima.

Kimanda Fundi à Wamaza et Omar Makelele

de Rudika témoignent: «nous avons obtenu d'UPKA des outils pour creuser des étangs ainsi que des alevins de qualité venus du Rwanda. Un voyage à Bukavu a permis de rassembler des informations sur l'alimentation des poissons mais aussi sur la construction des étangs avec des digues solides. Nous vendons les poissons frais ici au marché de Wamaza, sinon sous forme de «makayabo» (poisson salé) dans les centres miniers un peu plus éloignés (Shabunda, Kalima, Salamabila). C'est grâce à la vente de mes poissons que j'ai pu me construire cette grande maison en dur couverte de tôles.»

Cependant, les piscicultrices de Mungomba, leurs collègues de Wamaza et ceux de Rudika regrettent que le rendement des étangs commence à baisser à cause de la dégénérescence des alevins. Comment acquérir des alevins plus performants? Un échange d'expériences et une réflexion commune avec les collègues pisciculteurs du Sud-Kivu (UCOPIS) pourraient apporter une solution en installant un centre d'alevinage spécialisé, comme à Kipopo au Katanga.

Le crédit chèvre d'UWAKI a permis aux femmes de s'acheter des étangs en vendant les chevreaux et chevrettes nés de ce métayage! Les alevins ont été fournis par UPKA.

## La contrainte majeure: l'inaccessibilité des grands marchés

Laurent Issa Twamba, le Chef du secteur des Mulu, ne cache pas sa déception: «notre route Mobanga – Bikenge<sup>5</sup> était une des priorités du projet PREPICO, mais il semble qu'elle ne le soit plus. Cela doit être une décision politique car cette axe dessert le secteur le plus peuplé de la province et qui est aussi le secteur le plus productif, 90% de la population vit de l'agriculture et l'élevage».

Pour les responsables de la FEC – Kasongo, l'enclavement de la province constitue un casse-tête permanent. Un petit porteur reliant Bukavu à Kasongo alimente les magasins dans le sud de la province. L'allongement de la piste d'atterrissage de l'aérodrome Kasongo-Rive, prévu dans le projet PREPICO, ne s'est pas encore réalisé et donc le transport par cette voie coûte 2 US\$/kg. Le lien ferroviaire Lubumbashi-Kindu, autrefois artère de la province, est devenu tellement irrégulier (un train par plusieurs mois) que les commerçants ne comptent plus sur le train. D'ailleurs les travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments publics par le projet PAIDECO sont suspendus faute de ciment qui doit venir par train.

Le projet PREPICO, qui a commencé à réhabiliter certains tronçons, avait créé beaucoup d'espoirs qui se sont depuis lors transformés en doutes car la durabilité du travail réalisé est très douteuse. D'une part à cause du faible compactage de la terre et de l'absence d'une couche de gravier sur la plupart des tronçons) et d'autre part parce qu'il n'y a pas eu de formation des CLER (comités locaux pour l'entretien des routes) comme cela est le cas dans les autres

provinces. La route Bukavu – Kasongo avait été réhabilitée mais après 11 mois elle était de nouveau impraticable.



<sup>5</sup> Ancien site minier de la SOMINKI.

### La FEC: première concernée mais peu écoutée

La Fédération des Entrepreneurs du Congo est le premier acteur concerné lorsqu'il s'agit des activités commerciales et du transport. Pourtant la FEC de Kasongo s'étonne car elle n'a pas été écoutée pour fixer les priorités en matière de réhabilitation et d'entretien des infrastructures. Pour elle, les priorités sont les suivantes:

1. Le chemin de fer Lubumbashi/Kalemie – Samba/Kindu
2. La route Kindu – Kasongo (en passant par Kunda/Lumuna)
3. La route Bukavu – Mbuji-Mayi.

En outre elle dénonce la mauvaise gestion des recettes publiques: A quoi servent les taxes perçues au marché de Kasongo, il n'y a même pas de latrines? La location d'un wagon Kalemie – Samba coûte 4500\$, mais il faut une «commission» tracassière de 1000\$ pour l'obtenir.

### La place essentielle de la femme paysanne

Les groupes féminins d'UWAKI se distinguent des autres groupes par leurs slogans évocateurs: *Tindi Mbukete* (le courage donne la force), *Musilale* (il ne faut pas dormir), *Taritibu ya vuta heri* (la patience procure le bonheur). Ces femmes déterminées sont organisées autour de femmes *leader*, groupées depuis plus de vingt ans. Elles développent des activités qui permettent réellement aux femmes membres de changer leur situation sociale et économique, dans leurs ménages respectifs d'abord, puis dans leurs communautés. Chaque groupe UWAKI développe une gamme

d'activités qui allègent le travail des femmes, créent une solidarité effective entre les femmes paysannes, et augmentent leurs revenus: mutuelles d'entraide pour les différents travaux agricoles, caisse d'épargne-crédit, système de cotisations – solidarité sociale, champs communautaires ...

Pour arriver à un changement des mentalités dans les relations hommes – femmes, aussi bien au niveau des femmes membres qu'au niveau des hommes, UWAKI mène depuis des années des campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes et leur égalité. Ces campagnes comprennent des débats mixtes, la projection de films et l'organisation de compétitions sportives des filles. Des débats entre hommes et femmes sont organisés sur des thèmes importants tels que la scolarisation des filles, le droit de la femme à la succession et à la propriété. Les films dénoncent les violences domestiques que subit la femme et incitent les hommes à changer leur comportement. Ils stimulent les communautés à prendre des résolutions. UWAKI profite des événements sportifs qui attirent beaucoup de gens pour passer des messages sur les violences faites à la femme et pour obtenir des engagements personnels de leaders à changer leurs attitudes à l'égard des femmes, attitude que plusieurs trouvent encore toujours normale à cause des traditions et coutumes.

Grâce au développement des activités génératrices de revenus UWAKI aide les femmes paysannes à se doter d'un vrai pouvoir économique. Chaque O.P. membre développe une activité qui permet aux femmes individuelles de se procurer des revenus et au groupe de couvrir ses frais de fonctionnement. Ces activités sont

la pisciculture, l'extraction d'huile de palme ou d'arachide, la mouture, le décorticage, la fabrication des nattes.

Les systèmes d'épargne – crédit et d'entraide dont disposent tous les groupes UWAKI renforcent le pouvoir économique de la femme, ce qui équilibre les relations homme – femme dans les ménages. Grâce à ses revenus, la femme contribue beaucoup plus que son mari aux frais scolaires des enfants, à l'alimentation et même à l'équipement de la maison. Cela lui vaut du respect de la part du mari et permet une transparence dans la gestion et améliore la vie conjugale.

### L'héritage de Solidarité Paysanne

UWAKI a été promue par SP elle-même, UPKA est née de certains éléments de la FERCOOP (Fédération Régionale des Coopératives Paysannes) promue par SP, mais tombée en faillite avec le déclin de SP dans les années 90, suite à la participation de nombreux de ses leaders à la Conférence Nationale Souveraine.

Dans les années 80, la première ONG célèbre au Sud-Kivu, puis en RDC, voire en Europe, était «Solidarité Paysanne», SP en sigle. A partir de la plaine de la Ruzizi, elle établissait ses actions de développement rural et surtout l'autopromotion du monde paysan sur les trois provinces de l'ancien Kivu.

25 ans plus tard, UWAKI et UPKA sont les héritières de la vénérable SP.

## L'agriculture en forêt

Dans le secteur des Mulu, contrairement à d'autres régions, les paysans n'ont pas cessé de produire de manière organisée, dans des blocs de 20 à 50 ha. Le chef de secteur, Laurent Issa Twamba, souligne cette continuité avec le paysannat du temps colonial. L'avantage d'une organisation collective est de produire de grandes quantités, et de s'entraider notamment pour protéger les récoltes des oiseaux et rongeurs.

Le processus est le suivant: les paysans abattent la forêt et brûlent une parcelle délimitée. Ils ramassent les restes de branches, les entassent et les brûlent. Ensuite, ils effectuent le semis sans avoir labouré. La première saison, tous font du riz. La saison suivante ils associent trois cultures: arachide, maïs et manioc. Puis ils laissent la parcelle en jachère pendant 5 ans, avant de répéter la même logique.

Chaque communauté dispose d'un nombre de blocs dans la forêt. Issa Twamba nous assure que chaque groupement respecte ses limites dans la forêt, car à côté des blocs réservés pour les cultures, il y a également des zones protégées où la population chasse.

Les leaders paysans de Rudika signalent que le rendement à l'ha diminue! Est-ce qu'après 5 ans la forêt ne s'est pas encore suffisamment régénérée? Est-ce qu'il y a dégénérescence des semences? Est-ce dû aux perturbations climatiques? La question mérite d'être examinée au niveau du champ école paysanne des O.P. de ces groupements.

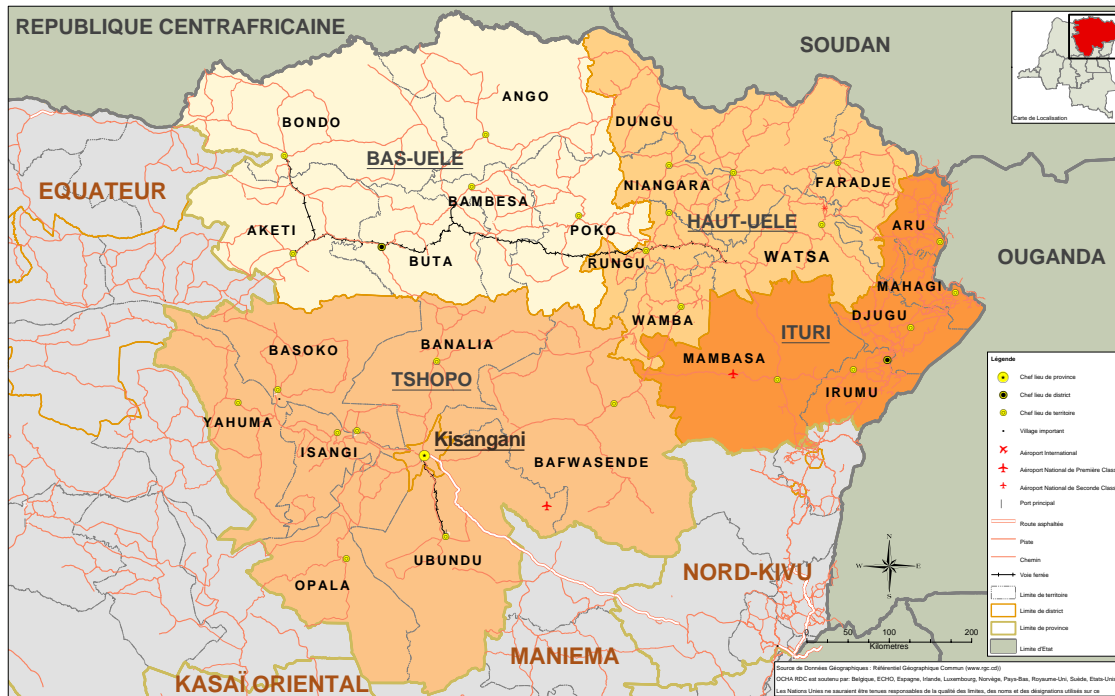


*L'organisation prochaine du congrès paysan provincial est primordiale pour faire entendre la voix paysanne et cibler les priorités de développement agricole et rural de la province.*

*Elle permettra de clarifier la poursuite de la structuration du mouvement paysan selon les axes suivants:*

- *organisation des filières*
- *appui/formations aux groupes spécifiques (femmes, jeunes)*
- *développement d'un programme commun de renforcement des capacités des Organisations Paysannes.*

# 6. La Province Orientale<sup>1</sup>



Superficie: 503.239 km<sup>2</sup>

Habitants: 8.292.458

Principales filières porteuses: **Tshopo**: riz, manioc, bananes, porc, ... **Ituri**: café, maïs, haricot, légumes.

Atouts spécifiques de la **Tshopo**: Forêt tropicale, Centre de recherche de Yangambi, voies fluviales, financement de plusieurs projets agricoles par la coopération belge en 2011

**Ituri**: climat favorable, sol fertile, ouverture sur l'Ouganda.

Autres secteurs économiques importants: **Tshopo**: ...

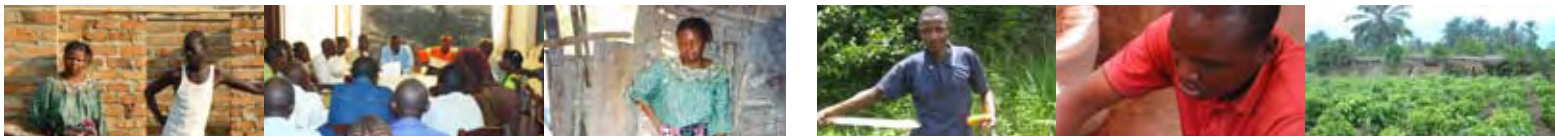
**Ituri**: petit commerce.

Contraintes spécifiques de la **Tshopo**: la plupart des routes sont en mauvais état, beaucoup de tracasseries administratives et policières, absence de semences de qualité ...

**Ituri**: conflits fonciers, armés et interethniques, destruction des infrastructures, manque de terres, absence de crédit agricole, ...

Sur le plan administratif, la Province Orientale est subdivisée en 4 districts: Ituri, Bas-Uélé, Haut-Uélé, et Tshopo, une ville (Kisangani), 24 territoires, 6 communes, 198 secteurs/chefferies, 175 groupements, 69 quartiers et 32 cités.

<sup>1</sup>Pour des raisons évoquées dans l'introduction, ce chapitre se limite surtout à la Tshopo et un peu à l'Ituri.



## Un mouvement paysan à deux vitesses

La différence entre la dynamique paysanne en ville et celle en milieu rural est très frappante! Les échanges avec de nombreux leaders paysans ne laissent aucun doute: il est bien question de deux mondes différents. D'un côté, dans la ville de Kisangani et ses environs directs, les agri-éleveurs de métier. De l'autre, les paysans et paysannes qui habitent dans des villages éloignés.

Les premiers disposent d'un marché sûr pour leurs récoltes et leurs animaux prêts à la vente et ils ont (ne fut-ce que difficilement) accès à des intrants agricoles et à des produits vétérinaires. Par contre les deuxièmes sont livrés à eux-mêmes: le mauvais état des routes, accompagné de multiples tracasseries policières les découragent d'apporter leur récolte en ville. Cette situation les contraint à rester dans une agriculture de stricte subsistance, laquelle ne leur offre aucun espoir d'un lendemain meilleur.

Pourtant, aujourd'hui, de plus en plus de personnes découvrent que le métier d'éleveur, de riziculteur, de pisciculteur ou de maraîcher procure un revenu bien meilleur qu'un travail dans la fonction publique. En ville, on constate que les organisations paysannes (O.P.) fournissent des services concrets qui améliorent les performances de production et la rentabilité dans les exploitations des membres. Les organisations qui opèrent dans les zones éloignées sont avant tout des instruments de solidarité. Dans un contexte de subsistance, elles mènent des actions communautaires qui tentent de combler le non-fonctionnement de l'Etat et ce pour un minimum de services de base dans les villages.

## L'Union fait la force!

UPDKIS, Union Paysanne pour le Développement de Kisangani, regroupe une vingtaine de collectifs, dont le Réseau des Eleveurs de Kisangani et la Coordination de Vivriers et Maraîchers de Kisangani. Chaque collectif regroupe à son tour un nombre d'associations de paysans et paysannes. L'Union comprend aussi bien des associations d'agri-éleveurs professionnels de la ville et ses environs, que des associations paysannes villageoises du milieu rural (certaines agissant jusqu'à 150 km et plus de Kisangani).

- Son rôle principal est de défendre les intérêts des producteurs et d'assurer leur représentation auprès des autorités politico-administratives. «Mettre fin aux multiples tracasseries qui découragent les paysans» constitue son objectif principal. Par exemple lors de son Assemblée Générale en 2007, l'Union avait invité le ministre de l'agriculture, le président de l'Assemblée Provinciale, des députés de toutes les tendances, les commandants de l'armée et de la police ainsi que les journalistes de différentes chaînes de radio suivies à travers le pays. Pendant cette AG, les délégués venus des différents collectifs ont dénoncé à haute voix la multitude des barrières, souvent peu justifiables (voir encadré) sur toutes les routes menant vers Kisangani.

Après l'AG, l'UPDKIS a collaboré avec les radios de Kisangani pour diffuser les plaintes des paysans pendant toute une semaine. Le résultat ne s'est pas fait attendre: le gouverneur a pris la décision capitale d'enlever toutes les barrières policières et militaires à travers la province. Depuis lors, le nombre de barrières a sensiblement diminué. Cependant Quadratus Muganza, leader



paysan, rapporte aujourd'hui: «nous assistons désormais au dédoublement des taxes: on paie la même taxe à la commune et à la province».

- L'Union collabore également avec d'autres acteurs de la société civile (syndicats des travailleurs, Commission Justice et Paix, les ONGD de droits humains ...) qui dénoncent eux aussi les tracasseries.
- L'Union assure aussi un rôle clé dans la communication et dans le renforcement des capacités, en constituant une plateforme de rencontre et d'échange entre les agriculteurs professionnels de la ville et les paysanneries communautaires du milieu rural.

Pour traverser une rivière, une femme enceinte accompagnée d'un enfant paie 4 x: elle-même 300 FC, l'enfant 200 FC, la grossesse 100 FC, le sac à main 200 FC...

## A Kisangani, les éleveurs de porcs, dont 148 femmes, maîtrisent leur filière

Quadratus Muganza affirme: «*Le mois prochain nous fixerons le prix d'un porcelet pour 2011*»\*. Ce planning est déjà accepté par tous les acteurs de la filière, à Kisangani. En effet, et c'est novateur, les éleveurs porcins, et personne d'autre, y déterminent le prix de vente d'un porc engraisé.

248 éleveurs (dont 148 femmes) professionnels de porcs sont ainsi réunis au sein du REK (Réseau d'Éleveurs de Kisangani). Leur nombre ne fait qu'augmenter grâce aux actions bénéfiques du REK, et en particulier le système de métayage des porcs (prêt d'une cochette, qui sera remboursée en la remplaçant par un petit de la portée obtenue).

Les éleveurs de la ville se sont réunis et associés en REK à la suite d'une épidémie non-identifiée en 2005 et 2006, qui a ravagé leur cheptel.



Abandonnés par les services étatiques, ils ont par conséquent décidé de s'associer pour résoudre collectivement leurs problèmes. Voici quelques actions menées qui expliquent le succès du REK:

### *Des vétérinaires «aux pieds-nus» et une pharmacie vétérinaire REK. –*

Constatant que les médecins vétérinaires (3) et les techniciens vétérinaires (32), présents dans la Tshopo, n'étaient en réalité pas disponibles ou pas disposés à travailler au service des éleveurs, le REK a décidé de former ses propres (moniteurs) vétérinaires. Avec l'appui d'un vétérinaire et des brochures d'*Agromisa*, le réseau a formé un ou deux des meilleurs éleveurs membres dans chaque quartier/section. Douze moniteurs, surnommés «vétérinaires aux pieds nus» viennent en aide à leurs collègues lorsque ces derniers ont des animaux malades. Après examen de l'animal, ils prescrivent des médicaments que le propriétaire peut acheter auprès de la pharmacie vétérinaire du REK, et que le moniteur applique.

Les moniteurs reçoivent une petite motivation du REK qui est incluse dans le prix de vente des médicaments. Ceux-ci restent cependant toujours à un prix abordable:  $\pm 75\%$  du prix de marché.

Le problème principal rencontré pour l'instant reste la rupture fréquente du stock de médicaments vétérinaires et le nombre limité de médicaments disponibles à Kisangani. Le REK voudrait bien entrer en relation directe avec un des grands importateurs de produits agrovétérinaires et le représenter au niveau de Kisangani.

\*Le 24 décembre une rencontre réunissant 112 éleveurs, 24 vendeuses de viande et 3 vétérinaires communaux a effectivement fixé les prix pour 2011: un kilo de viande de porc sur pieds revient à 3\$/kg, un porcelet de 15 kg coûte 60\$, un poussin de chair de 21 jours se vend 3\$, un poulet de 2 kg revient à 10\$. La réunion a maintenu les prix des médicaments vétérinaires et la motivation des moniteurs, mais a demandé à ce que ces derniers visitent chaque élevage au moins 4 fois par mois pour une meilleure surveillance de la santé des animaux. Par ailleurs la réunion a demandé au REK d'écrire au service de quarantaine animale pour demander une meilleure surveillance des bêtes mortes qui viennent de l'intérieur de la province ainsi que de vermifuger les bêtes avant leur entrée en ville.

### *Le tourteau palmiste mélangé au son de riz – une alimentation nutritive!*

Le tourteau palmiste coûte de plus en plus cher à Kisangani car d'une part la nouvelle route vers l'Est du pays attire des acheteurs, d'autre part le nombre grandissant d'éleveurs de porcs provoque une demande accrue pour le tourteau, dont le prix monte en flèche.

Pour maîtriser le coût de l'alimentation des porcs, le REK a décidé de produire son propre tourteau. Une partie des membres se sont cotisés et ont fourni chacun un porcelet, réunissant ainsi 2000 US\$. A cette somme s'ajoute un complément de 3025 US\$, donné par le BDD/Caritas. Le

réseau a donc pu installer sa propre presse à huile et a réduit pour ses membres, le prix du tourteau à 3\$, alors qu'au marché il s'achète à 7 ou 10\$ le sac. La vente de l'huile palmiste constitue dès lors une recette supplémentaire pour le réseau.

Malheureusement, l'unité de transformation REK est à l'arrêt depuis plus d'un mois car à Kisangani, il y a une coupure d'électricité.

### Un prix rémunérateur pour l'éleveur

Dans le passé, les femmes commerçantes et les bouchers déterminaient cas par cas le prix d'un porc qu'ils voulaient acheter. Les besoins urgents d'argent poussaient l'éleveur à rapidement accepter le prix offert, même si celui-ci ne couvrait pas les frais encourus pour engraisser l'animal.

Heureusement, le REK, qui regroupe un nombre croissant d'éleveurs de porcs, a pris l'initiative de fixer une fois l'an – au mois de décembre- le prix de vente d'un porcelet engraisé. Sont pris en considération: le coût de production, avec une petite marge bénéficiaire, les statistiques annuelles de l'abattoir et les prévisions de production des éleveurs. Le prix convenu constitue dès lors une référence pour les acheteurs de porcs et rend ainsi la filière porcine rentable pour les éleveurs de Kisangani, leur créant une source de revenu équitable et leur permettant de penser à leur avenir et à celui de leurs enfants. La population préférant les produits locaux, les produits importés (poissons et poulets congelés) n'influencent guère les prix.

## Une profession sérieuse et d'avenir: éleveur!



### Président des éleveurs

Quadratus Muganza, âgé de 36 ans, est marié et père de 2 enfants et est zootechnicien de formation. Il dirige, depuis leur création, les organisations d'éleveurs à Kisangani. D'abord sa propre association, créée en 2004: MO-DEI (Mouvement pour le Développement d'Élevage efficace et Intégré), puis, en 2006, le REK, (Réseau des Éleveurs de Kisangani). Il est lui-même éleveur de poules (1992) et de porcs (1998), ce qui lui a permis de financer ses humanités et études universitaires. Depuis qu'il a commencé à se professionnaliser en 2004, son objectif annuel est de «produire 300 porcelets et 40 porcs engraisés de 100 kg». Avec l'appui du BDD/Caritas, Quadratus guide les éleveurs de Kisangani selon les principes de l'autopromotion car dit-il «personne ne répondait à nos préoccupations».



### Un avenir durable pour une famille courageuse

Ils impressionnent à tout point de vue, Jean Claude et Agnès: leur fierté d'être éleveur, l'aisance avec laquelle ils parlent au visiteur, leur conviction d'avoir effectué le bon choix, la propreté de leur porcherie,...

Les pintades qui trottinent autour de la porcherie sont également pimpantes et délurées, ajoutant encore à l'impression dynamique et en bonne santé de l'élevage! Il y a neuf ans déjà, n'ayant pas les moyens de poursuivre ses études, Jean-Claude a débuté l'élevage de porcs. Avec les recettes procurées par la vente des œufs de quelques pintades, il a acheté la provende pour son premier porc. Aujourd'hui, il en a une trentaine, de tout âge. Il engraisse les mâles et revend les femelles à d'autres éleveurs. Après la troisième mise-bas, il remplace la truie par une jeune cochette.

L'élevage procure un travail plein temps, d'autant plus qu'après minuit, Jean-Claude doit faire la garde contre des voleurs éventuels. En outre, il est un membre actif au sein du REK et assure le rôle de moniteur vétérinaire dans sa section. Grâce à la réussite de leur élevage, le couple paie sans problèmes les frais scolaires des enfants. Et après avoir investi pendant des années tout leur argent dans cet élevage, c'est ce dernier qui, aujourd'hui, leur permet de construire une maison en dur.

Jean-Claude doit encore résoudre un problème: «la dégénérescence des animaux fait que le poids des porcs adultes diminue (120 – 130 kg contre 145 – 150kg, il y a quelques années), or il n'y a pas moyen de trouver des verrats d'une race plus performante ici à Kisangani».

## La recherche scientifique au service des agri-éleveurs

A Kisangani, les chefs de départements et les chefs de travaux de l'Institut Facultaire des sciences Agronomiques (IFA) ont l'air quelque peu gêné de nous recevoir dans des bureaux sans lumière sans ventilation. Mais pourquoi? C'est pourtant bien le contexte dans lequel les chercheurs congolais doivent mener leur recherche. Abandonné par l'Etat congolais, ils profitent des projets que leurs partenaires traditionnels (universités belges) ou occasionnels (FAO, IITA) leur proposent pour faire leur travail.

Cependant, le bailleur assure non seulement le financement mais détermine aussi les orientations à suivre, qui quelquefois, s'avèrent peu judicieuses, comme l'atteste la filière manioc par exemple. De plus, les projets sont limités dans le temps et ne permettent pas de planifier à long terme, sur des décennies, des recherches importantes.

En 2009, les pisciculteurs au sein de l'UPDKIS se sont vus confrontés à un manque d'alevins de qualité pour repeupler leurs étangs. Pour certains, ce manque est structurel. Pour d'autres, il est saisonnier. Ayant entendu parler de l'insémination artificielle pour les poissons, les responsables de l'Union se sont adressés à l'IFA, ce qui a abouti à une collaboration portant sur la formation technique d'un certain nombre de pisciculteurs en insémination artificielle, à l'aide d'un petit appui financier fourni par l'Union. Evidemment, l'impact reste encore limité mais aussi bien l'UPDKIS que les techniciens de l'IFA sont très satisfaits de cette première coopération directe: chercheurs/formateurs/ paysans.

Forts de cette première expérience, nous avons envisagé une coopération structurelle entre les paysans (UPDKIS) et les chercheurs/formateurs (IFA) pour asseoir durablement une recherche agronomique au service des agri-éleveurs de la Tshopo.

Aussi nous nous sommes posé cette question: pourquoi ne pas signer un accord de coopération entre les deux institutions? Ce document régirait les grands principes de ce partenariat: chaque année, à une date établie, UPDKIS informerait l'IFA des problèmes clés de ses membres nécessitant une recherche combinée (scientifique et appliquée) sur plusieurs années. Pour chacun des problèmes, les spécialistes de l'IFA et les leaders concernés de l'UPDKIS élaboreraient des protocoles de recherche précisant les rôles de chaque partie ainsi que les modalités de concertation et de collaboration pour s'assurer que la recherche se fasse dans une synergie positive, qui respecte l'intérêt des deux parties.

Il reviendrait à l'UPDKIS de prévoir annuellement un budget spécifique à cette fin. Evidemment un appui de la coopération belge à une telle coopération entre acteurs locaux augmenterait les capacités de part et d'autre.

### Echec dans le combat contre la mosaïque! La cause est culturelle?

La FAO et d'autres intervenants internationaux ont voulu combattre, avec de grands moyens, la mosaïque du manioc en apportant de nouvelles variétés développées ailleurs et résistantes à la maladie. La multiplication et distribution des boutures de ces variétés s'est fait par des ONG et multiplicateurs contractés. Mais la population n'en a pas voulu car ces variétés, si performantes selon les spécialistes, ne conviennent pas au repas traditionnel préféré dans la Tshopo: le «*lituma*», délicieuse pâte de manioc mélangée à de la banane. Les paysannes délaissent les boutures proposées et préfèrent cultiver les variétés malades et à faible rendement, qui correspondent au goût culturel! Même les feuilles des plantes malades sont plus appréciées dans le «*pundu*» que celles des nouvelles variétés.

Les paysans et chercheurs de Kisangani sont unanimes face à cet échec: «*Il faut faire des recherches sur les variétés locales qui sont résistantes ou qui supportent la mosaïque et augmenter leur rendement*». Jusqu'à présent leur appel est resté sans suite (malgré la conférence internationale sur le manioc nov.'09, à Kisangani)!

## Sauvegarder la forêt tropicale, mais comment et à quel prix?

En occident, et particulièrement lors des sommets sur le réchauffement de notre planète, la détermination de maintenir les forêts tropicales se fait entendre: elles constituent en quelque sorte les poumons de notre terre. D'ailleurs la coopération belge, pour qui la Tshopo est une des quatre zones de concentration, semble déjà avoir opté pour une agriculture durable intensive et sédentarisée, qui ne fera plus appel à de nouvelles terres, nécessitant la destruction de la forêt.

Mais qu'en pensent les paysans et les autres acteurs du secteur agricole? Un échange imprévu lors de l'A.G. de l'UPDKIS (déc. 10) montre que les réflexions à ce sujet n'ont pas encore été très profondes. Les opinions sont caractérisées par des réflexes avec des logiques différentes: *le paysan a besoin d'abattre la forêt pour se nourrir, quid à ce qu'il reboise après; que ceux qui disent qu'il faut protéger la forêt nous aident à vivre et à reboiser; à l'époque coloniale, les plantations d'hévéa et de café rendaient la gestion de la forêt plus facile; il faut une solution de la part des décideurs et de la communauté internationale qui prend en considération les producteurs qui vivent de l'agriculture.*

Une vision paysanne sur une agriculture durable respectueuse de son environnement naturel fait donc encore défaut chez les leaders paysans de la Tshopo. Il en est de même chez les chercheurs de l'IFA: *«impossible de développer l'agriculture sans abattre la forêt».*

Evidemment et bien heureusement, en échangeant sur le sujet, les visions s'ouvrent aux nouvelles pratiques, que ce soit chez les paysans où chez les chercheurs. En conclusion, un vrai dialogue entre les différents acteurs concernés demeure la seule voie pour trouver des solutions qui prennent en considération les intérêts des uns et des autres et qui sauvent la forêt tropicale congolaise, deuxième poumon de la planète.



## Un nouveau départ: les caféiculteurs s'organisent en Ituri

La culture du café dans les territoires de Mahagi et de Djugu est ancienne mais a évolué en dents de scie selon les contextes du moment. Gilbert Upenji<sup>1</sup> de la Fédération des Producteurs de Café Arabica de l'Ituri (FPCA) raconte: «Le café fut introduit ici par un Belge, vers les années 1940, et les premières coopératives de producteurs de café sont nées dans les années 1958 – 1962 suite à l'animation par un ancien grand séminariste: Pierre Claver Uguiiri. Grâce à la vente en commun des récoltes par le canal des coopératives, les caféiculteurs de cette contrée gagnaient des revenus conséquents. Malheureusement la rébellion de 1964 entraîna la faillite et la disparition des coopératives, et les plantations ne furent plus entretenues.»

En 1988-89, un Projet d'Amélioration de la Culture de Café (PACA) incita les producteurs à entretenir et renouveler leurs plantations. Ce programme a introduit de nouvelles variétés de caféier arabica et a formé les producteurs à aménager des germoirs-pépinières, à gérer une plantation et à traiter et conditionner les récoltes. Il a en outre introduit des intrants agricoles (outillage adéquat mais aussi des engrais chimiques et pesticides jusqu'alors ignorés par les producteurs). Malheureusement ce projet fut de courte durée. En 1996, les guerres dites de libération et les conflits inter-ethniques ont fort fragilisé les initiatives des producteurs. De nombreuses infrastructures furent endommagées.

En 2004-2006, un financement du PNUD relança fort heureusement la filière café arabica et créa une Fédération des producteurs mais sans une grande implication ou responsabilisation de la base. Toutefois certaines réalisations positives de ce projet sont à signaler:

- Multiplication et distribution de plants de café.
- Formation des producteurs sur la gestion de la plantation.

- Formation sur le traitement du café avant et après la récolte (qualité).
- Construction de hangars de stockage/bureaux dans les 2 territoires.
- Acquisition d'un camion.
- Commercialisation collective du café de qualité en Ouganda.

Cette commercialisation faisait la différence pour les producteurs:

- Les 32 unions de paysans dans la Fédération collectaient et regroupaient le café.
- Après prélèvement et analyse des échantillons par union, le café était entreposé selon la qualité: K1, K2, K3.
- Sur base des qualités sélectionnées, les négociations se faisaient sur le marché ougandais.
- Le paiement des producteurs se faisaient en fonction des qualités fournies.

Cependant, suite au détournement du fonds de roulement du projet, la Fédération et ses unions ont connu une fois de plus une faillite.



Piet de Graaf

Le renouvellement des plantations est nécessaire pour avoir une bonne production

<sup>1</sup> Gilbert est membre du comité de contrôle de la FPCA

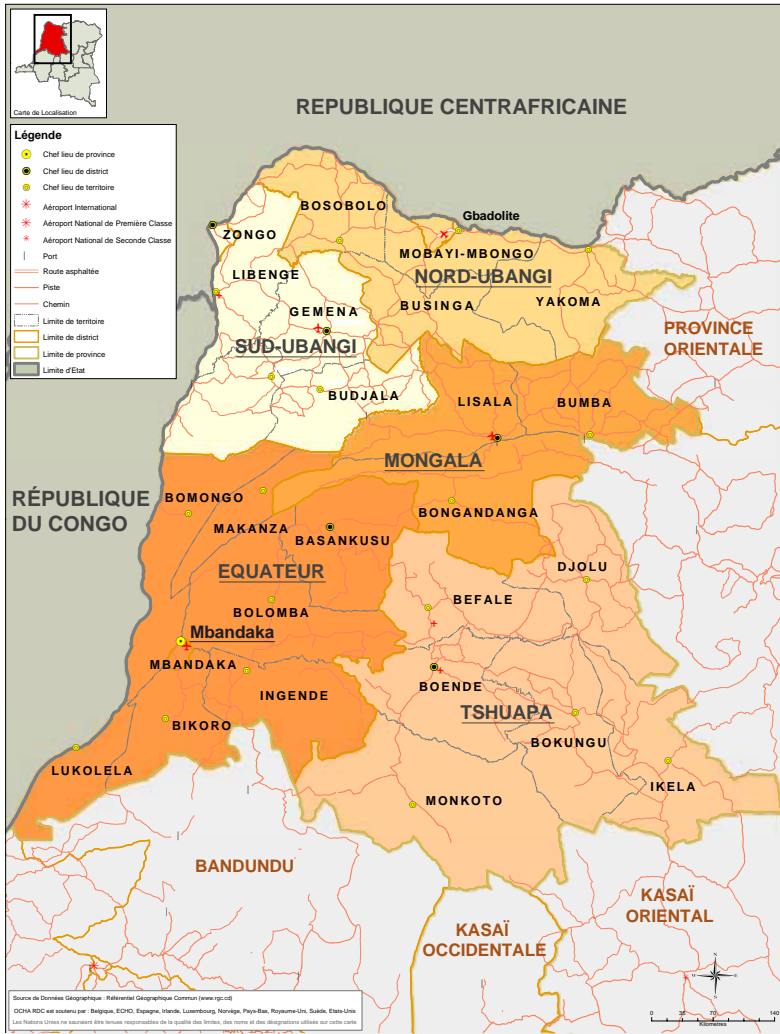


Dès 2007, certains membres de la Fédération ont pris conscience de l'importance de leurs structures et ont fait renaître la Fédération sans financement extérieur. La FPCAI vole actuellement de ses propres ailes et comprend 10 unions de producteurs de café de qualité. C'est le conseil d'administration qui assure les étapes de la commercialisation décrite ci-haut. La production est livrée à des firmes ougandaises (UGACAF, KAWACOM), sur base de celle qui offre le meilleur prix. Cette commercialisation collective permet aux producteurs d'obtenir un prix bien plus intéressant (en 2010: 2,26\$ contre 1,3\$/kg) que celui obtenu par un collègue non membre de la fédération.

Selon les responsables de la Fédération, la production et commercialisation du café connaît certes une baisse sensible suite à de multiples problèmes: tracasseries, insuffisance d'infrastructures, mauvaises routes de desserte agricole, vieillissement des vergers de café.

*Les expériences de l'élevage de porc dans la Tshopo et celles de la culture du café dans l'Ituri montrent à quel point la professionnalisation du métier d'agriculteur peut créer un avenir solide pour les familles paysannes. Les maîtres mots sont la spécialisation dans une ou deux cultures, l'organisation collective et le contrôle par les producteurs, du début à la fin, de la filière choisie.*

# 7. Equateur



**Superficie: 403.292 km<sup>2</sup>**

**Habitants: 5.800.000\***

Principales filières: manioc, maïs, banane plantain, riz, arachide, pêche, bois, café, cacao

Atouts spécifiques: terres agricoles et forêts disponibles, le fleuve Congo et ses affluents, appui depuis plus de 30 ans de CDI-Bwamanda aux paysans des deux Ubangi, projet PARRSA de la Banque Mondiale dans 3 districts (Nord – et Sud-Ubangi et Mongala), ...

Autres secteurs économiques importants: ---

Contraintes spécifiques: la province la plus pauvre\*\*, transport quasiment limité aux voies fluviales, insuffisance d'intrants agricoles et de pêche, mauvaise gestion ou exploitation illégale des ressources naturelles (forêts, lacs/fleuves, terres), taxes illégales, ...

\* Ce chiffre date de 2005 selon le PNUD (Province de l'Equateur Profil résumé Pauvreté et Conditions de vie des ménages – 2009)

\*\* 93,6% de la population contre 71,3% pour toute la RDC

La province de l'Equateur est subdivisée en 5 districts: Equateur, Tshuapa, Mongala, Nord-Ubangi et Sud-Ibangi, qui comprennent chacun 24 territoires, à leur tour composés de 87 secteurs ou chefferies. La province comprend 3 villes majeures: Zongo, Gbadolite et Mbandaka (chef lieu), qui comprennent 7 communes.



## La COPADE: La construction d'un mouvement paysan commence par une vision

«Nous, paysans, nous avons la ferme conviction que c'est avec nous qu'il faut construire un Etat de droit, renforcer la société civile et entreprendre des actions qui

- construisent et consolident la démocratie et la paix,
- garantissent les droits humains et favorisent leur protection,
- favorisent l'accès pour tous aux droits sociaux (éducation, santé, eau, habitat)
- garantissent la souveraineté et la sécurité alimentaire

Or, dans notre pays, et dans notre province de l'Equateur en particulier, les femmes, les jeunes, les agriculteurs, les éleveurs, les artisans, les pêcheurs, etc. sont généralement marginalisés, notamment lorsqu'il s'agit de démocratie, de paix, de droits de l'homme et de développement. Or ces milliers de personnes constituent la vraie société civile, celle d'en bas, celle qui est au front et qui quotidiennement fait face à la pauvreté, aux violations des droits humains, aux viols et aux tracasseries de tous genres».

Cette citation présente une partie de la vision de la COPADE (Convention des Organisations Paysannes pour le Développement), développée lors de ses premières assises les 29 et 30 mars 2010 à Mbandaka. Les agriculteurs, agricultrices et les pêcheurs qui y étaient présents appartiennent à 3 regroupements: la FUOPAME (Agriculteurs, éleveurs et pêcheurs des Elanga), la FUOPP (Fédération des Unions des Organisations de Pêcheurs Professionnels) et les Regroupements Paysans de Bikoro. Ces 3 groupements constituent provisoirement la COPADE, en attendant que d'autres s'ajoutent lors d'une 2<sup>ème</sup> rencontre prévue prochainement.



Sylvie de Meester

Convention COPADE Mbandaka

L'analyse faite par ces paysans réunis à Mbandaka pour comprendre leur faible pouvoir face aux autres acteurs était la suivante:

- l'inexistence d'un mouvement paysan fort et représentatif
- la tendance chez les animateurs des organisations d'appui à accaparer les actions de développement
- l'exclusion des paysans des prises de décisions qui les concernent
- l'insuffisance de formation technique et politique des paysans et l'ignorance de leurs droits et devoirs en tant que citoyens
- l'insuffisance des moyens de travail au niveau des paysans et leurs organisations.

Cette première rencontre des paysans du district de l'Equateur a permis de faire un pas de plus dans la construction du futur mouvement paysan pour l'ensemble de la province. Elle a également permis de formuler une série de recommandations, aussi bien aux organisations paysannes membres qu'aux autorités provinciales et nationales, aux organisations d'appui et aux bailleurs de fonds.

*Faute de moyens, nous n'avons pas pu nous rendre dans les différentes parties de la province, raison pour laquelle les expériences que nous présentons ci-après sont celles du territoire de Bumba, dans le district de Mongala.*

## Le paradoxe d'une population travailleuse mais aux indicateurs de développement très bas

Bien que les paysans de Bumba soient des travailleurs assidus, ils ne bénéficient guère des fruits de leur dur labeur. Aujourd'hui, le prix du riz/paddy n'est toujours pas rémunérateur. L'écart profond de prix qui existe entre l'acheteur du paddy au village et le prix du riz blanc en ville est partagé par une multitude d'intermédiaires. Ce qui fait que le paysan n'en bénéficie pas.

La situation de guerre des années 1996 à 2001 a occasionné une destruction du tissu économique du territoire de Bumba. Plusieurs sociétés agro industrielles ont fermé leurs portes du fait des difficultés d'approvisionnement en carburant et en pièces de rechange en plus de l'inaccessibilité des débouchés habituels (Kinsanga et Kinsangani). Le Territoire était presque enclavé, ce qui a causé la mévente des produits agricoles et découragé une grande partie des agriculteurs qui ont abandonné leurs champs et plantations.

Des problèmes persistent encore aujourd'hui: le mauvais état des routes; les difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles; le manque en semences améliorées; la mévente des productions agricoles ou la vente à des prix non rémunérateurs; sur certains trajets, les tracasseries et la prolifération des taxes atteignent jusqu'à 15 % du prix de vente; alors que les infrastructures de santé se trouvent dans un état de délabrement avancé et que les maladies endémiques sont multiples.

## Les coopératives agricoles existaient mais ont fait faillite

Parmi les expériences passées ayant eu un réel impact, les paysans font souvent référence aux grandes coopératives agricoles telles que l'ASACO/Yambuku (Association des Agriculteurs Congolais, de 1978-1986). Cette association comprenait plus de 800 membres, 8 micro-rizeries, et deux gros véhicules qui servaient à l'évacuation des produits des membres. Il y eut aussi de 1980 à 1990 l'ECOMAPRO-EBONDA (Entreprise Commune des Agriculteurs Progressistes – 200 membres répartis sur 60 villages, une micro-rizérie, un véhicule) ou encore le CEDICO/Monzamboli (Centre de Développement Intégral au Congo, de 1987 à 1988) ou la COOPAYA (Coopérative des Agriculteurs de Yamwanga, de 1987-2003), chacune avec une micro-rizérie. Toutes ces coopératives agricoles de transformation du riz étaient nées sous l'impulsion d'un projet d'encadrement des paysans du Diocèse de Lisala nommé Association pour le Développement Intégral ou ADI/BONDABA<sup>1</sup>. Leur objectif commun était de réduire les intermédiaires dans la filière du riz afin de se brancher directement sur les circuits de commercialisation dans les grands centres de consommation de Kisangani, Mbandaka et Kinsanga. Le but final étant bien sûr d'augmenter le revenu des riziculteurs. Toutes ces coopératives sont malheureusement tombées en faillite suite à la cessation des activités de leur partenaire ADI/BONDABA en 1991, elle même survenue après la rupture du financement Misereor.

<sup>1</sup> Cette structure a été appuyée pendant des années par COOPIBO.



CRAFOP

Récolte de poissons



CRAFOP

Élevage de moutons

Certes l'éveil provoqué par ces coopératives a suscité la naissance d'autres organisations paysannes (surtout de type familial) un peu partout dans le territoire. Malheureusement, ces associations, pour beaucoup mal structurées, ne fonctionnaient pas convenablement puisque leurs dirigeants, souvent autoproclamés, n'étaient pas du tout formés à la gestion de leurs associations.

## Relance du mouvement paysan pour une relance de la production agricole

Le mot d'ordre de la FUOPA<sup>2</sup> (Fédération des Unions des Organisations de Producteurs Agricoles) est clair: «augmentons notre production». Son plan d'affaires pour la période 2008-2010, élaboré avec les dirigeants des OPA membres, précisait les différentes stratégies pour y arriver: semences sélectionnées, crédits et extension des superficies cultivées. Aujourd'hui, c'est l'heure du bilan.

Produit	2008*	2009	2010
Riz	101.882	203.765	305.647
Maïs	93.863	187.726	281.585
Arachide	41.665	83.331	124.996
Manioc	391.975	783.950	1.175.925

Ces chiffres montrent une augmentation générale de production de 100% entre la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>ème</sup> année, puis de 50% entre la 2<sup>ème</sup> et la 3<sup>ème</sup>. Un accroissement synonyme de très bonnes affaires pour les organisations paysannes.

Hubert MONZOI, Président de l'UOPA YAMBULI, déclarait ainsi récemment que son OPA avait gagné 2000\$ à la vente de son paddy, ce qui devrait permettre d'acheter une décortiqueuse à riz.

Pasteur ALUNGA, Président de l'UOPA-YAMANDIKA, témoignait quant à lui que son OPA avait acheté une paire de bœufs, qu'ils sont en train d'élever pour préparer le métayage aux membres. Cette idée d'acheter des bœufs est reprise dans beaucoup d'autres Unions d'OPA. Monsieur MASANGA, Président de l'OPP-Quartier MOBUTU, raconte lui que son OPP est en train de faire la ristourne d'achat des tôles, afin d'aider les membres à avoir des maisons en semi-

durable. A l'UOPP-EBONDA, les membres ont érigé une cantine, à l'aide du produit de la vente des intrants de pêche où les membres peuvent les acquérir à crédit.

### Accès au crédit à travers des mutuelles d'épargne et de crédit

**Le FONSDDEV, promu par INADES-Formation, est une caisse d'épargne et de crédit des paysans, créée par les paysans et pour les paysans, dans le but de collecter leurs épargnes et leur consentir des crédits avec l'argent collecté.**

A ce jour, trois FONSDDEV sont opérationnels dans le territoire de Bumba: le premier dans la Cité de Bumba (ouvert en Novembre 2009), le deuxième dans le secteur de Monzamboli (depuis avril 2010) et le troisième dans le secteur d'Itimbiri (ouvert en Décembre 2010)

Jusqu'à fin 2010, 346 membres ont bénéficié de crédits octroyés par le Fonsdev BUMBA. Au Fonsdev MONZAMBOLI, 27 membres ont pu bénéficier de crédits.

<sup>2</sup> Cette fédération ainsi que ses O.P. membres sont appuyées par INADES-Formation dans le cadre du projet PRAPE.

### L'achat des motos devient une compétition entre jeunes agriculteurs

Un phénomène spectaculaire s'est érigé dans les esprits des jeunes planteurs du territoire de Bumba: l'achat de motos. Beaucoup d'entre eux cultivent un grand champ en vue de récolter l'argent nécessaire à l'achat d'une moto, l'équivalent de 600\$. C'est ainsi que dans presque tous les villages, on peut trouver 2 à 5 motos achetées par des paysans. Ces motos deviennent un symbole de luxe mais sont en même temps un bien utile au village car elles permettent d'aller rapidement en ville pour s'approvisionner en biens de première nécessité. Le pharmacien OMBOYA et le commerçant LIKUMBU de Monzamboli font chaque jeudi un aller-retour pour acheter des produits qu'ils revendent le dimanche suivant au marché de Monzamboli.



INADES Formation Congo

Les FONSDDEV mettent à profit les petits épargnes



Les riziculteurs WASIA et KUNGA témoignent que les crédits reçus du FONSDDEV leur ont permis d'augmenter la superficie des champs rizicoles. Les mamans de Tontine qui font le petit commerce disent qu'elles ont augmenté les produits à vendre grâce au crédit. Parmi elle, Maman BOSALA a augmenté sa capacité de fabrication de savon grâce à l'achat d'une grande quantité de soude caustique.

### La commercialisation difficile limite les revenus des producteurs

Le problème majeur auquel les agriculteurs sont confrontés est la commercialisation de leur production. La FUOPA (Fédération des Unions des Organisations de Producteurs Agricoles) a tenté de négocier avec la Société MOGHA l'achat du riz de ses membres. Mais les conditions et le prix offert par MOGHA ont été jugés trop contraignants pour les producteurs, ce qui a conduit à la rupture du contrat. La fédération négocie actuellement avec la CDCB (Coopérative de Développement

Communautaire de Bumba) en vue de signer un contrat pour la commercialisation du riz.

La mise en commun des productions pourrait apporter des solutions. Le président de la FUOPA Monsieur Camille Limele rapporte ainsi que le remboursement de crédits intrants agricoles prêtés aux différents membres a permis l'achat d'une remorque. Couplée à un tracteur donné par le Gouvernement, cette remorque permettra à la FUOPA d'évacuer les différents produits agricoles des membres vers le dépôt central à Bumba. Un tel regroupement des produits renforcera le pouvoir de négociation de la fédération vis-à-vis des acheteurs potentiels.

### Créer une valeur ajoutée par des micro-décortiqueuses à riz

Deux Unions d'OPA (membres de la FUOPA) du territoire de Bumba ont acquis des décortiqueuses à riz. Il s'agit de celle de Monzamboli, regroupant les membres des OPA YAKOMBO, YAMBENGA et YANZELA, et celle d'Itimbiri, qui regroupe les OPA WOONDA, YALIAMBI et YAMOLOTA. Les membres des OPA intéressés créent des coopératives de commercialisation qui acquièrent et gèrent les décortiqueuses. Celle de Monzamboli a déjà transformé plus de 50 tonnes de paddy. Cela a par exemple permis à Monsieur TINDA de produire 53 sacs de riz à partir de 80 sacs de paddy. L'argent gagné lui donnera l'opportunité d'acheter des tôles pour la construction de sa maison.

Les deux coopératives en création ont déjà acquis le terrain où elles envisagent de construire les dépôts de stockage des produits agricoles de

### Le CDI-Bwamanda, un acteur de longue date dans le Nord de l'Équateur

Le Centre de Développement Intégral, «CDI-BWAMANDA», a été créé en 1969 et son siège social se trouve à Bwamanda. Il conduit des activités à Gemena, Yakoma, Wapinda Bokilio, Abuzi, Mogalo, Businga, Bumba, Yandongi. Ces activités sont: l'achat des produits agricoles (café, soja, maïs, paddy et arachide); la santé, avec beaucoup de centres de santé (dont les médicaments proviennent de Bwamanda); l'entretien des routes de desserte agricole (dont la route Gemena-Bwamanda-Libenge-Zongo, Bumba-Yandongi-Mongala par la méthode HIMO, à l'aide de financements de la DGCD-Belgique); l'hydraulique rurale (dont le forage et le captage des sources d'eau dans plusieurs villages); l'usinage de café par voie humide; la rizerie (avec une unité de transformation installée à Yandongi); l'accompagnement des paysans dans l'autopromotion. Depuis quelque temps, CDI-Bwamanda appuie également la structuration des O.P. de base, issues de cette autopromotion. Il travaille également étroitement avec le PARRSA, le nouveau programme de la Banque Mondiale.

leurs membres. Celle d'Itimbiri prévoit de se doter d'une machine de semoule à maïs pour ses membres car sa zone d'intervention produit plus de maïs que du paddy. Les FONSDDEV aideront à financer les opérations de stockage et de commercialisation.

Ces micro-rizeries contribuent énormément à l'augmentation du revenu des paysans. Monsieur Gaspard Molumbe d'INADES-Formation à Bumba calcule: «Un sac de paddy de 100 kg est vendu à 14.000 FC à la SOCAM (Société Commerciale et Agricole de la Mongala). Ce même sac de 100 kg produit à l'usinage 65 kg de riz blanc, qui est vendu à 28.000 FC. Les frais à déduire sont les frais de transport (3.000 FC) et d'usinage (3000 FC). Le paysan reçoit 22.000 FC ce qui représente une augmentation de 50% par rapport au sac de paddy».

## Rivalités croissantes entre les sociétés forestières et les communautés locales

Dans le territoire de Bumba, on trouve 3 sociétés d'exploitation forestière: SIFORCO, TRANS-M BOIS et SOFORMA, qui chacune exploite du bois dans un ou deux secteurs. Mais, une divergence de vue repose sur l'élaboration des cahiers des charges conformément au code forestier. Ces sociétés forestières signent des cahiers de charges avec les communautés locales se trouvant sur les territoires de coupe du bois. Ces cahiers de charges contiennent entre autres éléments des

obligations, par la société exploitante, de construire des écoles en matériaux durables et des centres de santé équipés en matériel médico-sanitaire, d'entretenir les ponts et ponceaux en béton. Mais très souvent, l'exécution de ces cahiers des charges par les exploitants forestiers ne respecte pas les normes requises par le code forestier.

D'où la naissance de foyers de tensions entre communautés locales et exploitants forestiers. A Yaewonge (Secteur de la Loeka), une école construite avec des murs en bois par la SIFORCO s'est écroulée suite à un vent violent car les bois des murs étaient pourris. A Liboko, les ayants-droits ont confisqué une machine de la SOFORMA car la société n'a pas respecté l'engagement d'envoyer un véhicule pour transporter leurs produits agricoles.

Outre leur fonction économique, les O.P. de Bumba ont donc aussi un rôle syndical à jouer.

*Avec leurs FONSDEV, leurs coopératives de commercialisation et leurs micro-décortiqueuses à riz, les producteurs agricoles de Bumba se dotent d'instruments leur permettant de beaucoup mieux vendre leur riz et d'augmenter leur production, en vue de faire de la riziculture une source de revenu intéressante et de créer un avenir plus sûr pour leur métier.*



Alain HUART

Les interventions de CDI-Bwamanda sont très diverses

# 8. Kinshasa



Superficie: 403.292 km<sup>2</sup>

Habitants: 5.800.000\*

Principales filières: riz, maraîchage, pêche

Atouts spécifiques: la ville offre de multiples débouchés et le fleuve Congo peut assurer la pêche et le transport. La ville dispose d'un chantier naval opérationnel.

Autres secteurs économiques importants: le commerce et la transformation des produits.

Contraintes spécifiques: insuffisance d'intrants agricoles et de pêche, incertitude foncière ...

\* Ce chiffre date de 2005 selon le PNUD (Province de Kinshasa Profil résumé Pauvreté et Conditions de vie des ménages – 2009)

La province de Kinshasa est subdivisée en 24 communes, dont cinq partiellement rurales: Mont Ngafula, Kimbanseke, Nsele, Masina et Maluku. L'ensemble de ces communes se subdivise en 326 quartiers.



## Nourrir la ville: quel potentiel – quels défis?

Aujourd'hui, la population de Kinshasa compte au minimum 8 millions d'habitants, qui doivent manger tous les jours. Toutes ces bouches constituent donc un marché intéressant pour les producteurs agricoles des communes rurales, notamment pour des produits périssables comme les légumes et les poissons. Par ailleurs «L'augmentation des prix des produits agricoles sur les marchés internationaux a créé une opportunité importante pour l'agriculture congolaise<sup>1</sup>». De manière générale, les producteurs agricoles de Kinshasa ne sont pas encore très bien organisés et structurés dans des organisations faitières solides. Les journalistes agricoles Mme Sahel Vangu et Mr. Jean Baptiste Lubamba<sup>2</sup> ont identifié des organisations de riziculteurs, de pêcheurs et de maraîchers, particulièrement dans la zone appelée «Pool de Malebo».

### Le Pool Malebo

Il s'agit d'un élargissement du fleuve (anciennement appelé Stanley Pool ou Lac Ngobila) de 400 km<sup>2</sup>, en amont, entre les deux villes de Brazzaville et Kinshasa. Ce site Malebo a été véritablement exploité à partir de 1980, lorsque feu le président Mobutu, après une visite en Chine, voulut y développer la riziculture. A cette fin, il réserva plus de 6000 hectares, de Kingabwa jusqu'à Maluku. Depuis, la superficie agricole a diminué à cause du projet de construction d'un nouveau quartier

de luxe appelé la «Cité du fleuve», au grand mécontentement des producteurs concernés. Le site compte actuellement plus de 1500 producteurs de riz, réunis dans une soixantaine d'associations. Ci-après l'exemple d'une association de rizicultrices: AFRIKI.

### AFRIKI

«D'abord, c'est ma maman qui me faisait de la peine, car n'ayant aucune notion, elle se mettait à semer

à tout moment alors que sur le site il y avait souvent des montées et des retraits des eaux selon les périodes. Et comme elle et ses amies semaient en désordre, elles perdaient souvent la totalité de leurs productions. C'est alors que j'ai commencé à leur donner quelques conseils, et avec l'habitude de se réunir, nous avons décidé de créer une association» c'est ainsi que Mme Rosalie Kadima explique la naissance en 1980 de l'Association des Femmes Riziculteurs de Kingabwa.



1 Selon l'Etude diagnostique sur l'intégration du commerce, réalisée par la Banque Mondiale pour le Gouvernement de la RDC, juillet 2010.

2 Jean Baptiste s'est largement entretenu avec Sylvain Ntumba de l'INADES, très impliqué dans ces domaines.

En 2001, avec le premier financement de la FAO, l'association s'est enfin dotée d'une structure légalisée. A ce jour, AFRIKI comporte deux dimensions: l'une associative, l'autre entrepreneuriale. La partie associative est composée d'une présidente du conseil d'administration, d'une vice-présidente, d'un secrétaire et des trois administrateurs, d'un conseiller et d'une trésorière. La (2<sup>ème</sup>) partie économique qui fonctionne comme une entreprise, est dirigée par un secrétaire permanent et comprend aussi un comptable et un meunier.

Avec 75 membres dont 63 femmes, AFRIKI est une petite entreprise associative qui fonctionne d'abord grâce à ses ressources propres. Madame Kadima explique que lorsqu'un membre manque de semences, AFRIKI lui en donne sous forme de crédit, qu'elle remboursera, avec intérêt, après production. C'est ainsi que les membres s'entraident.

AFRIKI joue un rôle essentiel dans le décortilage du paddy. Dans le passé, les rizicultrices devaient effectuer de longues distances pour usiner leur production, et selon elles, à un prix trop élevé.



Sahel Vangu

Les formations d'AFRIKI sont très appréciées par les paysannes rizicultrices

**Henriette MUJANI:** mariée et mère de 7 enfants, cette femme a fait de la riziculture son activité principale afin d'assurer les besoins de sa famille. Henriette commence sa journée à 5 heures du matin pour apprêter le petit déjeuner de son mari, de ses enfants et petits-enfants qui vont à l'école. Elle arrive au champ au plus tard à 8h et organise son travail selon les périodes «*Mon programme est déjà établi à l'avance. Soit je fais le labour, soit la pépinière, soit encore les digues*», affirme-t-elle. A 15 heures, Henriette reprend le chemin de la maison pour aller préparer à manger à sa famille.

Cette femme pense que les kinoises devraient se mettre un peu plus au travail de champ car ça aide à nouer les deux bouts du mois. Raison pour laquelle elle a initié une de ses filles à la riziculture et au maraichage.

**Christine LUZIZILA:** «*De nos jours, nos maris n'ont plus de salaire décent. C'est l'argent du riz qui me permet d'envoyer mes enfants à l'école et même à l'université. S'il fallait tout attendre de leur papa, cela aurait été pénible. Les formations et l'encadrement offerts par AFRIKI nous aident à produire plus et à gagner plus. Nous avons cependant beaucoup de difficultés pour cultiver le riz: toutes les eaux de Kingabwa se déversent sur la rizière, on ne sait pas cultiver car il y a trop d'eau. Cela nous rend la vie difficile. C'est le gouvernement qui devrait soutenir Afriki afin de lui permettre d'aider au mieux ses membres car l'OP est limitée dans ses moyens*».

Membre du C.A. d'AFRIKI, Mme Luzizila se rend chaque matin à Kingabwa afin de travailler soit au champ, soit au bureau de l'association. D'habitude, elle engage des gens pour travailler au champ de la période de labour à celle des pépinières et du repiquage. Pendant la récolte, ce sont ses propres enfants qui viennent travailler car ce sont les vacances scolaires.

Avec l'appui financier de l'Union Européenne, AFRIKI a acheté une décortiqueuse et une vanneuse. Mais «Malgré cet allègement du travail les femmes regrettent la faible capacité de cette machine qui est de 400 à 600 kilos par heure. Les membres ont fait décortiquer 4.800 kg de riz, et avec la production des autres riziculteurs, notre machine est allée jusqu'à produire 8 tonnes en total pour la campagne dernière» déclare Madame Rosalie.

AFRIKI renforce aussi les capacités des membres, en offrant des formations sur de nouvelles techniques culturales: «nous avons appris avec l'INERA comment faire deux campagnes par an». Il y a également eu une formation en comptabilité, ce qui aide les femmes à mieux gérer leurs maigres moyens financiers issues de la riziculture et du maraîchage.

AFRIKI souhaite que ces membres s'imposent sur le marché de Kinshasa en tant que grandes productrices. Madame Rosalie Kadima rapporte: «Nous avons besoin de maîtriser l'ensemble de la filière, de la production jusqu'à la consommation. En Italie, les riziculteurs organisés sont nombreux et fiers de leur métier, avec fréquemment leur propre usine bien équipée. C'est cela notre souhait! Nous voulons qu'un jour 3 ou 4 mamans deviennent des entrepreneurs pour valoriser notre travail de la production à la commercialisation. Pour cela nous voulons vendre notre riz, parfumé naturellement, dans des emballages spécifiques de petites quantités. Raison pour laquelle aussi nous demandons à toutes ces personnes qui ravissent nos terres de nous les restituer afin de pouvoir produire plus».



INADES Formation Congo

### La filière pêche dans le Pool Malebo

Selon des statistiques de l'Inades Formation Congo, il y a près de 7 000 pêcheurs organisés répartis dans ces cinq sites:

Maluku	908
Ngamanzo	1260
Kinkole	861
Kingabwa/Masina	3896
Kinsuka	

Le nombre des pêcheurs indépendants est plus élevé que ceux qui sont dans les associations,

affirme Sylvain Ntumba<sup>3</sup>. Les chiffres ci-haut peuvent donc être revus à la hausse. Près de 56 associations des pêcheurs bénéficient de l'accompagnement d'Inades Formation Congo.

Des associations de pêcheurs se sont constituées en unions par site. On en compte aujourd'hui quatre qui ont mis en place la fédération des pêcheurs du Pool Malebo. Il s'agit de l'union des associations des pêcheurs de Maluku (UAPM), l'union des associations des pêcheurs

<sup>3</sup> Responsable de l'Inades Formation Congo

de Ngamanzo (UAPNG), l'union des associations des pêcheurs de Kinkole (UAPK) et de l'union des associations des pêcheurs de Kingabwa-Masina (UAPKM).

Ces unions sont engagées dans la commercialisation des produits de pêche de leurs membres et elles entreprennent des actions de défense de leurs intérêts. Par exemple, une action contre l'usage de filets de pêche aux mailles non réglementaires, soit des moustiquaires, et des produits toxiques, pour protéger durablement les ressources halieutiques.

### *Les pêcheurs font face à de multiples problèmes.*

Sur le plan technique, les pêcheurs du pool Malebo éprouvent de nombreuses difficultés, à savoir: le caractère traditionnel des méthodes de pêche, pirogues non-motorisés, l'usage des filets aux mailles non réglementaires et des produits toxiques.

Les pêcheurs butent contre des contraintes d'ordre économique et financier. Il s'agit notamment de l'inefficacité du système de commercialisation menant à des revenus non rémunérateurs; l'insuffisance des moyens de transport, la faible capacité des pêcheurs à entreprendre d'autres activités génératrices de revenus en dehors de la pêche. Il y a aussi les difficultés d'accès aux crédits, notamment l'absence de produits financiers adaptés aux besoins des artisans pêcheurs pour moderniser leurs outils de travail (exemple: filets, motorisation du parc piroguier, etc.)

Ils ont aussi des contraintes physiques: l'absence d'infrastructures de stockage et de conservation des produits halieutiques, cause d'importantes

pertes post-captures et le manque de débarcadères.

Sur le plan institutionnel, administratif et juridique, les pêcheurs dénoncent le désengagement des autorités nationales du financement des actions de développement de la pêche, l'insuffisance des structures d'appui aux secteurs de pêche, les tracasseries policières et administratives qui se traduisent par la multiplicité des taxes illicites auxquelles sont soumises les pêcheurs et les commerçants dans les points d'affranchissement, le faible appui aux services spécialisés de l'Etat destinés à accompagner la pêche et l'absence d'une loi nationale sur la pêche.

Quant à la structuration des pêcheurs en O.P., la difficulté rencontrée est beaucoup plus liée à l'absence des cotisations des membres. Selon Sylvain Ntumba, les membres ne libèrent pas leurs parts sociales pour le fonctionnement des coopératives.

### **La ceinture maraîchère de Kinshasa lui fournit les légumes.**

**En dépit de ses autres activités économiques, la ville de Kinshasa garde un certain caractère agricole. Partout on voit des sites de production maraîchère. Les producteurs ont tendance à se regrouper en associations et en coopératives. Certaines de ces O.P. ont même créé l'Union des Coopératives Maraîchères de Kinshasa (UCOOPMAKIN). Elle compte 19 coopératives + 12 pré-coopératives. D'autres se sont rassemblées dans l'Union des Associations Maraîchères de Kinshasa Ouest (UAMKO). Les deux Unions rencontrent cependant des difficultés de divers ordres.**

Il y a tout d'abord l'absence de sites d'exploitation réservés à l'activité maraîchère: les sites existants sont lotis et les maraîchers chassés sans indemnisation.

### *Les pêcheurs disposent cependant d'opportunités et atouts certains.*

La zone du Pool Malebo présente un certain nombre d'opportunités réelles susceptibles de contribuer à la relance de la pêche. Il s'agit notamment de la diversité des ressources halieutiques, la largeur du fleuve (30 km à certains endroits) et sa navigabilité qui permet de vendre du poisson aux passagers des bateaux. Mais il y a également le savoir – faire traditionnel des pêcheurs, l'émergence de leur fédération et l'implication des femmes notamment au niveau de la commercialisation des produits halieutiques.

Sylvain Ntumba est d'avis que sensibiliser les pêcheurs et les responsabiliser face à ces opportunités et atouts, leur permettra de surmonter les différents problèmes évoqués.

Le dernier cas en date: le lotissement du site dénommé «La pépinière de Bandalungwa» dont les maraîchers ont été chassés en décembre 2010. Le motif avancé: le Gouvernement va y construire des maisons sociales.

Ensuite il y a un problème de commercialisation car les maraîchers n'ont pas de marché sûr où ils peuvent écouler leur production. A l'époque il y avait le marché «Type K» devenu tristement célèbre à cause de l'avion qui s'y est écrasé, tuant plus de 300 personnes. Après la fermeture de ce marché, les maraîchers ont érigé un marché de fortune à proximité, mais ils y sont menacés par des agents de l'ordre qui ravissent leurs produits.

Les tracasseries policières et administratives par les agents de l'Etat découragent aussi beaucoup de maraîchers. A cela s'ajoute la difficulté financière d'acquérir de bonnes semences et de bons outils agricoles.

Jusqu'à présent, les Unions des coopératives ne parviennent pas à organiser l'approvisionnement

en intrants agricoles, ni la commercialisation de la production, ni la défense des intérêts des maraîchers face aux services de l'Etat.

### Sécuriser la production maraîchère

Grâce à une formation sur le plaidoyer social et la loi foncière, certaines associations sécurisent leurs parcelles maraîchères: une cinquantaine ont aujourd'hui un n° cadastral. Les besoins en eau de production ont conduit des coopératives à aménager des ouvrages hydro-agricoles: un canal d'irrigation de 1300 m et 1 château d'eau au centre maraîcher de Tadi, 105 puits busés répartis dans les centres maraîchers de Ndjili, Kimbanseke, Manzanza, Tadi et Kisenso.

### Des porcs sur commande

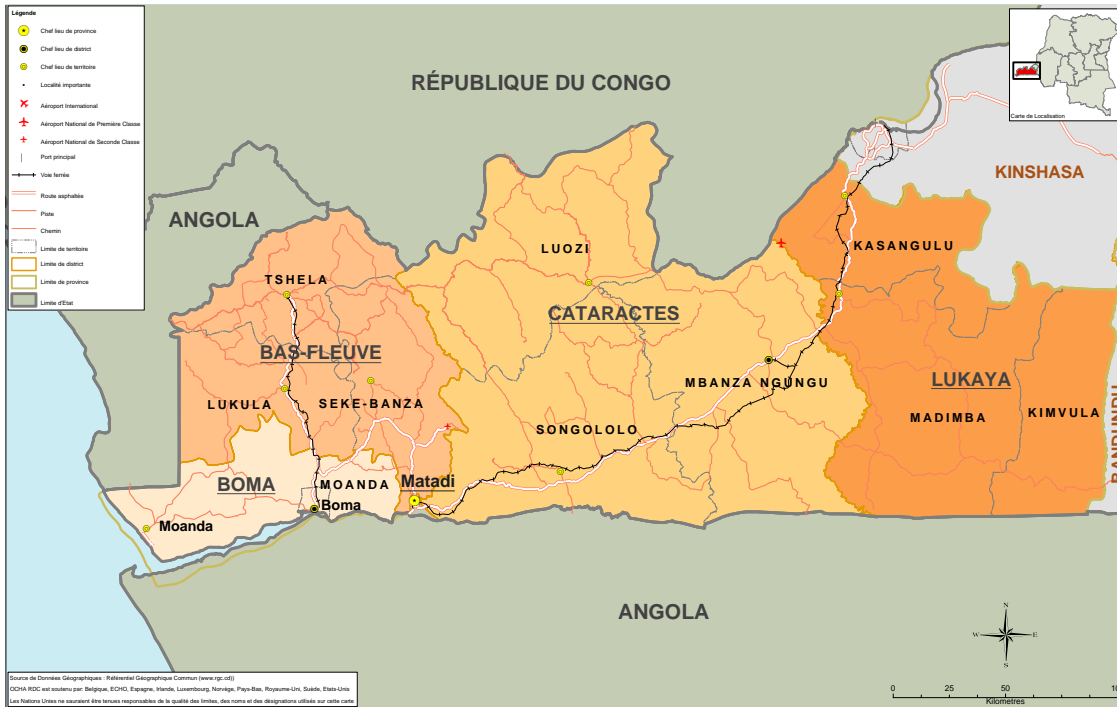
2 associations d'éleveurs de porcs (AECMK et TELS) se sont illustrées dans des campagnes de désinfection des fermes porcines pour lutter contre les épizooties. Les formations reçues leur permettent de produire de manière planifiée: une grande alimentation commande régulièrement de la viande porcine aux associations. Chaque membre planifie son élevage en fonction de ce marché. L'association se charge de l'abattage, de la livraison et du recouvrement. Un petit pourcentage des recettes est retenu pour couvrir quelques charges de l'association.



Alain Huart

*Sylvain Ntumba est d'avis que les différentes organisations de maraîchers, de pêcheurs et de riziculteurs méritent un accompagnement adéquat pour que ces producteurs prennent conscience dans un premier temps de leurs opportunités et atouts, pour ensuite acquérir des capacités techniques (formation, intrants, équipement de travail) afin de produire plus et pour mieux vendre. Des formations en capacités de lobbying les aideront à sécuriser leurs sites et à améliorer leurs conditions de travail.*

# 9. Bas-Congo



Superficie: 53.920 km<sup>2</sup>

Habitants: 3.200.000\*

Principales filières: manioc, palmier à huile, maïs, cacao, banane plantain, arachide, riz, sucre, ...

Atouts spécifiques: accès à la mer, proximité de la capitale Kinshasa, barrages hydro-électriques, chemin de fer Matadi – Kinshasa et route asphaltée, pétrole, cimenteries, sociétés agro-alimentaires ...

Autres secteurs économiques importants: pétrole, transport et transit portuaire, industrie, ...

Contraintes spécifiques: tracasseries administratives et policières, dégradation des voies de communication secondaires, manque d'intrants et équipements agricoles, conflits fonciers opposant les paysans et les industriels, modicité du budget alloué à l'agriculture, ...

La province du Bas-Congo est divisée en 3 districts: Lukaya, Cataractes et Bas-Fleuve, à leur tour divisée en 10 territoires et ces derniers en 52 secteurs/chefferies. Elle compte deux villes Boma et Matadi (Chef lieu) qui sont composées de 6 communes et 34 quartiers.

\* Estimation pour 2005, faite par le PNUD dans son rapport sur «pauvreté et conditions de vies de ménages», publié en mars 2009.



## Investir dans des filières porteuses

La proximité de Kinshasa, avec ses 7 à 8 millions d'habitants constitue un débouché majeur pour les producteurs vivriers, les maraîchers et les pêcheurs de la province du Bas-Congo. Les villes portuaires de Matadi et Boma sont également 2 importants centres de consommation, sans oublier les marchés de Soyo et Cabinda, en Angola.

L'accès à la mer réduit les frais à l'export de certains produits agricoles tels que le cacao et l'huile de palme. La pêche se pratique tant sur le fleuve que dans l'estuaire, ou encore en mer. La province ajoute à ces avantages un savoir-faire et une tradition agro-industrielle indéniable, avec la sucrière de Kwilu Ngongo, les élevages de gros bétail, les filières huile de palme, hévéa, café, cacao, et autres opérateurs économiques (transformateurs, exportateurs).

Il est difficile de décrire toutes les filières porteuses de la province, telles le maraichage, le riz, l'apiculture. Donnons la priorité aujourd'hui à deux filières porteuses: la pêche et le cacao, ainsi qu'à la structuration du mouvement paysan et à son rôle syndical, face aux nombreux abus faits aux producteurs.

## Renforcer les capacités des pêcheurs artisanaux pour qu'ils gagnent plus

**Le Bas-Congo est l'unique province de la RDC à avoir accès à la mer, sur une façade atlantique de 40 kilomètres. La pêche artisanale reste la principale activité de la ville maritime de Moanda, où beaucoup de familles vivent directement ou indirectement de la pêche.**

Nzinga Nsimba, pêcheur à Nsia mfumu depuis 1984, membre de la Coordination des Associations des Pêcheurs de Moanda, CAPM, nous reçoit dans la parcelle où il a construit sa maison. La pêche lui permet d'assurer la scolarité de ses enfants. Jean Marie Buelandele, ancien enseignant converti en pêcheur artisanal, soutient que l'activité de la pêche même à un niveau artisanale est sa principale source de revenu. Membre de la CAPM, il profite des diverses formations proposées.

La pêche artisanale est encore rudimentaire car les pêcheurs utilisent majoritairement la pirogue à pagaies. Il faut 5.500 US\$ pour disposer d'une pirogue motorisée. Cependant, malgré ce coût, on compte aujourd'hui 50 à 60 pirogues motorisées contre 6 en 2008. Chaque jour, des équipes de 5 à 10 pêcheurs vont pêcher dans les eaux territoriales, jusqu'à 80 kms dans l'Océan Atlantique. Ils partent généralement le soir et ne

Alain Huart



rentrent souvent que le lendemain pour le partage du butin. La pêche en mer est plus intense entre novembre et mai, soit durant 7 mois.

Chaque groupe a son organisation spécifique: vente collective de la pêche et partage immédiat du fruit de la vente, ou partage équitable en fin de mois, ou encore partage direct de la pêche afin que chacun négocie sa part... Ce sont toujours les femmes qui sont les intermédiaires clés dans le circuit de vente des poissons. Elles achètent aux pêcheurs et revendent, soit aux vendeuses du marché local de Moanda, soit aux commerçants qui emportent leurs glacières vers Kinshasa (situé à 594 kms de Moanda), Matadi (242 kms) et Boma à (117 kms).

«Si nous nous mettions à vendre nous-même, nous perdriions énormément du temps», rapporte Jacques Lelo, pêcheur à Moanda. La pêche reste une affaire d'hommes, à l'exception des villages de Kimuabi où quelques femmes pratiquent sur le

La Coordination des Associations des Pêcheurs de Moanda (CAPM) est une plateforme créée depuis 2006 qui regroupe: 10 associations, 3 unions et 6 000 membres pêcheurs. Les associations membres de la CAPM ont comme mission d'aider les pêcheurs à se professionnaliser et à bien organiser la pêche. Tandis que les unions ont comme principale tâche de faciliter les associations.

fleuve «la pêche à l'escargot» avec des pirogues à pagaie. Elles excellent surtout dans la conservation des poissons: salaison et fumaison.

Le prix du poisson varie d'une période à l'autre. En période d'abondance, 1 kilo revient à 1 000 FC, tandis qu'en période de rareté, 1 kilo coûte 1500 FC à Moanda. Depuis l'installation de la chambre froide à Nsia Mfumu les prix sont stables et en, hausse, soit environ 5\$ le kilo. Dans

## Des relations ambiguës avec les sociétés pétrolières?

«la CAPM est aujourd'hui une force sur tout le littoral, puisque la plupart de ses revendications auprès des entreprises pétrolières trouvent des réponses». En effet les bateaux de ces compagnies détruisent les filets des pêcheurs et «polluent l'environnement». Leur appui aux organisations de pêcheurs par des chambres froides, permet «d'enlever» cette dette morale. Elles construisent aussi des écoles.

les supermarchés kinois, 1 kilo de poisson de Moanda coûte 10 US\$<sup>1</sup>, contre 5 à 6 US\$ à Boma et Matadi.

L'ensemble de la production de poissons peut atteindre 6 Tonnes par jour, soit 2190T par an sur le littoral, affirme Philippe Kobe, président de la CAPM. Mais, dit-il: «les difficultés ne manquent pas: il faut investir dans la formation pour améliorer les techniques de pêche, encore archaïques. Les filets sont détruits par les chalutiers car il n'y a pas de zones exclusivement réservées à la pêche. Le marché n'est pas assez sûr, il manque des réglementations en matière de pêche, des intrants de bonne qualité sur le marché local, il y a trop de taxes sur les permis de pêche.

L'acquisition de deux chambres froides, avec l'appui de l'entreprise Pétrolière française Perenco REP, permet de stocker la production et de vendre à meilleur prix au départ de la chambre froide. Cette année, la CAPM, toujours avec le soutien de Perenco, entend se doter d'une troisième chambre froide au niveau de Moanda et d'un

<sup>1</sup> En moyenne 1 US\$ équivaut 900 FC



camion frigorifique. Cette chaîne de froid devrait faciliter la commercialisation des poissons vers Boma, Matadi et Kinshasa, et augmenter les revenus des pêcheurs.

### REPAM plaide pour que les paysans aient accès aux bonnes terres

Les paysans de la province du Bas-Congo en général n'ont pas suffisamment de terres pour leurs activités agricoles. Les bonnes terres ont été accaparées par des grands groupes industriels. Ce problème est récurrent dans le Bas fleuve, au Mayombe où la Société Commerciale Agricole du Mayombe, SCAM, dispose de milliers d'hectares de terres, au détriment des villageois.

En 2009, le Regroupement des Producteurs Agricoles du Mayombe, REPAM, a réussi un plaidoyer en faveur des paysans du village de Bangola. La SCAM y avait pris toutes les terres et les paysans ne disposaient plus d'espace pour pratiquer l'agriculture et la pisciculture. La confrontation avec la SCAM a d'abord tourné en leur défaveur, affirme Jérôme Bodi, Président du REPAM. Mais quand le REPAM a impliqué les autorités provinciales, la SCAM a dû rétrocéder une trentaine d'hectares aux paysans. Les négociations ont duré plusieurs jours. Le Président du Groupe propriétaire de la SCAM, est descendu lui-même sur terrain pour voir la réalité et constaté que la concession allait jusqu'aux portes de certaines cases. Cette rétrocession de ces quelques hectares ne suffit pas aux populations qui, pour leur survie, ont de plus en plus besoin d'espaces à cultiver.



Jean Baptiste Lubamba

Jérôme BODI au bureau du REPAM

*«Se mettre ensemble pour trouver des solutions- même si celles-ci ne sont pas tout à fait satisfaisantes- nous rend plus forts.»*

Le REPAM s'est aussi engagé dans le désenclavement de certains milieux et la réhabilitation de routes, qui ont relié des villages isolés jusqu'alors. Avec des outils de fortune, les paysans ont largement contribué à la réhabilitation d'un bon tronçon de route à Vinda.

Renforcer l'esprit communautaire se conforte de plus en plus parmi les associations. Jérôme

Bodi rapporte: «L'esprit communautaire se développe quand il faut faire face aux difficultés, par exemple le manque de semences ou l'imposition des prix par des acheteurs. En 2008, les commerçants venus de Boma voulaient acheter nos oignons à 5000 FC le filet. Nous nous sommes concertés pour refuser ce prix.

- Nous ne pouvons pas l'accepter, rentrez avec votre argent. C'est nous qui proposons le prix et non l'inverse.
- Certains ont vendu malgré la consigne. Cependant, nous, qui avons résisté avons vendu les oignons à 15000 FC le filet!».

C'est ainsi qu'est né le REPAM pour soutenir un mouvement paysan fort et crédible, capable de combattre les injustices sociales. Il comprend aujourd'hui 55 associations et 1530 membres, avec pour vision, l'émergence d'une classe paysanne épanouie, dynamique et responsable, avec un niveau socio-économique élevé, qui participe activement à la gestion de la communauté dans le respect de la loi.

Des contacts sont en cours pour que REPAM et Force Paysanne du Kongo Central – FOPAKO – puissent joindre leurs forces en vue de mener des plaidoyers au niveau national et provincial. «Le rêve du REPAM est d'amener les agriculteurs à agrandir les champs, à travailler plus pour gagner plus», souligne Jérôme Bodi.

### La COCAMA organise la filière cacao, prometteuse pour les producteurs

Vers les années 1960, la SCAM a introduit la culture de cacao dans le Mayombe. Depuis, avec le temps, les populations locales s'y donnent, s'organisent et gagnent leur vie grâce à cette culture d'exportation.

Monsieur Ngoma Mbafulu Robert, président de l'Association pour le Développement Rural Intégré de Nganda Tsundi, ADERIGAS, et membre fondateur de la COCAMA témoigne. En 1995, il a mis en place son premier champ de 2 ha qui produit déjà du cacao. Son deuxième champ de 2 ha cultivé depuis 2008 produira en 2013 ou 2015. Il raconte que, grâce à son appartenance à la COCAMA, il a acheté un terrain, construit et équipé une maison recouverte de tôles; il paie les frais académiques et scolaires de son enfant à l'école

privée de la SCAM à Tshela et assure la subsistance de la famille.

La campagne de cacao s'étale de mars-avril-mai, ainsi que de septembre-décembre, avec un total d'environ 8 à 9 récoltes. La COCAMA conseille ses membres au niveau de la production, de la transformation avec un suivi sur la qualité; elle assure aussi la commercialisation. Le prix est un avantage coopératif accordé aux membres. «La COCAMA achète à 500 FC le kilo de cacao à ses membres, cite le président Mombo Phuati Russel, et donne 400 FC aux autres producteurs.»

Une camionnette 4 x 4 amène les fèves au séchoir basé à Nganda Tsundi, pour les opérations de fermentation et séchage; les stocks traités sont rassemblés au dépôt pour le conditionnement, avant d'être acheminé au port de Boma pour l'exportation. TRIAS son partenaire au développement a choisi trois ONGD locales pour l'accompagnement de la COCAMA: Le CEP pour la technicité, la SOPAM pour l'organisation et la COOPEC pour la micro-finance.

Jean Baptiste Lubamba



Président MOMBO devant la coopérative



Membres COCAMA travaillent au séchoir

### La COCAMA veut exporter elle-même pour réduire les intermédiaires

Exportations du cacao de COCAMA*	
2007	4
2008	21,5
2009	36
2010	26

\* en tonnes par an

En 2011, la COCAMA exportera elle-même son cacao et aura d'ici mai, tous les documents nécessaires pour exporter le cacao. «*Nous savons produire, nous savons traiter. Maintenant, il faut commercialiser*», souligne Mombo Phuati. La COCAMA peut facilement réaliser jusqu'à 450 T par an s'il n'y a pas des aléas climatiques et il existe encore

*des espaces pour étendre cette culture. Les membres comprennent le sens de l'union; grâce à des ateliers de formation, ils connaissent mieux les normes d'un cacao de qualité, ils savent comment produire un cacao qui sera apprécié au niveau international.*

Pour pouvoir traiter de plus grandes quantités, la COCAMA envisage de construire son propre dépôt et séchoir. Le terrain et 8500 briques sont déjà disponibles. Cela réduira également sa dépendance vis-à-vis d'autres acteurs car elle loue un séchoir et des dépôts, qui ne répondent pas aux normes exigées. Réaliser ces constructions nécessitera certes un appui financier car les bénéfices de la COCAMA (7.000 US\$ en 2008<sup>2</sup>) sont largement insuffisants.

<sup>2</sup> Les résultats pour 2009 et 2010 n'étaient pas encore connus.

«*Sur le plan technique, nous voulons revoir le calendrier de récolte pour augmenter la production jusqu'à 50 T par mois, et diversifier les marchés en augmentant les partenaires commerciaux, car pour le moment, la COCAMA dépend d'un seul client à l'exportation, Belcolade de la société belge Puratos*», explique Mombo.

La COCAMA multiplie ses actions de plaidoyer auprès de l'autorité locale pour annuler le calendrier de récolte imposé. Le cacao est un produit périssable, aussitôt mûr, il faut le récolter. «*Cela serait un crime économique de laisser pourrir les cabosses*», indique Mombo. Une deuxième revendication de la COCAMA est liée au prix imposé par l'autorité locale. Souvent, celle-ci s'entend avec les opérateurs économiques pour fixer un prix trop bas. *Ce n'est pas l'entente cordiale dans la filière et s'il y a préfinancement des producteurs, en cas de refus de remboursement, le cas relève des instances judiciaires*», affirme Mombo.

Un autre plaidoyer de la COCAMA est lié à la réduction des intermédiaires et des tracasseries administratives au niveau du processus d'exportation, car ils réduisent la marge bénéficiaire pour la coopérative et ses membres.



Visiter un champ de cacao d'un membre

## APROFEL tisse sa toile d'araignée dans la province du Bas Congo

Jean Baptiste Lubamba



Espérance Nzuzi en compagnie d'autres femmes dans son champ de maïs

L'association pour la promotion de la femme de Lukula (APROFEL) a été créée en décembre 1993 avec comme mission de départ de soutenir les jeunes filles mères abandonnées à leur sort et exposées aux MST<sup>3</sup> ainsi que les veuves et les jeunes. Au départ, elle comptait 177 membres. A partir de 1995, l'APROFEL d'Espérance Nzuzi Muaka a axé son intervention sur l'agriculture et l'élevage, la pisciculture, la couture, la formation, l'éducation, la lutte contre les violences sexuelles, l'encadrement des orphelins et des jeunes désœuvrés, l'appui à l'organisation du mouvement paysan. Sa vision: «un mouvement paysan

*solide capable de défendre les intérêts du paysan et une valorisation de la production paysanne par une commercialisation rémunératrice».*

Pour y arriver APROFEL fournit des boutures, rejets et semences de qualité, organise des champs écoles et des formations techniques, ainsi que des travaux en groupes ou communautaires, et crée des cadres de concertation pour les O.P. Actuellement APROFEL tente d'organiser la filière «huile de palme», notamment avec l'appui de SNV de la coopération néerlandaise, déclare Espérance Nzuzi.

Cette dernière a exporté sa vision dans les autres entités de la province. L'Association pour la

promotion de la femme de Moanda, APROFEM regroupe 60 membres; celle de Boma, APROFEBO, compte 80 membres avec un champ communautaire de 1 Ha. L'APROFEL a des ramifications à Kasangulu, à Luozi, à Seke Banza et Mbanza Ngungu. Partout Mme Nzuzi encourage chaque femme à avoir au moins son propre champ et une culture principale dans laquelle elle se spécialise pour avoir un bon revenu.

Mme Mado Vidi Matoko d'APROFEBO souligne la difficulté d'avoir accès à la terre: «les frais de transport sont énormes car notre champ se trouve à 28 km de Boma.»

3 Maladies Sexuellement Transmissibles

## La Force Paysanne du Kongo Central, FOPAKO est un géant aux pieds d'argile

Les associations, d'unions de paysans fourmillent dans la province du Bas-Congo, et plus particulièrement dans le district du Bas fleuve. Ces O.P., où chacun travaille de manière cloisonnée avec ses membres et ses partenaires, n'étaient pas structurées pour constituer un véritable mouvement capable de défendre les intérêts des paysans au niveau provincial voir national.

En 2007, FOPAC/Nord Kivu a organisé un atelier sur le mouvement paysan en RDC avec des délégués venus d'autres provinces, qui se donnent la mission de structurer le mouvement paysan dans leurs provinces respectives.

Espérance Nzuzi Muaka, élue vice présidente du comité de pilotage de cette structuration du

mouvement paysan au niveau national, lance un programme de sensibilisation des organisations paysannes dans les trois districts du Bas-Congo. Le but est clairement d'aboutir à un mouvement paysan fort et dynamique structurés avec des comités territoriaux et du comité provincial. En même temps, des Unions ont commencé à se

constituer autour des filières: huile de palme, manioc, miel, cacao...

De son côté, le CRONGD/Bas Congo a aussi créé un autre mouvement paysan à Tshela, dénommée la Force Paysanne du Bas-Congo, FOPAB en 2010. Comme les mêmes O.P. se retrouvaient dans les deux plateformes, un atelier d'harmonisation a été organisé du 1<sup>er</sup> au 3 septembre 2010 à Matadi, mettant ensemble la FOPAB et le comité provincial issu de l'atelier de Goma, incarné par Espérance Nzuzi. Cet atelier a abouti à la création de la Force Paysanne du Kongo Central, FOPAKO dont le comité dirigeant a reçu le mandat d'identifier d'autres O.P. importantes et de préparer l'Assemblée Générale en 2011.

Cependant, selon la présidente de la FOPAKO, ce travail est freiné par le manque de moyens pour identifier et sensibiliser les O.P. clés telles que le REPAM, la Coopérative de Cacao Mayombe, (CO-CAMA). Pourtant c'est là où se situe le défi de la FOPAKO si elle veut valablement représenter les producteurs agricoles du Kongo Central pour défendre leurs intérêts.



François Cajot

*Les producteurs agricoles du Bas-Congo disposent de plusieurs atouts (océan, proximité de Kinshasa, expérience avec cultures de rente) que n'ont pas forcément leurs collègues des autres provinces. Le grand défi de leurs O.P. est d'obtenir un appui technique professionnel et financier suffisamment consistant pour évoluer vers des organisations professionnelles efficaces qui rendent les services attendus à leurs membres et qui deviennent des partenaires crédibles dans leurs filières respectives.*

# 10. Bandundu



**Superficie: 295.658 km<sup>2</sup>**

**Habitants: 9.892.467 \***

Principales filières: manioc, maïs, riz, niébé, palmier à huile, soja, arachide, maraichage, haricot, banane plantain, cacao, pêche, pisciculture, bois, élevage bovin,

Atouts spécifiques: terres et forêts disponibles, diversité agro-écologique, route asphaltée qui relie Kikwit à Kinshasa, certaines routes de desserte agricole entretenues par comités locaux, fleuves navigables, station INERA-Kiyaka, différents projets agricoles (PAB, PARSAR, projets CTB, IIITA, ...

Autres secteurs économiques importants: commerce

Contraintes spécifiques: mévente des produits agricoles faute d'acheteurs et de moyens de transport, attribution anarchique des terres, tracasseries administratives et policières, divergence d'approche entre ONG d'accompagnement, diminution de la fertilité des sols, la maladie du Konzo\*\*\*,....

\* Ce chiffre date de 2003 (selon DSCR Bandundu)

\*\* Maladie qui paralyse de manière permanente certaines parties du corps et qui fait suite à l'intoxication par la cyanure dans les variétés amères de manioc, insuffisamment rouies, en combinaison avec une carence de vitamines due à une alimentation trop peu diversifiée

La province du Bandundu est subdivisée en 4 districts (Plateau, Maï Ndombe, Kwilo et Kwango) qui sont, à leur tour, divisés en 18 territoires et 102 chefferies ou secteurs. La province compte 2 villes: Kikwit et Bandundu (chef-lieu) qui sont partagées en 7 communes, 37 quartiers et 23 cités.



## Dans le Kwilu, malgré leurs efforts, les organisations paysannes ne se sentent pas prises en considération par les autres acteurs.

Après avoir analysé les problèmes qu'elles avaient en commun, les organisations paysannes de certains secteurs du Kwilu<sup>1</sup> se sont organisées au sein de collectifs. Depuis 1996, elles ont envisagé et mis en place plusieurs solutions:

- L'achat, le stockage et la vente des produits agricoles dans un magasin commun
- L'aménagement des routes de desserte agricole
- Des mutuelles d'épargne et de crédit
- Des centres semenciers (manioc, maïs, arachide, riz)

Constatant qu'elles étaient encore trop peu nombreuses pour influencer sur les prix des commerçants et afin de faire cesser les tracasseries policières, en 1998, les associations du territoire de Bulungu ont formé l'UNOPAB (Union des Organisations de Producteurs Agricoles de Bulungu). Récemment (fin 2009), les O.P. du Kwilu ont même créé la Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Kwilu, à l'instar des FOPAC au Kivu.

Les leaders paysans sont forcés de constater que les grands projets intervenant dans leur zone d'action ne prennent pas en considération leur structuration et leurs initiatives propres. Ils reconnaissent qu'ISCO et PARSAR travaillent avec certains de leurs multiplicateurs (en fournissant des semences de l'INERA et en reprenant les semences multipliées pour distribution aux communautés locales) mais sans jamais passer par leurs structures paysannes: ISCO a préféré

<sup>1</sup> Nous nous limitons dans ce chapitre aux O.P. du Kwilu et du Kwango

### Stanis Matia, coordinateur du PAIDECO-Kikwit:

*«La faiblesse des organisations paysannes vient du fait que, souvent, elles naissent par imitation en vue d'obtenir une aide. Il vaudrait mieux avoir peu d'organisations, bien structurées et faisant un travail efficace qu'une multitude d'organisations plutôt «bidon» qui ne rendent aucun service aux paysans».*

mettre en place des Comités Villageois de Développement (CVD) qui doivent coordonner toutes les actions du village, tandis que pour PARSAR, ce sont des Organisations Semencières Villageoises (OSV). Il en est de même pour le SENASEM, qui a bien identifié un des leaders paysans multiplicateurs pour siéger dans le COPROSEM<sup>2</sup> mais ce leader y est considéré comme individu et non comme délégué des organisations paysannes.

D'autre part, depuis que la CTB a mis en place des CLER (Comité Local d'Entretien des Routes), payés pour leurs travaux d'entretien, les O.P. de base qui accomplissaient ce travail bénévolement ont été découragées. Sophie Mukulu, présidente de la FOPAK (Kwilu) se demande d'ailleurs: «Que deviendront ces routes une fois que l'argent du projet PREPICO sera épuisé?»

Les leaders paysans du Kwilu se sentent ainsi délaissés: ils constatent qu'ISCO donne beaucoup d'appui au Minagri et aux CARG mais ne voient rien arriver en retour. Pour faire venir un

<sup>2</sup> Conseil Provincial Semencier

monagri, les paysans doivent encore et toujours cotiser comme dans le passé.

Etant donné que les problèmes de commercialisation persistent, depuis 2010, les O.P. du Kwilu optent désormais pour la spécialisation et choisissent les filières où ce type de problèmes se présente moins. Il s'agit principalement de la pisciculture, du maraichage, du palmier à huile et de l'aviculture. Chaque collectif d'O.P. a développé un plan d'action pour concrétiser ses spécialisations.

### Luc Ivongono, gérant d'une entreprise de transport à Kikwit:

*«Nous faisons surtout le transport du manioc, du maïs, de l'arachide et de l'huile de palme sur la route Kikwit – Kinshasa. Il n'y a que peu de commerçants qui nous louent. Nous n'avons jamais été abordés par des Organisations Paysannes. Je ne pense pas qu'elles aient suffisamment de produits. Les paysans ne sont-ils pas devenus des cantonniers à cause de l'argent?»*



Alain Huart

## Des Comités Villageois de Développement pour inclure le maximum de personnes

**Un des grands projets agricoles dans cette province est le Projet de développement Agricole du Bandundu (PAB), financé par l'Union Européenne et exécuté par l'ONG italienne ISCO. Son Chef de programme, Marc Rodriguez, travaille au Bandundu depuis de longues années. Il fait le point sur la situation avec nous.**

**AFAFO: Est-ce que vous constatez de grandes différences entre les organisations paysannes des différents districts du Bandundu? Si oui, lesquelles? La densité de population joue certainement un rôle important?**

MR: Nous travaillons dans tout le Plateau, tout le Kwango, Inongo et Kutu dans le Maï Ndombe, Bulungu, Bagata et Masi-manimba du Kwilu. Le niveau d'organisation était à peu près nul un peu partout avant notre arrivée. Il y avait des ONG ici et là, ce qui veut dire essentiellement des démarches individuelles d'organisation. C'était encore plus vrai dans le Kwilu qu'ailleurs et ce, du fait des appels d'air créés par l'UE et la CTB au début des années 2000 dans le sillage des projets d'entretien routiers (contrats au km grassement rémunérés). Par contre, dans le Maï Ndombe, il y avait de beaux restes par rapport aux dynamiques d'organisation lancées par IRM dans les années 2004/2005. Je ne conclurais donc pas que la densité de population change significativement les données du problème.

**AFAFO: Dans votre démarche d'intervention, vous avez opté pour la création de comités villageois de développement, plutôt que de travailler directement avec des O.P. qui existaient déjà dans les différents villages. Quelles étaient les principales**

**raisons qui vous avaient poussé à faire ce choix?**

MR: Les OP que nous avons trouvées en place étaient des initiatives individuelles non inclusives et, de ce fait, exclusives. Notre stratégie était inclusive dans le sens où nos interventions concernaient au départ l'entretien des routes et, donc, une action d'intérêt collectif. D'autre part, les moyens dont nous disposions ne nous permettaient pas de gratifier suffisamment des cantonniers ou des entreprises de cantonnement, ce que les OP sont toujours prêtes à devenir. Il nous fallait donc trouver des acteurs susceptibles de représenter effectivement l'intérêt collectif. Même si, de fait, à l'intérieur d'une CVD tout le monde n'est pas prêt à mettre la main à la pâte gratuitement. Toutefois, il y a en principe une prise en charge

collective. Chacun peut se trouver impliqué s'il le désire. Chacun peut faire valoir le fait qu'il travaille pour l'intérêt commun, en partie gratuitement, à ses propres yeux et aux yeux des autres.

**AFAFO: Votre programme au Bandundu a une grande vocation agricole: multiplication des semences, vulgarisation agricole, stockage, commercialisation des produits. Vous avez préféré passer par des comités à caractère communautaire (plutôt que spécifiquement agricoles). Ne craignez-vous pas que les priorités des CVD (ou les décisions qu'ils prennent quant à la mise en œuvre de ces priorités) ne soient pas suffisamment orientées vers les agriculteurs de métier?**

MR: Tout le monde est agriculteur de métier au Bandundu, laissez-moi vous le dire, à 80 %. C'est la base de la vie, des revenus, de tout. Avec la pêche naturellement. De plus, dans les CVD, les OP professionnelles, comme nous les appelons, ont une place de choix: elles se retrouvent de droit dans les AG et généralement leurs leaders sont aussi leaders des CVD. Il ne faut pas oublier que les communautés villageoises sont petites dans le

### La distribution des boutures de manioc dans le Kwilu est un succès<sup>x</sup>

80 ha de parcs à bois (saison A/2009) dans les territoires de Bulungu, Masi-manimba, Bagata et Kenge, avec des associations locales, CVD ou des privés, contractualisés et rémunérés par le PAB. L'Opération en faveur des variétés améliorées suscite un grand enthousiasme chez la population. Dans certains villages, les bénéficiaires ont même «pillé» des boutures par crainte de ne pas être servis et plusieurs mamans ont ramassé les débris de boutures tombés sous les camions de transport après la distribution.

Rendement à l'ha: variété Disanka (38,3 t/ha), Nsasi (32,7 t/ha), Butamu (30,2 t/ha)

<sup>x</sup>Extrait d'un rapport technique d'ISCO

Hypolite Kapay de Land Resource Best\* parle des faiblesses des plateformes villageoises (O.S.V.)\*\* promues par le PARSAR et du financement de la Banque Africaine de Développement (BAD):

- Il n'y a pas de transparence entre dirigeants (égoïsme)
- Le président est souvent une personne influente au sein du village
- Lors de la création d'une OSV, ce sont les notables du village qui se mettent en avant
- Parfois, une des organisations membres dominante est créée par les commerçants
- Parfois, les paysans sont exclus de la gestion
- Esprit attentiste des personnes
- Les femmes sont largement minoritaires

Il doute de la durabilité des OSV une fois le projet terminé car elles dépendent trop du PARSAR/BAD

\* ONG canado-malgache qui exécute le programme de renforcement des capacités des O.P. concernées par le PASAR

\*\* Organisation Semencière Villageoise

Bandundu, comme les villages. Chacun veut profiter des opportunités lorsqu'elles se présentent et qu'elles sont consistantes. Les CVD n'y font pas obstacle.

**AFAFO: Vous avez mis en place un dispositif important pour l'évacuation des produits agricoles du Bandundu vers Kinshasa, l'asphaltage de la route nationale a été très utile de ce point de vue. Quel est le bilan de cette opération aujourd'hui? Quelles en sont les retombées sur la production agricole? Est-ce que, grâce aux meilleurs prix, les producteurs élargissent leurs champs, utilisent de semences sélectionnées pour produire beaucoup plus et augmentent ainsi leurs revenus? Avez-vous des chiffres qui montrent cette augmentation dans les différents districts/territoires?**

MR: Je dois reconnaître que nous n'avons pas de chiffres. Mais tout d'abord, relativisons l'impact de notre action. Nous avons transporté l'année dernière 1800 tonnes de produits agricoles par

la route. C'est l'équivalent de 6 jours de trafic Bandundu – Kinshasa sur la nationale 1. Un peu moins de 3%. Il est vrai que cet effort est concentré et que nous représentons peut-être la moitié (sinon davantage) des exportations de Popo et de Kasongo-lunda. Mais nous n'avons pas d'enquête sérieuse qui permette de restituer l'image d'un impact, je suis obligé de le reconnaître. Nous sommes en train de mettre en place une enquête statistique avec le Minagri qui permettra de dresser une situation de référence et peut être, dans un deuxième temps, d'y voir plus clair. Par ailleurs, il faudrait une longue analyse pour répondre à votre question. L'effet d'augmentation d'une production dépend de facteurs multiples dont la capacité d'évacuation ne constitue qu'un élément.

**AFAFO: Comment concevez-vous la durabilité des structures mises en place pour accompagner les producteurs et pour commercialiser la production agricole? Quelles sont les mesures**



Alain Huart

Manioc la culture principale au Kwilu et Kwango

**d'accompagnement que vous avez prises pour leur permettre d'acquérir une autonomie au-delà de la durée du projet?**

MR: Notre orientation centrale est de faire en sorte que ces structures soient avant tout des structures commerciales, organisées en réseaux avec, au centre, une structure de service très entrepreneuriale. C'est là notre stratégie.

**AFAFO: A partir de vos expériences au Bandundu, quels conseils prodigueriez-vous aux leaders paysans des autres provinces?**

MR: Je leur recommanderais d'être sérieux, honnêtes, ouverts et persévérants: la route est



séchage de maïs

longue mais elle n'est pas semée que d'embuches. Des progrès énormes sont possibles et, dans un sens, c'est une chance qu'ils ont par opposition à d'autres lieux où ces progrès ont déjà été en grande partie accomplis. Ici, tout reste à faire. Deuxième conseil: il faut se distinguer des

ONG intermédiaires et revendiquer fortement cette différence. Une organisation qui représente quelques personnes n'a rien à voir avec telle autre qui en représente des milliers. En RDC actuellement, on ne fait guère la différence. Troisième conseil: investir le champ commercial et



le chikwange (pâte de manioc) facile à transporter

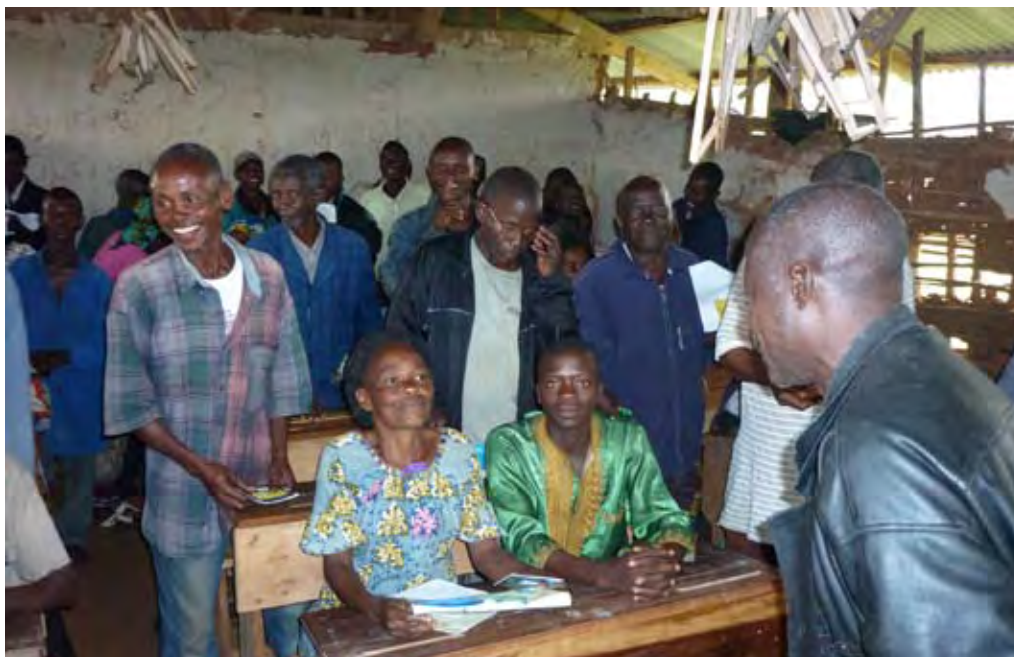
entrepreneurial. Le secteur privé a, hélas, prouvé qu'il n'était pas capable de l'occuper durablement mais seulement de manière très sporadique, sans grande continuité. Or, cette continuité est fondamentale.

## A Kenge: une structuration paysanne encore à ses débuts

**Le territoire de Kenge semble disposer de plusieurs atouts: terres agricoles disponibles et Kinshasa, avec plusieurs millions de bouches à nourrir, ne se trouvent qu'à quelques heures grâce à la route nationale 1 asphaltée. Cependant, le mouvement paysan de Kenge est encore faiblement organisé: on y trouve des fermiers et des paysans.**

Richard Sefu, grand éleveur de bovins, président du Collectif des Associations des Fermiers et Eleveurs de Kenge (CAFEK), et point focal du CRONGD et du CARG, constitue, en quelque sorte, le pivot du mouvement paysan de Kenge. Il possède deux fermes, l'une dans le Kwilu et l'autre dans le Kwango (à 35 km de Kenge avec

une quarantaine de têtes de bovins). Il essaie de combiner, tant bien que mal, son travail d'animateur avec celui d'éleveur. Selon Richard, le CAFEK qui avait existé sous la forme d'AEK (Association des fermiers et éleveurs de Kenge) depuis 1995, a été créé le 24 juin 2002 suite à des tracasseries causées par les services étatiques et suite au



Les paysans et paysannes de l'association SIMBA

pillage du cheptel des éleveurs lors de l'entrée de l'AFDL. Il regroupe une douzaine d'associations<sup>3</sup> de fermiers et d'éleveurs venant des 5 secteurs qui composent le territoire de Kenge. Bien que la défense des intérêts des fermiers constitue une fonction importante du Collectif, ses expériences se situent surtout dans la réhabilitation socio-économique à travers de petits projets qu'il a exécutés pour différents partenaires: réhabilitation des routes de desserte agricole avec la CTB, distribution des intrants agricoles (FAO), encadrement des ex-combattants voulant s'investir dans la pêche, l'agriculture et l'élevage, mise en place de centres de multiplication des semences (piscicoles et agricoles avec manioc, etc.) et différentes formations et actions de sensibilisation notamment autour des élections.

Par rapport aux principaux intérêts des éleveurs, Richard est clair: «*La sur-taxation les décourage: «200 US\$/an pour les services de l'environnement, peu importe le nombre d'animaux. Ensuite, il y a la taxe de secteur de 5 à 20.000 FC sous forme de carte de planteur ou d'éleveur; puis, les éleveurs ont d'énormes problèmes pour trouver des produits vétérinaires de qualité (la plupart des produits pour traiter les animaux sont 'piratés' et donc de qualité douteuse)*».

Les paysannes et paysans du village de Kasamba, regroupés dans l'association SIMBA, précisent la différence entre un fermier (qu'il soit éleveur, pisciculteur ou planteur) et un paysan: *le premier a sa propre concession bien délimitée, qui se situe à une certaine distance des villages. Il s'agit d'un entrepreneur avec des employés, qui paie une taxe sur sa concession, alors que le paysan, quant à*

3 Chaque association compte entre 10 et 30 membres



Richard Sefu parmi ses animaux

*lui, cultive sur une parcelle communautaire, il vit dans le village et ne paie seulement que sa Contribution Personnelle Minimum (CPM). Les paysans ne peuvent pas avoir de gros bétail car cela poserait des problèmes (d'espace/de destruction des champs) dans le village.*

L'association SIMBA comprend une section «hommes» et une section «femmes». Ces dernières cultivent chacune un champ communautaire pour l'association. Les membres ont aussi leurs petits champs individuels. Ils ne rencontrent pas de difficultés de vente grâce à leur proximité de la RN 1. Les commerçants viennent au village et font les commandes de maïs, d'arachide, de manioc, etc. Le maïs frais se vend au bord de la route aux voyageurs qui passent.

## La pisciculture, une filière qui inspire les fermiers de Kenge

Kindeki Omer, opérateur économique de longue date, a réuni les autres fermiers pisciculteurs de l'axe Gabya (Ngoyi, Kabambu, Kipulu, Bazola, Nzeno, Mawusu, Misemu, Kisenga, Mambote et Kiyoyo). Certains sont encore des fonctionnaires, d'autres sont déjà retraités. Ils ont chacun plusieurs étangs dont la superficie varie de 100 m<sup>2</sup> à 500 m<sup>2</sup>. Ils ne sont pas encore organisés mais ils y pensent et échangent sur leur spéculation.

### Les avantages de la pisciculture par rapport à l'élevage bovin:

- Avec 6 étangs, les revenus sont réguliers: chaque mois, un étang est vidé, ce qui permet de récolter entre 1 et 3 fûts de poissons que l'on peut vendre mais aussi consommer. Au bout du 7<sup>ème</sup> mois, le 1<sup>er</sup> étang peut de nouveau être vidé (car la croissance dure 6 mois);
- Contrairement aux autres animaux, les poissons ne souffrent pas de maladies.

### Les problèmes principaux:

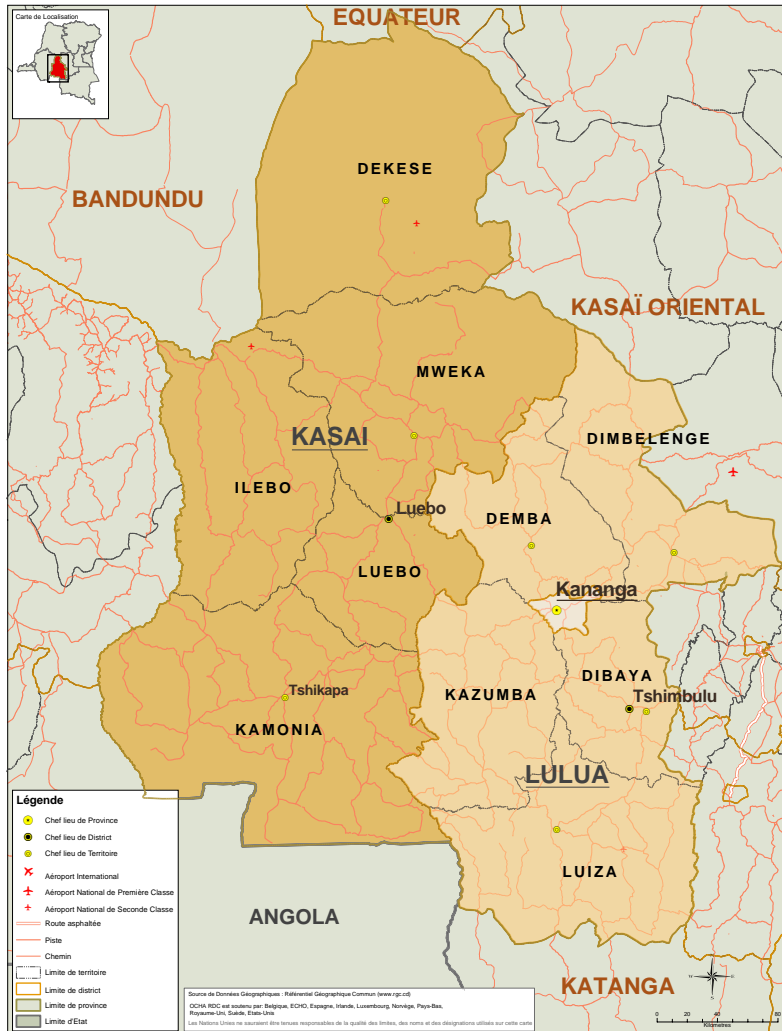
- La dégénération des poissons par manque d'accès à de nouveaux alevins (inceste);
- Pas de maîtrise de l'alimentation des poissons car on ne connaît pas les quantités nécessaires à chacune des espèces élevées (actuellement testé: le Nkongosika, un poisson de rivière);
- Même s'il n'y a actuellement pas de problèmes de vente, il vaut mieux prévoir une petite chambre froide qui peut préserver les poissons pendant 2 à 3 jours.

*Les efforts de structuration et de développement économique menés par les O.P. semblent stagner et ne sont pas pris au sérieux par les grands programmes de développement agricole qui opèrent dans la province du Bandundu. En outre, ceux qui exécutent ces programmes utilisent parfois des approches différentes (exemple dans l'entretien des routes, voir CLER de CTB <-> CVD de ISCO). Le Conseil Consultatif Provincial et les CARG, très appréciés et appuyés par ISCO, devraient jouer un rôle de coordination et d'harmonisation des efforts venant des différents*

*intervenants. Malheureusement, les autorités provinciales ne prennent pas encore très au sérieux ces structures, qui, par ailleurs, manquent encore d'un statut juridique. De leur côté, les organisations paysannes ne disposent pas encore de capacités pour influencer ni les autorités, ni les grands programmes agricoles. Tels sont donc les défis pour de nouveaux intervenants: réunir les différents acteurs du secteur agricole et répartir les rôles de manière fonctionnelle (rôles syndical, technique, économique, social) afin d'assurer un développement durable.*



# 11. Kasai Occidental



**Superficie: 154.741 km<sup>2</sup>**

**Habitants: 4.300.000\***

Principales filières: manioc, maïs, riz, arachide, bois, café, palmier à huile, niébé, taro, haricot, voandzou

Atouts spécifiques: terres agricoles et forêts disponibles, voie navigable d'Ilebo jusqu'à Kinshasa, chemin de fer mais peu fonctionnel, paysans organisés et structurés en association.

Autres secteurs économiques importants: exploitation minière artisanale d'or et diamant, transformation.

Contraintes spécifiques: routes fortement dégradées, trains SNCC très irréguliers, insuffisance d'intrants agricoles et de pêche, mauvaise gestion ou exploitation illégale des ressources naturelles, taxes illégales, ...

\* Ce chiffre date de 2005 selon le PNUD (Kasai Occidental – Profil résumé Pauvreté et Conditions de vie des ménages – Mars 2009)

La province du Kasai Occidental est subdivisée en 2 districts: Kasai et Lulua, qui comprennent 10 territoires et qui à leur tour sont composés de 53 secteurs ou chefferies. La province compte 2 villes: Tshikapa et Kananga (chef lieu), qui comprennent 10 communes et 64 quartiers.



## Les Organisations Paysannes commencent à se structurer

La province du Kasai Occidental est une province rurale dont les deux principales activités économiques sont l'agriculture et l'exploitation minière artisanale. Le mouvement paysan y est encore faiblement organisé. Grâce à l'antenne d'INADES Formation à Kananga, nous vous présentons ci-après deux unions paysannes: l'Union pour la Production Agricole et la Commercialisation (UPACO), qui s'occupe essentiellement du maïs dans le territoire de Mweka (District Kasai), et l'Union des Producteurs du Riz pour le Développement de Dibanda (PRORIDI) dans le territoire de Dibanda (District Lulua).

### Les producteurs de maïs

L'Union pour la Production Agricole et la Commercialisation (UPACO) comprend 38 organisations paysannes de base, avec au total 1200 membres dont 450 femmes. Son siège se trouve à Kakenge, dans le territoire de Mweka, 180 km au nord de Kananga. La filière principale sur laquelle travaille l'UPACO et ses membres est le maïs.

A travers ses O.P. membres, l'union a facilité l'augmentation de la production. Elle est notamment intervenue dans la sensibilisation et la vulgarisation agricole, puis dans le suivi des champs. Les semences, produites par les membres eux-mêmes, sont bien triées et soigneusement gardées pour la saison suivante.

Pour la commercialisation du maïs, le comité de commercialisation a pu louer des wagons de la Société Nationale de Chemin de Fer du Congo

(SNCC) pour acheminer 120<sup>1</sup> tonnes de maïs sur la ville de Kananga. Le maïs y a été vendu au détail aux consommateurs par ce même comité de commercialisation mis en place par l'union.

Le reste de la production, 300 tonnes en 2010, a été vendu localement par les paysans eux-mêmes.

Cette opération a permis aux producteurs d'obtenir un meilleur prix pour leur maïs, ce qui leur permet d'investir dans leur exploitation agricole (augmentation de la superficie, location de la main-d'œuvre, achat des intrants) mais aussi de satisfaire d'autres besoins: scolarité des enfants, amélioration de l'habitat,

Les problèmes rencontrés lors de la commercialisation sont encore multiples: les trains de la SNCC sont très irréguliers, le stockage du maïs dans les différentes O.P. ainsi qu'au niveau de l'Union pose problème. L'année passée, le maïs a été stocké dans des dépôts en matériaux locaux. Au niveau des OP de base et à l'Union, on le garde dans des dépôts loués à des commerçants.

L'Assemblée Générale de l'Union ayant eu lieu fin février 2011 a débattu de ces problèmes et a décidé de réunir des cotisations de chaque O.P. de base (30 US\$/par O.P.) afin d'acheter un petit camion pour évacuer le maïs des différents O.P. de base.

<sup>1</sup> Cette opération a été préfinancée grâce à une aide du programme ANE de l'Union Européenne, cette aide constitue maintenant un fonds de roulement pour la commercialisation l'année prochaine.



La vente du maïs à Kananga



Stockage du maïs dans un grenier associatif



Un des tres rares trains de la SNCC

## Les riziculteurs

L'Union des Producteurs du Riz pour le Développement de Dibanda (UPRORIDI) regroupe 774 riziculteurs dont 280 femmes. De création récente, son Assemblée Constitutive a eu lieu au mois de décembre 2010. Son siège se trouve à Bunkonde, à 75 km au sud-est de Kananga.

Pour augmenter la production de ses membres, l'Union a introduit la variété IRAT 112, obtenue d'une OP appuyée par Caritas<sup>2</sup>. Cette variété permet d'avoir au moins 2 sinon 3 récoltes par an grâce à son cycle végétatif court. Il y a plusieurs

2 A travers son projet de sécurité alimentaire

variétés locales, avec des noms en langue locale. Le rendement d'IRAT 112 est de 1200 kg/ha, tandis que les variétés locales produisent en moyenne 700kg/ha.

En 2010, l'Union a produit 312 tonnes de riz de variétés locales et 3,5 tonnes d'IRAT 112. Ces



Bureau Fonsdev Bitanda

dernières ont été redistribuées à d'autres O.P. de base pour une nouvelle multiplication. Pour la nouvelle saison, la superficie de riz a été augmentée et dépasse maintenant les 400 ha, dont 10 ha pour la variété IRAT 112.

Les principaux problèmes que rencontre l'UPRORIDI sont similaires à ceux de l'UPACO, des problèmes de stockage et de transport, mais s'y ajoute la quasi absence de décortiqueuses à riz. Or le riz blanc rapporte beaucoup plus aux producteurs que le paddy.

Pour l'avenir, les membres d'UPRORIDI envisagent de créer une coopérative qui s'occupera spécifiquement des activités commerciales, telles que la transformation et la commercialisation, mais aussi de l'approvisionnement en intrants. L'union continuera à s'occuper de la production (conseils agricoles) et de la défense des intérêts des producteurs.

## Fonsdev Bitanda

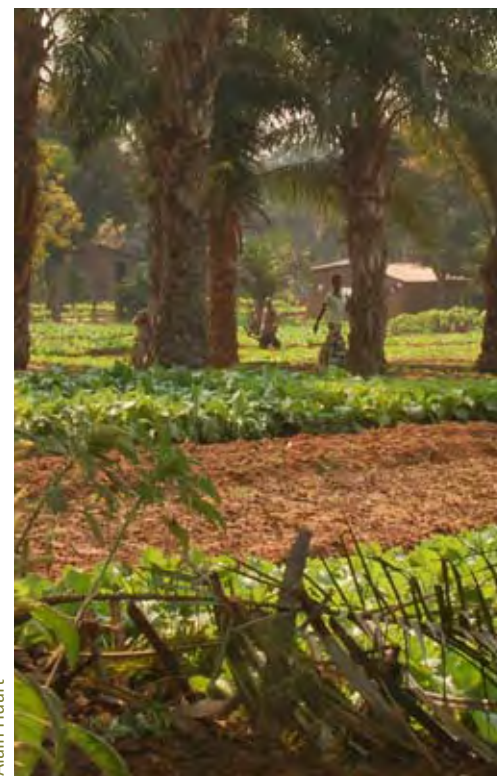
Avec l'appui d'INADES-Formation, l'Union paysanne Action Dikoleyayi de Tshikula, a créé depuis juin 2006 un Fonds de Solidarité pour le Développement (Fonsdev) de Bitanda. Son siège se trouve à Ilunga Mutombo, dans le secteur Dibanda, en territoire de Dibaya (Lulua) à 90 km de Kananga. Il compte actuellement 425 membres dont 105 femmes.

Il dispose de son propre bureau, construit<sup>3</sup> en matériaux durables et équipé avec un solide coffre-fort.

Fin 2010, le Fonsdev Bitanda avait mobilisé un total de 10.401 US\$ dont près de 5850 US\$ sous forme de parts sociales (appelées épargnes solidaires au sein des Fonsdev). Ces dernières constituent donc plus de 50% des épargnes, montrant clairement les difficultés de ce Fonsdev à mobiliser les épargnes des agriculteurs. Jusqu'à fin 2010, près de 110.000 US\$ ont été accordés à environ 100 clients. Le Fonsdev a commencé à donner des crédits dès la première année, à partir des épargnes déposées par les membres.

Les problèmes de faible mobilisation des épargnes, due aux très bas revenus de la population paysanne et au nombre limité d'adhésions, ont pour conséquence que le Fonsdev n'arrive pas à satisfaire toutes les demandes de crédits de ses membres. Le Fonsdev est en outre, une institution de micro-finance (IMF) qui n'a pas encore été agréée par la Banque Centrale du Congo, l'institution de tutelle des IMF.

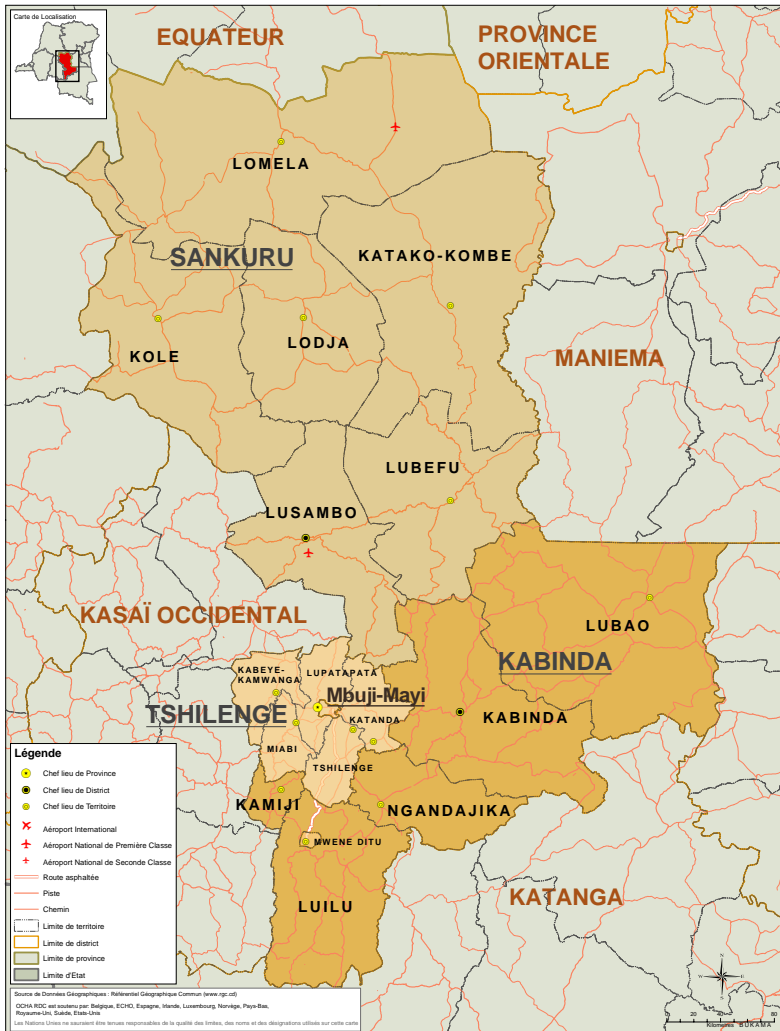
<sup>3</sup> Avec un appui financier de Broederlijk Delen (ONG belge)



Alain Huart

*Ces quelques exemples montrent une fois de plus le potentiel des organisations paysannes. Une fois structurées à différents niveaux elles assurent un nombre de fonctions qui permettent aux producteurs membres d'augmenter considérablement leur production et leurs revenus, grâce à des marchés rémunérateurs.*

# 12. Kasai Oriental



**Superficie: 173.110 km<sup>2</sup>**

**Habitants: +4.800.000 (PNUD 2009)**

Principales filières: maïs, manioc, arachides, niébé, soja, palmier à huile.

Atouts spécifiques du Kasai Oriental: terres agricoles disponibles, INERA – Ngandajika, traction bovine, exode urbain, financement de la recherche agricole et de la production semencière par la coopération belge, ...

Autres secteurs économiques importants: mines de diamant, ...

Contraintes spécifiques: enclavement de la province, majorité des routes en mauvaise état, tracasseries administratives et policières, conflits terriens, manque de crédit agricole, baisse de la fertilité des sols, peu d'appui des ONG internationales dans le secteur agricole

...

Administrativement, le Kasai Oriental compte deux villes (Mbuji-Mayi et Mwene Ditu) formées de 8 communes et 91 quartiers, et 3 districts (Sankuru, Kabinda et Tshilenge) subdivisés en 16 territoires et 93 secteurs/chefferies.



## L'enclavement et le coût des intrants empêchent les paysans du Kasai (savanes et forêts) de valoriser leurs productions agricoles

Le Kasai Oriental dispose d'importants bassins de production agricole, aussi bien en zone forestière (Sankuru et Lubao) qu'en zone de savane. Toutefois, les agriculteurs n'arrivent ni à augmenter leurs productions, ni à accéder à des marchés rémunérateurs.

### *Quelles sont les causes de ces freins?*

Tout d'abord le coût trop élevé des intrants agricoles: un sac d'engrais de 50 kg, qui coûte 35\$ à Lubumbashi, revient à 100 US\$ en milieu rural au Kasai. Ensuite l'enclavement, lié au mauvais état des routes et au non-fonctionnement de la société nationale ferroviaire. Il est très difficile en effet pour les producteurs d'évacuer leur production jusqu'à Mbuji-Mayi et de trouver un prix rémunérateur sur d'autres marchés encore plus lointains, comme Lubumbashi (accessible autrefois avec la SNCC).

En conséquence, les commerçants de Mbuji-Mayi importent annuellement des milliers de tonnes de farine de maïs zambien et zimbabwéen; ils disent que cela leur revient moins cher que d'aller chercher le maïs congolais en brousse.

La CTB, PRESAR/BAD, Caritas ont réhabilité des routes et des bacs. lorsque le travail est achevé et que la gestion est transférée à l'Etat, l'entretien ne se fait plus et les routes deviennent de nouveau impraticables, surtout en saison pluvieuse, et les bacs tombent en panne. Le Fonds National pour l'Entretien des Routes (FONER), alimenté par les taxes sur les carburants, devrait appuyer

financièrement les Comités Locaux d'Entretien des Routes (CLER) mais il ne le fait pas. Un technicien de l'entretien routier rapporte: «L'idée que ces comités s'autofinancent par des activités génératrices de revenus n'est pas réaliste si l'entretien d'un seul km de route leur coûte mensuellement 100 €». Le délégué de la FEC stigmatise l'Etat: «la volonté politique ne suit pas les considérations économiques; les cadres dans les sociétés d'Etat sont nommés pour protéger les intérêts des hommes politiques et pas ceux de la population, ce qui entretient la corruption».

Un chef de projet résume: «Le pouvoir admet que l'Agriculture est la priorité des priorités, mais on ne voit aucune mesure ou mécanisme d'accompagnement».

*Il faut investir dans des infrastructures de base: routes et marchés.*

*Il faut favoriser l'installation d'institutions financières.*

*il faut exonérer les intrants et matériels agricoles. Cela ne sert à rien de dire aux gens de produire plus si on ne développe pas parallèlement les moyens d'évacuer leur production vers les marchés».*



## La traction bovine permet le labour d'un hectare à 20\$ contre 120\$ avec un tracteur

En 1978, le Diocèse<sup>1</sup> de Mbuji-Mayi décida d'introduire au Kasai la traction bovine. Les pillages de 1997 la freinèrent, mais aujourd'hui Jean-François Ndiadia – Lukusa – président de l'Union des O.P. du Secteur de Ngandajika – et Wesley Mpoyi – chargé d'élevage de l'Union des Planteurs de Kalenda Kashile (UPKKA) à Tshilenge – affirment qu'augmenter le nombre de paires des bœufs de trait constitue la priorité des priorités pour leur Union respective.

En effet, en utilisant ce type de traction, les membres augmentent à peu de frais la superficie cultivée: le coût d'un labour par des bœufs de trait revient à 5000 FC pour un ¼ d'ha alors que le tracteur du CARG revient à 120 US\$<sup>2</sup> l'ha. Aussi, quasi tous les membres des O.P. utilisent cette technique.

«La traction bovine constitue la forme de mécanisation la plus accessible pour l'agriculture familiale; le climat et le sol conviennent parfaitement aux animaux, il y a suffisamment de pâturages, les superficies à labourer (3 à 4 ha) ne sont pas trop grandes pour les bœufs, et les animaux sont plus faciles à gérer et à entretenir au niveau des O.P. que les tracteurs dont le gasoil et les pièces de rechange coûtent chers.» rapporte Jean Lukusa, coordonnateur de l'AIDN.



Le projet PRESAR/BAD appuie l'AIDN qui vient d'acquérir des équipements électriques pour augmenter la capacité de production de l'atelier. La capacité actuelle annuelle est déjà de 95 charrues, 48 charrettes, 92 herses, 45 sarcleuses, 48 buteuses, 240 jougs, et 3600 attelles. Un nouveau groupe électrogène va renforcer bientôt cette capacité.

### *Maximaliser la traction bovine nécessite des fonds de crédit!*

L'AIDN (Action Intégrée pour le Développement de Ngandajika) et l'UPPEKOR (Union des Plateformes de Planteurs et Eleveurs du Kasai Oriental) sont deux O.P. très impliquées dans la traction bovine. Elles disposent de centres de dressage où les nouveaux bœufs sont entraînés aux travaux de trait. Selon Jean Lukusa, 78 paires sont actuellement opérationnelles.

Une paire de bœufs avec équipement de trait revient à 2400 US\$. Cet investissement est difficile à consentir sans crédit pour les O.P. Autrefois, l'AIDN disposait d'un fonds de crédit qui lui permettait d'octroyer les bœufs et l'équipement à crédit. L'O.P. remboursait alors le prêt sans intérêt et sur une période de 3 à 4 saisons culturales.

### *La traction bovine génère des métiers durables au sein des O.P: dressage, ateliers et soins vétérinaires!*

L'AIDN forme également des maîtres dresseurs provenant de différents territoires et dispose d'un atelier de fabrication du matériel de trait. Elle a aussi mis en place un système de soins vétérinaires pour les animaux de trait.

Tshisuaka Luaba, vétérinaire de l'AIDN, estime le prix payé par les propriétaires de bœufs pour les soins préventifs à 30\$ par an et par paire. Le suivi vétérinaire comprend la visite des bœufs deux fois par an, au début de chaque saison culturale. En cas de maladie, le coût dépend des services/médicaments fournis. Tshisuaka relève le coût élevé des produits vétérinaires et signale que la cotisation annuelle ne prend pas en charge son salaire.

<sup>1</sup> Avec l'appui de COOPIBO depuis lors fusionné avec Vredeseilanden

<sup>2</sup> Actuellement 1 US\$ = 900 FC

## Multiplier les semences: une entreprise rentable pour l'APESKO?

Au Kasai Oriental, le secteur semencier dispose de l'appui de plusieurs intervenants: PRESAR/BAD, FAO, Caritas, Coopération belge, INERA, SENASEM.... Avec le soutien de ces partenaires techniques et financiers les agri-multiplicateurs s'organisent au sein de l'Association des Producteurs de Semences du Kasai Oriental (APESKO) pour mieux défendre leurs intérêts spécifiques.



Le SENASEM, a mis en place un Conseil Provincial de Semences qui regroupe tous les acteurs concernés et qui a pour tâches:

- d'examiner périodiquement les problèmes du secteur.
- d'organiser la commercialisation des semences.
- de faire la promotion des semences améliorées.

Jean Pierre Kalonji, Coordonnateur du SENASEM, dirige le Projet d'appui au Secteur semencier à Mbuji-Mayi et insiste sur le sérieux nécessaire pour bien organiser une filière semencière.

A entendre certains responsables d'organisations paysannes, impliquées dans la multiplication de semences, l'avenir semble moins rose que ne laisse croire le SENASEM. Jusqu'il y a peu, les organisations impliquées dans l'aide d'urgence et la réhabilitation (FAO, PRESAR, COPI) achetaient les semences à 1,5 ou 2\$ le kilo. Mais aujourd'hui, leurs commandes se raréfient. Avec l'arrêt probable des aides d'urgence, ce maigre marché semble compromis pour les multiplicateurs.

Où et à qui vendre désormais? Les multiplicateurs achètent les semences de base à l'INERA au prix de 2\$ le kilo. Ce qui est en dessous du prix de revient selon Olivier Mulamba, directeur de l'INERA. Jean Lukusa de l'AIDN et Edmond Kikudi de l'Union pour le Développement Familial (UDF) disent qu'ils ont du mal à trouver des acheteurs et les paysans, producteurs de maïs de consommation, habitués par la FAO à des semences gratuites, ne sont pas encore convaincus qu'acheter des semences de maïs à 1,5\$/kg constitue une bonne affaire. La MEKA<sup>3</sup> de ± 3kg de maïs de consommation se vend au prix de 0,5\$, ce qui rend difficile l'achat de semences améliorées.

Les efforts accrus de l'INERA pour trouver de nouvelles semences encore plus productives et correspondants aux différentes zones agro-écologiques constituent une partie de la solution.

En conclusion, il s'avère urgent que les organisations paysannes réfléchissent avec le COPROSEM sur des solutions durables pour rendre la semence accessible au meilleur prix.

<sup>3</sup> Mesure kasaienne

## Préserver les semences de qualité par un bon stockage!

Ngoyi-Kalembue-Lozi, 28 ans et père de 5 enfants, président de l'organisation paysanne du village Bena-Mpanda, est multiplicateur de semences de maïs. Selon lui, les semences sélectionnées donnent un bon rendement à l'ha. A part les rats de roseaux qui parfois rongent et font tomber les tiges de maïs, c'est plutôt le stockage des semences qui pose problème: il y a d'abord les charançons qui s'introduisent dans le stock si on ne traite pas les semences correctement. Ensuite, le risque des feux de brousse, puisque le magasin de stockage est en paille. L'année passée toute la récolte de semences a été détruite par le feu. Heureusement que la vente des fruits de son champ d'ananas a compensé quelque peu les pertes subies.



## Comment augmenter le prix de vente des produits agricoles?

Récolter des produits agricoles est une chose, les vendre à un prix rémunérateur en est une autre. Comme les routes deviennent impraticables en saison de pluies, les commerçants ne s'y hasardent plus pour acheter des produits agricoles. Les petits producteurs qui ont urgemment besoin d'argent sont donc obligés d'accepter les prix dérisoires que leur offrent les petits commerçants. Pour augmenter le prix de vente au profit des producteurs, les organisations paysannes comme l'Union Paysanne pour l'Agriculture Durable (UPAD) à Kabinda, et l'Union des Plateformes de Planteurs et Eleveurs du Kasai Oriental (UPPEKOR) à Mbuji-Mayi ont développé des stratégies:

1. développer l'épargne et le crédit pour les membres afin de leur permettre de disposer d'argent en cas d'urgence.
2. Encadrer les OP dans l'entretien des routes pour que les camions puissent venir prendre leur récolte.
3. Aider les O.P. à construire des magasins de stockage afin de regrouper les récoltes et ainsi constituer une offre plus importante pour les acheteurs potentiels, justifiant le déplacement d'un camion.
4. Utiliser leur propre camion pour évacuer les produits des membres sur Kabinda ou Mbuji-Mayi.

L'UPPEKOR, grâce à l'appui de Caritas/UE, dispose d'un magasin central de stockage et d'un marché moderne à Mbuji-Mayi où les membres peuvent vendre leurs produits. UPAD envisage

de construire des magasins dans trois marchés de Kabinda.

«Au niveau de chaque plateforme membre de l'Union –nous rapporte Bertin Ngindu-, il y a un chargé de transport, un chargé de vente, un chargé de routes, un chargé de stock. Cela pour s'assurer que chaque responsabilité est bien assurée. La gestion de nos camions et du magasin de stockage au marché a été confiée à une ONG locale, avec qui nous avons signé un contrat de 5 ans. Cette ONG organise les activités commerciales et l'Union peut se concentrer sur les activités visant à augmenter la production (intrants, formation)». Alphonsine Bilonda, vice-coordinatrice de l'UPKKA ajoute: «La transformation de nos produits permettrait de les valoriser et d'avoir plus de bénéfice.»



Les leaders de l'UPKKA de Kalenda Kashile

## Lorsque les vélos remplacent les camions

Que voit-on quand on circule sur les routes principales du Kasai Oriental?: des files de vélos poussés par leur propriétaire. Chargés de charbon de bois, d'huile de palme, de maïs, de manioc, d'arachide, d'aubergines, de chenilles, ...les vélos approvisionnent la ville de Mbuji-Mayi. Les champions parmi les pédaleurs-pousseurs font Kabinda – Mbuji-Mayi en 4 jours avec des charges allant jusqu'à 150 kg de maïs ou 150 litres d'huile.

Au retour, la chaîne est remise sur le pédalier, et les vélos sont

chargés de friperie et articles en plastique: gobelets, assiettes, babouches, qui pèsent peu.

Les pédaleurs voyagent en groupe de trois à cinq pour pouvoir s'entraider en cas de panne mais aussi dans les fortes pentes. Ils ont chacun un petit sac de produits agricoles spécialement destiné à financer la restauration au cours du voyage. C'est ainsi qu'ils font le troc dans les petits restaurants installés le long de la route vers Mbuji-Mayi.

Godefroid Kendjo, chauffeur à Mbuji-Mayi, admire beaucoup ces pédaleurs:

«Ce sont eux nos vrais députés car c'est grâce à eux que nous mangeons ici en ville.»



## Le champ collectif au service des membres individuels, est-il encore une option?

Depuis quelques années, les champs communautaires des O.P. de base font l'objet de moins d'efforts, moins d'engouement et l'esprit individualiste prend progressivement le dessus, car les membres producteurs privilégient d'abord leur

propre champ. Pourquoi? Observons la zone de Tshilenge! Les traditions culturelles ont pour base, et ce depuis des siècles, qu'une famille élargie vit aux dépens de ceux qui ont les moyens. Un effort individuel qui entraîne une augmentation

de la récolte et des recettes, au vu et au su de toute la famille, ne se traduit donc pas par un avantage personnel. En conséquence, les initiatives et la motivation individuelle sont freinées par une passivité passéiste, qui correspondait à une faible démographie.

Or les cultures communautaires servent avant tout à financer les frais de fonctionnement de la collectivité. Si les recettes de ces espaces communs et solidaires restent inconnues des membres de la famille, elles permettent lors du partage- éventuellement en combinaison avec le système d'épargne et de crédit- de faire de petits investissements, notamment en matière d'amélioration des habitats. Un des leaders de l'UPKKA soulignait: notre trésor c'est cet esprit associatif, cette volonté de contribuer à une œuvre commune.

*Collectif? individuel? c'est la question: les organisations paysannes, doivent se pencher sur ce choix, qu'est ce qui est encore utile aujourd'hui de faire en commun? notamment pour vulgariser les bonnes pratiques culturelles ou de phyto sanitation (du manioc) ou de contrôle des maladies du bétail, diffuser le bon matériel végétal, partager sur la façon de restaurer la fertilité des sols et organiser les filières, surtout pour obtenir un meilleur prix de vente (collectif) pour les producteurs (individuels)*

## Organisation Paysanne – ONGD: mieux définir et respecter les rôles de chacun?

Les témoignages des uns et des autres montrent que les rôles de chacun ne sont pas assez clairs. Tous – responsables d'une Organisation Paysanne, directeur d'une ONGD, inspecteur du développement rural, coordonnateur du CARG – disent encadrer les paysans pour que ceux-ci augmentent leur production. Mais qui sont-ils en réalité?

Si le technicien néglige ou sous-estime les savoir-faire endogènes du paysan, qui œuvre sur le terrain, avec souvent du bon sens, si des ONGD parlent au nom des paysans, des leaders ou des organisations paysannes sans les consulter, les résultats ne seront pas durables. L'Ir. Kazadi Nkumbi de l'ONG FODAGRI rapporte d'ailleurs que «le mouvement paysan n'émerge pas après la fin des grands programmes agricoles. Il n'y a pas eu d'appropriation par les paysans.»

Certaines Organisations Paysannes, telles qu'AIDN et UDF, dont les organes statutaires (AG, CA, CC,) sont majoritairement composées de paysans, dans leur fonctionnement quotidien ne diffèrent guère d'une ONGD et agissent comme elles, à la place des paysans. Leurs techniciens représentent les producteurs dans des organes spécialisés où les intérêts des paysans sont en jeu. Ce n'est pas sans raison que certaines autres organisations se considèrent elles-mêmes comme de vraies organisations paysannes. Monsieur Félicien Mbikayi, le secrétaire exécutif du CRONGD Kasai Oriental est conscient de cette situation. «Justement notre nouveau plan stratégique avait pour but de clarifier les rôles des uns et des autres et d'appuyer la structuration du vrai mouvement

*paysan. Malheureusement notre partenaire habituel n'a pas voulu financer ce plan». Or avec le désengagement total de l'Etat, Olivier Mulamba est d'avis que «seules les O.P. peuvent remplir ce vide laissé par l'Etat, s'occuper notamment de la vulgarisation agricole. Elles doivent se répartir les régions/zones».*

*Au Kasai Oriental, le mouvement paysan est encore en pleine structuration dans les différents districts et territoires.*

*Il s'est cependant développé dernièrement grâce à des expertises en:*

- traction bovine
- multiplication des semences de qualité
- circuits de commercialisation des produits

*Il reste nécessaire de clarifier les rôles de chaque acteur et organisation et d'établir des concertations avec les bailleurs pour établir une vision à moyen et long terme. A cette condition, et avec les compétences déjà acquises, le développement agricole de la région assurera aux familles paysannes une stabilité socio-économique. Les différents bailleurs de fonds désireux de s'impliquer au Kasai Oriental ont intérêt à joindre leurs efforts, pour aider le mouvement paysan à clarifier sa structuration et de se doter d'une vision commune en fonction des potentialités réelles des différents bassins de production, et de l'organisation de l'accès aux marchés.*

## La structuration des O.P. à différents niveaux du Kasai Oriental

**SAEL** (Syndicat des Agriculteurs et Eleveurs de Lomami<sup>1</sup>) depuis 2008, regroupant pour le moment UPAD, UDF, A4C<sup>2</sup>, ADPL<sup>3</sup>, pas encore très opérationnel

**UPAD** depuis 2002, regroupant 638 O.P. avec 7038 membres sur 3 territoires de Kabinda

**UPPEKOR**, regroupant 10 plateformes d'O.P. (10.000 ménages) sur Mbuji-Mayi et district de Tshilenge

**UOPTN** (Union des Organisations Paysannes du Territoire de Ngandajika) depuis 2005, regroupant 5 Unions d'O.P. de secteurs et 470 O.P. (12.700 membres)

**RDTKK** (Réseau de producteurs agricoles pour le Développement du Territoire de Kabeya Kamuanga) depuis fin 2009, regroupant 7 unions et 286 O.P. (6.284 membres)

<sup>1</sup> Lomami est prévu comme nouvelle province

<sup>2</sup> Association Chrétienne de Conscientisation pour la Construction Communautaire

<sup>3</sup> Association de Développement pour les Paysans de Lomami





Ce qui reste de la route autrefois asphaltée

# 13. Katanga



**Superficie: 496.871 km<sup>2</sup>**

**Habitants: 8.167.240** (Ce chiffre date de 2004)

Principales filières: maïs, manioc, arachide, haricots, riz, pêche, maraîchage, élevage bovin, etc.

Atouts spécifiques: terres agricoles disponibles pour des activités très variées, culture de maïs mécanisée, potentiel d'élevage de gros bétail élevé sur le plateau des Marungu et des Kundelungu, potentiel halieutique important grâce au lac Tanganyika ; pouvoir d'achat créé par le secteur minier, niveau élevé d'urbanisation, échanges commerciaux avec les pays d'Afrique australe, etc.

Autres secteurs économiques importants: secteur minier (cuivre, cobalt, zinc, etc.) commerce, transit, etc.

Contraintes spécifiques: infrastructures dégradées, chemin de fer inopérant, enclavement du grenier traditionnel au Nord de la province, le cadastre minier qui couvre l'essentiel des terres, faible tissu industriel, coûts élevés des intrants et du matériel agricoles, concurrence des produits alimentaires de base ou manufacturés venant d'Afrique australe dont la Zambie, pays limitrophe où l'agriculture se développe rapidement, etc.

La province du Katanga est divisée en 4 districts: Tanganyika, Haut-Lomami, Haut-Katanga et Lualaba, qui comprennent 22 territoires et qui, à leur tour, sont composés de 55 chefferies et 37 secteurs. La province compte 3 villes: Likasi, Kolwezi et Lubumbashi (chef-lieu). Ces villes comprennent 13 communes subdivisées en 242 quartiers.



## Une province atypique pour l'agriculture en RDC

Depuis l'époque coloniale, le Katanga (et plus particulièrement le sud de la province, le Haut Katanga) s'est développé autour de l'économie minière et industrielle. A ce titre, le Katanga ressemble plus à la Zambie (voire au Zimbabwe) qu'aux autres provinces de la RDC. D'ailleurs, le dynamisme agricole de l'Afrique australe a depuis toujours inspiré les opérateurs économiques katangais.

L'activité minière a ainsi donné à l'agriculture une forte dimension industrielle. Dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle et de l'époque coloniale, le secteur minier du Katanga s'est développé grâce à l'importation de mains-d'œuvre venant d'autres

régions du pays (Comité spécial du Katanga). La main-d'œuvre agricole dans l'Hinterland étant relativement rare, cela a également favorisé ce type d'agriculture (plus industriel) avec un bon niveau de mécanisation: durant l'apogée de ce secteur, 60% de la population active de l'Hinterland trouvait un emploi dans le secteur minier.

Pour assurer l'alimentation de ses travailleurs, l'Union minière du haut Katanga (UMHK), devenue par la suite la «Gécamines», avait favorisé l'installation de fermes agricoles. Celles-ci couvraient de grandes étendues de terres où l'on pratiquait l'agriculture mécanisée. De plus, de grands ranchs approvisionnaient les centres

La culture mécanisée du maïs au Sud Katanga permet d'atteindre des rendements de 6 à 8 T de maïs grain/Ha. Néanmoins, cette agriculture intensive exige des intrants de qualité et notamment des semences (hybrides le plus souvent) et des engrais.

miniers en viande fraîche (plus de 100 000 têtes de bovidés aux Marungu, 25 000 aux Kundelungu, 50 000 dans la région de Kamina et qui existent toujours, avec la GRELKA, et la Pastorale du Haut Lomami).

Avec le déclin de la «Gécamines» et les pillages lors de la guerre de libération, le niveau de production de ces fermes et ranchs a beaucoup baissé. Toutefois, depuis quelques années, les cheptels sont en cours de reconstitution et la production de maïs en augmentation. Le passé industriel ainsi que le niveau élevé d'urbanisation du (haut) Katanga ont instauré dans l'esprit de la population et de ses autorités une conception particulière du développement agricole. Pour eux, celui-ci est basé sur une agriculture (semi) industrielle<sup>1</sup>. La disponibilité de grandes étendues de terres a généralisé cette vision.

A l'époque, ces étendues permettaient des cultures de rentes dont les récoltes étaient acheminées en ville pour la transformation (coton, palmier à huile, tabac). Aujourd'hui, ces unités

<sup>1</sup> Principal investissement prévu dans le plan triennal 2007 – 2009 de la province (disponible sur le site-web du gouvernement provincial) l'achat de 200 tracteurs, dont la plupart sont cependant déjà en panne.



Alain Huart

de transformation ont fermé leurs portes. Les activités vivrières paysannes qui profitaient de ces filières organisées ont également périéclité dans un contexte d'enclavement qui s'est aggravé au fil des années.

Dans le Haut Katanga, et plus spécialement à Lubumbashi, siège des autorités provinciales, on a les yeux braqués sur le maïs -et sur son prix- dans l'Hinterland. La régulation des pénuries se fait le plus souvent par le biais d'importations en provenance d'Afrique australe mais on ne met pas forcément la priorité sur les infrastructures de désenclavement de l'arrière-pays qui était le véritable grenier. Le projet USAID Nord Shaba avait pourtant bien démontré toutes les potentialités de la région. Mais depuis, le matériel végétal a dégénéré, l'encadrement agricole a disparu et les infrastructures se sont fortement dégradées (à l'exception de centres comme celui de Moba, situé au bord du lac Tanganyika).

Conséquence: bien que l'agriculture industrielle, de l'Hinterland minier, complète la production de l'agriculture de survie ailleurs dans la province, cela ne suffit pas à nourrir toute la population katangaise. Les périodes de disette succèdent aux périodes de soudure (janvier – mars). Un témoin privilégié katangais qui a également l'occasion de visiter chaque année le continent sud-américain<sup>2</sup> nous rapporte: «malgré l'incroyable disponibilité des ressources, la plupart des gens ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins essentiels et, en même temps, on constate qu'ils sont plutôt réfractaires aux innovations».

<sup>2</sup> Il s'agit de Walter Couttenier. Il développe des activités agricoles et semencières à Fungurume dans le Haut-Katanga depuis 1984.

Alain Huart

## Sites à haute production selon les spéculations agricoles

DISTRICT	SITES	SPECULATIONS
Tanganyika	Bande Kongo-Kabolo / Nzunzu	Maïs, Manioc, Riz, Haricot, Arachide, Palmier à huile
	Marungu et Moba	Maïs, Blé, Haricot
	Vallée de Lugumba	Maïs, Manioc, Riz, haricot, arachide, Palmier à huile
Haut-Lomami	Dépression de Bukama Mulongo	Maïs, Riz, canne à sucre Palmier à huile
	Bande Kaniama-Kabongo	Maïs, Manioc, Haricot, Arachide, Canne à sucre, Palmier à huile
Lualaba	Bassin de la Luluwa	Manioc, Riz, Arachide,
Haut Katanga	Bassin de la Lufira	Maïs, Riz, Haricot, Canne à sucre
	Vallée Lwapula – Moéro	Maïs, Riz, Arachide,



## Et les Organisations Paysannes?

**Les organisations paysannes sont les «grands oubliés» de l'histoire agricole de la province. Sans leadership paysan bien construit, les expériences d'encadrement se répètent sans pour autant donner de résultats définitivement probants.**

Le Dr Baudouin Kakudji, Inspecteur de l'Agriculture pour la province du Katanga, confirme cette crise du leadership et dénonce le manque crucial de leaders pour sensibiliser et animer les organisations paysannes. Certes, il y a des organisations qui évoluent et qui se distinguent par leur dynamisme (c'est notamment le cas pour l'Hinterland minier, à Likasi, Kambove, Kolwezi,



Alain Huart

Kipushi) mais, actuellement, la quantité d'OP prend le dessus sur la qualité. Le ministère du développement rural a ainsi recensé plus de 336 ONG et organisations paysannes à travers la province. Au passage, signalons qu'on constate également une certaine confusion au sujet du statut et du rôle respectif des ONG et des organisations paysannes. *«Nous avons besoin de partenaires spécialisés qui puissent organiser la structuration et améliorer les capacités organisationnelles, logistiques et financières des organisations paysannes; ce n'est pas la tâche de l'Etat mais toutefois, nous ferons tout ce qui est possible pour aider la société civile à le faire».* C'est ce qu'affirmait en 2008 le Ministre de l'Agriculture de la province lors d'une réunion de sécurité alimentaire où il s'adressait à Lydie Masika du SYDIP venue en mission au Katanga et où il avait confirmé une demande pour que la FOPAC puisse venir structurer le monde paysan au Katanga.

Non seulement le secteur minier attire nos meilleurs diplômés et nos hommes les plus vigoureux qui se détournent ainsi de l'agriculture, mais *«Il y a aussi un problème sérieux de déperdition scolaire»* affirme Honorine Kungwa de l'association des femmes pour le développement de Kolwezi (AFEDECO): *«les mamans veuves ou avec un mari chômeur, se déplacent vers les zones minières pour y faire travailler leurs enfants, filles comme garçons.»* La grande désaffectation de l'agriculture

en faveur du minier favorise un faible niveau de fréquentation scolaire. En outre, ce phénomène de délaissement est renforcé par le délabrement des routes de desserte agricole. De nombreuses productions pourrissent ainsi faute d'avoir trouvé preneur.

Cela étant dit, il est vital que les OP se spécialisent et s'investissent dans des filières spécifiques. *«A Kolwezi», dit maman Honorine, «nous avons introduit la culture des bananiers, pour contrer un tant soit peu les importations de bananes venant de Zambie. Le problème principal que nous rencontrons, c'est le manque d'intrants, car nous avons suffisamment d'espace pour permettre à la population de cultiver».* A Likasi, l'inspecteur de l'agriculture, le Dr Tshinieta, relève la dynamique des associations féminines: l'AFECOPAD, spécialisée dans les activités de maraichage, se consacre désormais à la transformation agro-alimentaire. Elle produit des feuilles séchées, des jus de fruit, etc.

Le Lualaba, est une zone de production d'arachides où les producteurs s'entraident. En raison de la rareté des plans et cours d'eau, c'est le district qui a le mieux développé la pisciculture.

A Kamina, plusieurs associations sont opérationnelles: les femmes éleveuses et domestiques de Kamina. A Fungurume, *«Lutte contre la Pauvreté Humaine»* (LPH) compte plus de 500 membres et se développe autour de trois axes d'appui:

- l'agriculture vivrière avec le maïs, les haricots et le soja;
- le petit élevage avec quelques essais de poulet de chair et des œufs venant de Zambie;
- le volet éducatif avec une école.

Le manque de passé agricole de type familial dans le sud de la province peut expliquer le fait qu'il n'y ait pas un réseau structuré d'organisations paysannes d'une certaine envergure. Grâce à certaines ONG et congrégations religieuses, quelques groupes de base sont encadrés et en voie de structuration. Cependant, leur impact est encore assez faible. Néanmoins, le district du Tanganyika présente des organisations d'une taille significative, selon Isaac Malonda. D'autre part, les traces du projet USAID Nord Shaba sont encore présentes. Ce projet avait donné beaucoup d'élan à une région très favorisée sur le plan climatique, le véritable grenier de la province. Isaac nous parle d'APSACO qui dispose notamment d'un champ communautaire de 3,5 ha de maïs et qui veut produire des semences de qualité et se répartir équitablement le produit de la récolte. Cela permet, selon eux, de mieux préparer la saison suivante et de disposer de plus de moyens pour acquérir les intrants de qualité qui augmentent les rendements.

Le comité COPACO du Katanga, basé à la Ruashi, la commune des paysans, est composé de 7 personnes: outre le président il s'agit d'un secrétaire, un financier, un coordinateur des jeunes, un coordinateur des femmes, un chargé des OP et un chargé des relations «ville-campagne». Cette composition donne une idée des principaux problèmes rencontrés par les organisations paysannes au Katanga. COPACO Lubumbashi

## Une coopérative pour gérer en commun un tracteur

A Kamina comme ailleurs, les efforts antérieurs de mécanisation agricole n'ont pas rencontré beaucoup de succès. «Les tracteurs sont devenus des objets d'ornement dans les garages individuels.» En effet, la gestion efficace de ces engins et de leur matériel accessoire pose, en général, de très grands problèmes. C'est ainsi qu'à Kamina, dix fermiers, avec l'appui du PAID-ECO et la collaboration du CARG, ont créé une CUMA (Coopérative d'Utilisation en commun du Matériel Agricole). Vu l'absence de crédit agricole, le PAIDECO s'est engagé à préfinancer l'acquisition d'un tracteur (avec remorque, charrue, herse, semoir). Par le paiement de leur parts sociales (33 x 1818 US\$) sur une période de 6 ans, les membres sont en mesure de rembourser le crédit du PAIDECO et, en attendant l'arrivée de ce nouveau matériel, la coopérative utilise le tracteur du BDD pour labourer les 170 ha des membres (dont 47 ha ont été dessouchés au préalable). Ils ont également reçu des semences de maïs, de soja, d'arachide et de riz ainsi que des boutures de manioc pour permettre la multiplication et la vente.

Le protocole entre la CUMAKA (Kamina), PAIDECO et CARG prévoit qu'en cas de non-respect par les membres de la coopérative de leurs engagements financiers, le CARG aura le droit de transférer la propriété et la gestion du matériel à une autre structure.



Travaux de dessouchage pour faciliter l'accès du tracteur de la CUMAKA



Travaux de labour par le tracteur après le dessouchage

déplore le manque d'appui au niveau national. Pour une mission de la fédération internationale pour le droit à l'alimentation (FIAN) qui a séjourné au Katanga, les paysans ont déboursé plus de 2000\$, ce qui a «asséché» la caisse de l'organisation.

APweto, il existe des solutions foncières originales et un dynamisme lié à la proximité de la Zambie. On parle beaucoup de la formation d'une

société coopérative «Bwacha Kwa Mpwetone fisabo» ainsi que de la distribution de semences de qualité (maïs, riz, soja). La ferme semencière possède plus de 60 Ha emblavés. Chaque paysan est propriétaire de sa terre; un encadrement de qualité a permis d'établir des relations entre des fermiers du Brésil et de Zambie. Enfin, précisons encore qu'un centre de formation professionnel est en construction.



Alain Huart

*Le potentiel de la province frappe littéralement aux yeux:*

- de grandes étendues de terre;
- des employés du secteur minier qui représentent un débouché important pour la production agricole;
- des centres de recherche agricole et d'élevage.

*Malgré cela, le poids de l'histoire et la non-implication des producteurs agricoles (insuffisamment organisés) pèsent encore sur le développement agricole. Les recommandations des tables rondes et les plans stratégiques de la province ont permis d'énumérer les différentes actions prioritaires nécessaires pour relever le secteur agricole. Cependant, ils omettent d'accorder aux producteurs agricoles le rôle central et de prévoir un renforcement des capacités des Organisations Paysannes de base existantes. Espérons qu'avec leurs contacts et avec leurs collègues des autres provinces, les leaders paysans du Katanga réussiront à convaincre les autorités et les bailleurs de fonds de les écouter.*



# 14. Donner à la femme paysanne la place qui lui revient

Les femmes paysannes congolaises assurent la production agricole vivrière et la transforment pour la donner une valeur ajoutée. *Toutes les enquêtes le confirment.* Ce sont elles qui font vivre la société congolaise. Quand bien même le père occupe une fonction salariée si souvent mal payée, c'est encore la femme qui l'aide et qui assure la survie du ménage.

Pendant longtemps ce rôle clé de la femme paysanne a été négligé, y compris dans les prises de décision au niveau des Organisations Paysannes. Les handicaps auxquels la femme paysanne congolaise doit faire face sont nombreux: relations inégales dans les ménages, manque d'accès à la terre, à l'éducation, à l'information, au crédit; viols des femmes dans les conflits armés et impunité des violeurs ... Heureusement, les choses commencent à changer, avant tout grâce à la détermination des femmes elles-mêmes.

## **Le parcours d'une fille «de bananes» devenue présidente du FOPAKO**

Lorsqu'Espérance Nzuzi interrompt ses études suite à sa première grossesse, abandonnée par le père de son enfant, la vente des bananes lui permet de survivre. Elle accompagne aussi sa mère aux champs, et en ramène bois, manioc, légumes, fruits. Cette vie dure et ces épreuves ont forgé chez Espérance son souci de trouver des solutions durables aux problèmes des paysans. Nzuzi s'est décidée de désormais se prendre en charge au lieu

de compter sur les hommes. A trois reprises, elle a fait le même rêve: **«un jour, sa production agricole lui permettra d'acheter des maisons, machines et autres biens»**. Depuis, elle s'est définitivement orientée vers l'agriculture. Certes la réalisation de son rêve n'a pas été sans peine. Sans champ, sans matériel, sans argent, incomprise par la plupart des hommes à qui elle s'adressait, sa vision semblait impossible. Pour obtenir une parcelle elle a même accepté de faire un enfant avec une personne polygame; malheureusement après sa mort elle n'a pas hérité du champ espéré. Après ces moments très difficiles, elle a commencé à encadrer d'autres femmes célibataires; ensemble, elles ont créé une association pour l'auto-prise en charge des femmes, devenue l'APROFEL (Association pour la Promotion de la Femme à Lukula). Motivée, elle construit un véritable cadre «multi partenaires»: telle structure donne des formations agricoles, telle autre des boutures de manioc et autres intrants, telle autre une sensibilisation sur les violences sexuelles, Elle stimule les femmes à ne pas se limiter à des champs communautaires mais d'acquérir chacune un hectare pour gagner leur vie. Puis, elle étend l'action d'APROFEL dans d'autres territoires de la province (de Moanda



### UWAKI – LOFEPACO: comment une détermination porte ses fruits

Mme Julienne Malikidogo, la première présidente de la Ligue LOFEPANOKI, rapporte: «*Nous étions plusieurs associations de femmes paysannes évoluant comme des enfants qui galopent dans la boue, séparées les unes des autres, sans trop d'impact, nous nous sommes alors décidées à réunir nos efforts*».

Déjà en 1985 les femmes créèrent UWAKI (l'Union des femmes paysannes du Kivu), une union qui se scinde en trois, lors de la scission de la province: Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema. Les trois organisations poursuivent leur mission d'émanciper la femme paysanne, de la sensibiliser quant à ses droits de citoyenne, de la former dans une agriculture moderne et rémunératrice, dans la transformation de sa récolte et dans d'autres activités génératrices de revenus, pour lui donner confiance et ses capacités économiques. En 1999, UWAKI Nord-Kivu participe avec d'autres associations de paysannes dans la création de la Ligue des Organisations de Femmes Paysannes du Nord-Kivu (LOFEPANOKI), qui devient «LOFEPACO» (Congo).

à Mbanza Ngungu). Sa participation en 2007 à l'atelier de Goma sur la structuration paysanne, la met en contact avec d'autres leaders paysan(ne)s et leurs expériences; elle y puise une conviction renouvelée pour la réalisation de son rêve. Madame Nzuzi est désormais le visage du mouvement paysan dans cette province qu'elle sillonne sans fatigue. Présidente de la FOPAKO, vice-présidente du comité de pilotage de la structuration du mouvement paysan au niveau national, elle anime aussi la structuration des producteurs de palmiers à huile dans son district.

### La formation clé de succès pour les femmes leaders paysannes:

une certaine *stagnation des associations de femmes paysannes membres a poussé la Ligue à concevoir une formation des leaders. Depuis 2005, LOFEPACO organise chaque année un cycle de formation des «leaders paysannes»: 1.280 femmes ont ainsi été formées.*

«*Apprendre en faisant*»: une méthodologie adaptée

«**Chaque personne a quelque chose d'unique et d'intéressant à communiquer**». Les animateurs partent de ce que les participantes connaissent déjà; ils proposent des exercices, des jeux de rôles



ou scénettes de théâtre, et suscitent des réactions, observations et commentaires des participantes. Une dynamique de groupe permet d'apprendre, d'échanger continuellement et ainsi d'encourager tous les membres du groupe à participer activement. Rien ne sert de mettre des idées toutes faites dans la tête des gens; au contraire, il faut encourager les femmes à exprimer leurs propres idées.

### Une formation comporte 7 modules

1. Introduction au programme de formation
2. Profil idéal d'une femme leader et d'une organisation apprenante
3. Gestion d'une organisation au niveau local
4. L'entrepreneuriat féminin
5. La dynamique de groupe
6. Le lobbying, négociation et plaidoyer
7. Négociation et gestion de conflits

Les freins au leadership féminin sont multiples:

- L'analphabétisme: 70% des femmes paysannes sont analphabètes et sous-informées.
- Les coutumes rétrogrades accordent un statut moindre à la femme par rapport à l'homme.
- La femme se sous-estime, a peur, et cette peur lui empêche de parler en public, de réagir face à certaines injustices qui lui sont faites.
- Le pouvoir économique faible de la femme maintient sa situation d'infériorité.
- Les naissances nombreuses et rapprochées qui nuisent à la santé de la femme.
- Les mariages précoces (16 à 18 ans) pour les filles abandonnant ainsi tôt les études.
- La surcharge de travail: agriculture, préparer la nourriture (bois, eau, achat, cuisine), petit commerce, éducation des enfants, entretien maison....

### Les CERA – Une nouvelle dynamique à la base

Dès la sortie de la première promotion des femmes leaders, la Ligue a initié des cercles de réflexion et d'action, CERA en sigle. Ces cercles constituent des cadres d'échanges, de réflexion, d'action et de renforcement mutuel des femmes leaders formées. Ils regroupent des femmes leaders de différentes associations membres de la Ligue dans une même zone géographique. Les CERA constituent un instrument de suivi de la formation, permettent d'assurer un encadrement permanent et ainsi amènent les femmes rurales à contribuer à l'émergence du mouvement paysan.

Si tout début est difficile, aujourd'hui il y a 30 cercles qui sont fonctionnels et qui comptent entre 15 et 50 membres chacun, et le nombre de cercles et de ses membres augmentent au fur et à mesure que les nouvelles promotions de leaders sortent.

- Les associations membres de la Ligue sont aujourd'hui mieux structurées et gérées grâce aux efforts des femmes leaders. La tenue et la qualité des réunions se sont améliorées;
- Les femmes formées participent dans la gestion des conflits qui surgissent dans leurs associations, elles y prodiguent des conseils et sont écoutées;

### Une source d'inspiration

Cette expérience de la LOFEPACO dans la formation des «leaders femmes paysannes» constitue aujourd'hui une référence et source d'inspiration pour les organisations paysannes d'autres provinces. Ainsi en 2007 l'organisation féminine SARCAF du Sud-Kivu a démarré la même formation en faisant appel au formateur de la Ligue et en 2008 des organisations féminines de l'Ituri ont envoyé leurs formatrices à la Ligue pour être formées dans la méthodologie «apprendre en faisant» qui constitue la base de la formation des leaders. **Actuellement la Ligue est désireuse d'étendre aux autres provinces de la RDC, son expérience et son savoir-faire dans la formation des leaders.**



Bernadette **Sinahali** est une des femmes leaders locales de la LOFEPACO, formées, leader clé au sein de son CERA de Musienene, et Auxiliaire Villageoise d'Élevage (AVE). Elle a commencé son élevage en 2005 grâce à un crédit rotatif de deux lapines, un lapin et une chèvre. En développant progressivement son élevage, elle s'achète en 2010 une grande parcelle, construit une maison en dur, une étable avec 21 chèvres et un clapier avec 42 lapins; elle aménage un poulailler, divisé en deux parties (une pour les pondeuses et une autre pour l'engraissement des poulets de chair). **Selon l'évaluation<sup>1</sup>, sa réussite repose sur quatre points:**

- Son esprit entrepreneurial et sa conviction qu'avec son élevage elle peut construire un bel avenir pour elle et ses enfants (ses trois fils étudient à l'université).
- L'intégration du travail familial avec son mari et ses enfants: par exemple, en rentrant de l'école, les enfants apportent des herbes pour l'alimentation des animaux.
- L'accès à un crédit rotatif, ce qui lui a apporté un revenu plus important que des crédits séparés;
- En plus, elle a réinvesti son petit revenu d'auxiliaire, de 25\$ par mois, dans son exploitation.

<sup>1</sup> Entre autres une évaluation d'un projet du Fonds Belge de Survie

- Les femmes ont pris l'habitude d'analyser le contexte de leur milieu ou de toute situation qui peut influencer leurs activités;
- Elles sont capables de mobiliser les autres pour entreprendre des actions d'intérêts communautaires (elles ont créé des cercles d'alphabétisation);
- L'esprit d'attentisme s'est atténué et les femmes formées entreprennent des activités économiques leur permettant de renforcer leur pouvoir économique;
- Quelques femmes leaders sont désormais propriétaires de leur terre ce qui était jadis l'apanage des hommes.

L'impact de la formation des femmes leaders et des CERA est très significatif: **427 femmes leaders sont membres d'un comité de gestion au niveau du village ou d'une structure religieuse.**

*Grâce à la sensibilisation faite par les femmes leaders, les femmes paysannes ont compris la nécessité d'être propriétaire de terre et du bétail (chèvres, lapins, poules). Grâce aux échanges dans les CERA et leurs élevages individuels, les femmes leaders progressent et renforcent leur pouvoir économique. Ce dernier permet aux femmes d'améliorer leur place et statut social dans leur communauté.*

*Dans les autres provinces, il existe également des structures de femmes paysannes, telle que FEDAMA à Kisangani, AFRIKI à Kinshasa, ainsi qu'APROFEL du Kongo Central. Chaque organisation a ses expériences – parfois des échecs, parfois des réussites – qui peuvent inspirer les autres dirigeantes. Des expériences en matière économique, pour la sensibilisation, le plaidoyer et la formation, de même qu'en structuration et gestion des associations, mais aussi pour faire entendre la voix de la femme au sein des mouvements paysans qui sont encore trop dominés par les hommes. Des rencontres d'échanges entre actrices des différentes provinces permettront de progresser sur ce chemin de l'émancipation, commencé il y a 30 ans.*

# 15. La recherche et le savoir paysan, méconnu des chercheurs scientifiques

Dans la dynamique du Carrefour paysan<sup>1</sup> à Kinshasa, il a été demandé aux participants d'échanger sur la mise en pratique des connaissances endogènes dont ils disposaient: les langues se sont déliées, au point qu'il était difficile d'arrêter les échanges d'expérience. C'est la preuve de la vivacité des savoirs au sein des mouvements paysans, qui de tous les temps de l'histoire des pratiques de développement, ne sont pas incorporés dans les projets à réaliser auprès de la base, tout simplement parce que les responsables de développement ne reconnaissent pas leur valeur.

Pourtant, quand en 2010, le moteur hors bord du PREFED tombe dans les eaux profondes de la rivière Lukenie, les pêcheurs ont conseillé aux instances dirigeantes de recourir au service d'un plongeur traditionnel Lokélé<sup>2</sup> pour aller chercher le moteur sous les eaux. Le plongeur après avoir accompli la mission, encaisse la récompense, mais refuse de signer la facture «*le papier du blanc*», et le comptable se retrouve dans l'embarras. Dans la même région, aucun agent de projets ne se permet d'effectuer la traversée du Lac Maïndombe sans le feu vert de la «météo» traditionnelle qui décrypte la sécurité de navigation dans les heures qui suivent, tout simplement en plongeant un doigt dans les eaux du lac.

<sup>1</sup> Le 30 novembre 2010 au Centre Bondeko

<sup>2</sup> C'est une ethnique de la province orientale, dont les pêcheurs sont en mesure de faire sans scaphandres des long moments sous l'eau.

Et en cas de maladie, même chez des personnes ayant fait de nombreuses années à l'école, elles font comme les paysans en recourant à la médecine locale. Parmi les cas répertoriés, citons la crise de la fontanelle<sup>3</sup>, le nerf sciatique<sup>4</sup> au Bas Congo; les piqûres des serpents dans le Maïndombe, les fractures à Gungu dans le Bandundu. Pour tous ces cas, la médecine *Kongo*, *Twa* et *Pende* arrivent à résoudre efficacement le problème sur base de leur propre nosologie. Toutefois, en matière des projets de développement, les connaissances paysannes restent la ressource la moins sollicitée pour contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Cependant, sur le terrain, la pratique paysanne de la production agricole, de l'élevage, de la résolution des conflits ou de la pression sociale incluent toujours les Savoirs & Pratiques Populaires, avec d'un côté l'indifférence des techniciens de développement et de l'autre côté, la grande pression d'utilisation des techniques exogènes. Comme qui dirait «*Elengi na mbonda, mosala mozali!*», qui veut dire: tout en continuant à jouir de la mélodie du tam-tam, le travail continue pour le paysan. Ainsi la pratique du développement se retrouve avec deux courants évoluant dans un parallélisme constant.

<sup>3</sup> Batadidi mwana ntu

<sup>4</sup> Simbi kia nsonso

En dépit de l'introduction des variétés et races sélectionnées animales et végétales en milieu paysan par les projets de développement, le paysan sauvegarde jalousement ses variétés locales pour l'usage domestique et rituel. C'est ainsi que la variété locale du riz est maintenue dans le Sud Kivu et dans le Maniema. Dans les rituels du mariage ou thérapeutiques dans le Bas Congo, il est toujours fait usage de la volaille de race locale et jamais du poulet de ferme, encore moins du poulet congelé importé. Tout simplement parce que la variété locale s'accommode avec la cosmivision ou la qualité culinaire locale.

Il est dommage que les Organisations Paysannes ne font pas davantage d'efforts pour appuyer leurs membres à sauvegarder

des variétés locales, par exemple de manioc. Sont-elles devenues des simples instruments de transmission pour les institutions qui veulent introduire de nouvelles variétés «plus performantes» ou alors, sommes nous plutôt sous-informés sur ce qu'elles font? Nous savons qu'au Nord Kivu, les O.P. SYDIP et APAV tentent de revaloriser des anciennes variétés de pomme de terre, appréciées par les paysans et les consommateurs. Nous savons aussi que les O.P. utilisent des paniers en bambou, pour l'emballage des produits car ceux-ci sont mieux aérés que les beaux sacs en plastique. Par contre les sacs en polypropylène conviennent mieux pour l'huile de palme. Nous sommes certes ignorants par rapport à des expériences d'ailleurs et dans d'autres domaines.



Sur le plan technologique et de l'outillage, les communautés disposent des savoirs faire, des pratiques et des outils qui ne sont pas toujours pris en compte dans la réalisation des projets de développement. A Madimba dans le Bas Congo, il est frappant de voir une vendeuse compter des vers palmistes jaunes (nsombé), lors de la vente de sa marchandise, par unité de dix: à chaque dizaine, elle met une pièce dans les mains de l'enfant qui l'accompagne. Au bout, de l'opération, il lui suffit de faire la somme des échantillons que détient l'enfant pour avoir le total de la marchandise comptabilisée. Ceci devrait en principe inspirer les stratégies d'alphabétisation en unité décimale. Pour la lutte contre la peste porcine dans le Nord Kivu, Kambale Kombi, délégué paysan du Nord Kivu au carrefour paysan a décrit l'usage d'un vaccin local. Il est question de faire manger aux porcins, une boulette de pâte à manioc dans laquelle il est placé quatre gouttes d'une feuille d'«artiche» appelée 'Kyatsinge' en Nandé, le tout imbibée de la sauce de poisson pour faciliter la consommation. Après 3 mois, une deuxième prise composée de 6 gouttes est remise aux porcins. Kambale Kombi a hérité cette connaissance de sa mère, qui fut une grande éleveuse de porcs à Oicha, dont les porcs ne mouraient pas de la peste et dont l'élevage permit à ses fils de se marier.

Depuis très longtemps, dans les hauts plateaux de Minembwe et d'Itombwe au Sud-Kivu, les pasteurs Banyamulenge savent comment obtenir une bonne production de lait, et font paître leurs vaches sur des pâturages contenant non seulement des jeunes graminées mais aussi une bonne quantité (15%) de légumineuses. Pour l'engraissement, ils utilisent des pâturages sans légumineuses. En plus, l'usage des feux de brousse permet d'avoir à la fois des jeunes repousses, et les sels dans les cendres, tout en éliminant les tiques qui transmettent des maladies aux animaux. L'ensemble de ces besoins orientent les mouvements migratoires saisonniers des troupeaux vers les plaines et créent cependant des conflits entre éleveurs et agriculteurs. A ces connaissances



UPDI

Les plantes médicinales

bromatologiques, il faut ajouter les savoirs et pratiques sur le traitement d'un grand nombre d'épizooties (verminose, brucellose, charbon, fièvre aphteuse), et d'autres accidents comme les dystocies, luxations, fractures, ... Toutes sont identifiées, classifiées et traitées avec des remèdes à base de différentes écorces, herbes, produits minéraux locaux.

L'ensemble de ces connaissances locales faisant partie du patrimoine immatériel de l'humanité, se perd à grande vitesse à cause d'une part, de l'introduction des pratiques agricoles et vétérinaires dites modernes, et d'autre part, en raison des politiques de développement dans le contexte de la mondialisation. Néanmoins, il existe sur le terrain quelques initiatives engagées dans l'exploitation et la promotion des Savoirs & Pratiques Paysans. L'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI), dans la province du Sud-Kivu, déploie un volet d'activités concernant la pharmacopée humaine, animale et végétale, qui est sol-

licité par plusieurs structures dont la FAO<sup>5</sup>. Son collectif paysan CINAMULA de Kamisimbi, s'est notamment spécialisé dans les soins des lapins et des humains en mettant en place une pharmacie; des publications sont disponibles.

Depuis 2006 des échanges se font autour de la BRACUDE<sup>6</sup> dans cinq provinces de la RDC. Diverses expériences sur les pratiques d'épargne et de crédit, les stratégies d'accompagnement des groupes de base, le traitement de la volaille et bovins, .. ont été identifiées et notées.

De ce fait, des questions se posent: comment sauvegarder ces connaissances endogènes? Comment revaloriser et étendre l'usage de ces pratiques à un plus grand nombre de paysans pour un meilleur résultat des actions de transformation sociale? Dans la situation de pauvreté généralisée en RDC, la vitalité de ces Savoirs & Pratiques Populaires constituerait un volet de dynamique communautaire à insérer dans le DSCR. Leur usage plus répandu en milieu rural et populaire par rapport aux méthodes et techniques conventionnelles, constitue la vertu du pauvre: quand les moyens manquent pour consulter un Centre de Santé, un Vétérinaire ou un Agronome, quand la science occidentale est à court des solutions, les Savoirs & Pratiques Populaires sont à l'honneur.

La promotion de cette stratégie rencontre plusieurs difficultés: primo la maîtrise et l'intensité des interventions des chercheurs paysans varient d'un endroit à l'autre; secundo, la recherche action paysanne n'est pas toujours reconnue par les scientifiques et les organisations de développement voire même des organisations paysannes; tertio, quand les résultats s'avèrent concluants, les scientifiques s'arrogent la paternité des découvertes jusqu'à les breveter. Ceci rend les novateurs paysans méfiants envers les

scientifiques, et par conséquent rend difficile la collaboration éventuelle entre les partenaires.

*De tout ce qui précède, les défis sont légions et de divers ordres. Par conséquent une action urgente à entreprendre, au niveau des O.P. à travers les faïtières provinciales, serait d'entreprendre un inventaire des savoirs & pratiques paysannes en relation avec la sauvegarde de l'environnement et la biodiversité et avec la sécurité alimentaire locale. Des collaborations éventuelles dans ce domaine entre O.P., ONG, institutions de recherche, autour de résultats palpables, mériteraient d'être diffusés à plus grande échelle.*



Alain Huart

<sup>5</sup> Témoignage de Jean Pierre MIRINDA de l'UPDI.

<sup>6</sup> Base de recherche pour la Culture et le Développement, une ONG Congolaise issue de la longue expérience des ONG africaines (IPD, APICA, APRODEC) et du Réseau Internationale Cultures et Développement (Belgique).

# 16. Un sous-secteur semencier bien organisé, la garantie d'une augmentation de la production agricole

Tous les programmes de développement agricole ont, avec raison, organisé la diffusion de semences sélectionnées. Ces semences permettent aux agriculteurs d'augmenter leur production. Cependant, le domaine n'est pas une science exacte et toutes les expériences n'ont pas apporté une augmentation durable de la production semencière. Les Organisations Paysannes des différentes provinces en sont les premiers témoins.

La production semencière des paysans multiplicateurs est au cœur de nombreux projets: il y a d'abord ceux de nombreuses ONG qui appuient le développement durable du secteur agricole, notamment celui de la production vivrière. Il existe également les projets de réhabilitation financés par la BAD dans différentes provinces (PARSAR dans le Bas-Congo et le Bandundu, PRESAR dans le Kasai Oriental). Enfin, la Coopération belge appuie aussi un projet d'Appui au Secteur Semencier (ASS).

A l'heure actuelle, moins de 5% des semences utilisées sont certifiées<sup>1</sup>. La plus grande partie se transmet de manière informelle de paysan à paysan. Les Organisations Paysannes qui regroupent ces paysans multiplicateurs se posent de nombreuses questions par rapport à la viabilité économique de cette production semencière spécialisée? Les conseils de la FAO<sup>2</sup> nous aident à faire le point. Voici 4 conditions clés.

<sup>1</sup> Selon M. Yves Couvreur, chargé des programmes agricoles en RDC au siège de la CTB  
<sup>2</sup> FAO, Promoting the Growth and Development of Smallholder Seed Enterprises for Food Security Crops, 2010.

## Un environnement politique favorable

Même s'il existe une certaine volonté politique de mettre en place un système de contrôle et de certification des semences de qualité (le renforcement des capacités du SENASEM via le projet ASS en est une preuve), cette volonté semble assez limitée. D'une part, on constate que le travail du SENASEM est handicapé par l'absence de base juridique: le projet de loi semencière élaboré depuis 2005 avec l'appui de la FAO n'a toujours pas été adopté par le Parlement. D'autre part, comme le dénoncent régulièrement les leaders paysans et la communauté scientifique, le budget national consacré à l'agriculture en général, et à la recherche en particulier, est dérisoire par rapport aux immenses besoins. En outre, les organes de concertation mis en place récemment (COPROSEM et CONASEM) manquent de maturité et leur dynamisme est dépendant des régions. Les producteurs n'y ont pas une influence réelle et ceux qui y siègent ne sont pas délégués par des organisations paysannes. De plus, leur mission

(notamment l'analyse quantitative et qualitative de la demande en semences) est rendue difficile par le manque de statistiques agricoles. Dans ces conditions, difficile donc d'estimer la demande solvable. Mis à part la volonté politique, d'autres encore s'interrogent sur le rôle que l'Etat doit jouer dans le secteur agricole. Pour Yves Couvreur, par exemple, lorsque la production semencière de certaines cultures (telle que celle du haricot) n'est pas rentable pour les multiplicateurs privés, l'Etat devrait intervenir pour en assurer la production.

### **Une demande durable de semences de qualité**

Pour que les producteurs agricoles renouvellent régulièrement leurs semences par l'achat de semences améliorées, il faut qu'ils y voient un avantage économique. Cependant, durant de nombreuses années, dans le cadre de la réhabilitation, des interventions 'humanitaires' (dont celles de la FAO) ont distribué gratuitement des semences. Ces dons n'aident pas à la promotion des semences améliorées et empêchent qu'une demande consistante et durable se crée chez les producteurs. La demande réelle venant directement du monde paysan n'existant pas, les programmes de réhabilitation agricole, mais aussi certaines organisations paysannes, continuent donc de racheter les semences produites par les paysans multiplicateurs maintenant ainsi une demande artificielle. Il est clair que la distribution gratuite (et/ou fortement subsidiée) de certaines semences ne favorise pas le développement des producteurs semenciers privés. Par contre, la FAO et les Programmes de développement agricole achètent sur place des semences et, à ce titre, ils représentent un marché intéressant pour les associations de producteurs de semences.

Dans le secteur de la pomme de terre, depuis 2005, la fédération agricole «pommes de terre» du SYDIP, dépassée par le coût et la complexité de telles opérations de rachat et de redistribution (à crédit), a cessé ces opérations. Désormais, les producteurs achètent leurs semences améliorées directement auprès des

multiplicateurs les plus proches. La fédération agricole se limite à proposer le prix de vente de la semence, à orienter les acheteurs externes vers les multiplicateurs, et, en cas de demandes de grande ampleur, à centraliser les semences nécessaires.

### **La disponibilité des variétés améliorées et des semences de souche**

Qu'il s'agisse des responsables des différentes stations de l'INERA, de ceux du SENASEM ou encore des leaders paysans, tous les interlocuteurs interrogés font le même constat: les centres de recherche actuels ne sont pas en mesure de répondre aux attentes des O.P. et ce, aussi bien en termes de quantités de semences de souche pour des variétés déjà introduites et acceptées par les producteurs qu'en termes de nouvelles variétés encore plus performantes.

C'est pour subvenir à ce genre de problèmes que l'O.P. APAV mène des recherches sur différentes variétés locales de pommes de terre appréciées par les consommateurs. Objectif: produire des semences améliorées par la sélection de meilleures plantes. Pour sa part, SYDIP avait entamé des actions (faute de celles de l'ONC<sup>3</sup>) dès la fin des années 90 par rapport à la trachéomycose<sup>4</sup> pour le café robusta. SYDIP s'était procuré en Ouganda des clones de café résistantes à la maladie et les a multipliés à grande échelle dans des pépinières gérées par sa fédération agricole café. C'est essentiellement grâce à cette initiative que le café Robusta peut à nouveau être considéré comme une culture de rente intéressante dans le nord du Nord-Kivu.

3 Office National du Café

4 Maladie qui a ravagé les plantations de café *Robusta*

## Entrepreneuriat et capacités techniques

Des efforts importants pour renforcer les capacités des multiplicateurs de semences sont menés par des projets agricoles tels que le projet ASS, ainsi que par des ONG et des O.P. en collaboration avec l'INERA. Vu que la production semencière ne fonctionne pas encore sous-forme de (sous-)filère, les formations se limitent aux aspects techniques et ne portent pas suffisamment sur la gestion économique et le marketing des semences. D'une certaine manière, les ONG ont, jusqu'à présent, protégé les multiplicateurs et leurs associations contre la réalité commerciale du marché.

*Avec la fin des interventions humanitaires, et donc des subventions, les différents acteurs du cycle de la production semencière auront à formuler ensemble des stratégies de transition pour une production durable et qui profitent à tous.*



Nele Claeys

# 17. La vulgarisation ou le conseil agricoles: facteurs clé dans le développement agricole

L'impact des semences de qualité restera limité si d'autres aspects (gestion de la fertilité des sols, date de semis, écartement, ) ne sont pas suffisamment pris en considération. La diffusion de nouvelles techniques agricoles est sans conteste une avancée pour le producteur. Mais encore faut-il que ce dernier ait accès à ces nouvelles connaissances. C'est à ce niveau que les points de vues divergent. Tous les programmes agricoles donnent une place importante à la vulgarisation par la mise en place d'un dispositif précis (ONGD locales ou moniteurs agricoles des entités étatiques décentralisées). Le but: convaincre le plus grand nombre possible d'agriculteurs d'adopter des techniques culturales et post-récoltes mises au point par la recherche ou par des promoteurs agricoles. Ces techniques visent à augmenter la production agricole et à sauvegarder la récolte dans de bonnes conditions. D'autres acteurs préfèrent que ce soit le producteur qui cherche par lui-même les conseils dont il a besoin pour développer son exploitation agricole.

## Le groupe de Neuchâtel: six principes et six engagements

Dès 1999, des représentants des principales agences de développement<sup>1</sup> ont élaboré des principes et des engagements concernant la vulgarisation agricole. Douze ans plus tard, en RDC, leur application ne semble guère très avancée et ce, particulièrement en ce qui concerne la place des producteurs et de leurs organisations dans la vulgarisation. Voici, à titre de rappel, ces six principes et engagements!

En résumé, il s'agit de faciliter l'accès du producteur à différents types d'informations (innovations, marché, services intrants, de crédits ou de formation) lui permettant de développer son exploitation en fonction des opportunités s'offrant à lui.

<sup>1</sup> GTZ (Allemagne), USAID (Etats Unis), DfID (Grande Bretagne), Danida (Danmark), CF (France), Sida (Suède), SDC-DDC (Suisse), NeDA (Pays-Bas), FAO, FIDA, CE/DG VIII (Union Européenne), CTA, BM

Six principes	Six engagements*
1. Une bonne politique agricole est indispensable.	1. Soutenir des politiques nationales négociées entre les véritables parties prenantes.
2. La vulgarisation est «facilitatrice» plus que «transfert de technologies».	2. Prendre en compte la viabilité financière à long terme des actions de vulgarisation.
3. Les producteurs sont des clients, les commanditaires et les partenaires plutôt que les bénéficiaires de la vulgarisation agricole.	3. Prévoir l'arrêt des soutiens extérieurs dans la planification.
4. La demande du marché induit une nouvelle relation entre les agriculteurs et les fournisseurs de biens et services.	4. Permettre le financement des projets des producteurs.
5. De nouvelles approches sont nécessaires pour ce qui touche au financement public et aux opérateurs privés.	5. Accompagner toute action de vulgarisation d'un appui à la formation agricole, aux organisations agricoles et à la recherche agricole.
6. Pluralité des intervenants et décentralisation des actions requièrent coordination et concertation entre acteurs.	6. Instaurer une coordination accrue entre les agences de coopération.

\* Engagements de la part des agences représentées dans le groupe de Neuchâtel.

## Les semences sélectionnées, la mécanisation, etc. sont les thèmes de vulgarisation prioritaires mais...

On le répète sans arrêt aux producteurs: «utilisez des semences sélectionnées pour améliorer le rendement de votre exploitation». Le message est central, il revient dans tous les programmes agricoles mais aussi dans les communications entre les organisations paysannes et leurs membres. Qu'il s'agisse du maïs, de la pomme de terre, du café, du palmier à huile, du riz, ou même de l'élevage bovin ou caprin. Mais quel choix offre-t-on réellement aux producteurs? Les variétés gracieusement offertes semblent quasiment partout les mêmes alors que les zones agro-écologiques sont parfois bien différentes. De plus, pourquoi les cris des pisciculteurs du Sud-Maniema et les appels des éleveurs de porcs de la Tshopo pour des espèces plus performantes ne sont-ils pas entendus? Enfin, qui va définir les priorités de la recherche et de la vulgarisation?

Une deuxième clé pour augmenter la production concerne l'extension des superficies cultivées grâce à la mécanisation agricole. Pour y parvenir, le gouvernement pense, pour sa part, qu'il devrait mettre à la disposition des différentes provinces des tracteurs. Mais, sur le terrain, les Organisations Paysannes sont sceptiques car une telle mécanisation ne tient pas compte des spécificités agro-écologiques des différents bassins de production. Certaines O.P. ont donc décidé d'investir dans la traction animale (Kasaï) ou dans des motoculteurs (Kivu) plutôt que dans des tracteurs, moins adaptés aux terrains et aux moyens des petits producteurs.

D'autre part, la FAO vient d'assister le Ministère de l'Agriculture dans la formulation d'une stratégie nationale pour le développement de la mécanisation agricole. Cependant, la proposition semble trop peu inspirée des réalités spécifiques actuelles des différentes zones du pays. La vision paysanne n'y est définitivement pas.

Dans un premier temps, le message des responsables du programme Catalist d'IFDC a été accueilli avec beaucoup de méfiance par les agronomes et les responsables politiques de l'Est du pays.



Nele Claeys

Le motoculteur de LOFEPACO à l'essai

«Sans la restauration et l'augmentation de la fertilité du sol notamment en utilisant des engrais chimiques, il est impossible d'augmenter durablement la production agricole». Jusque là, les responsables étaient convaincus de la fertilité de leurs sols et de la nocivité des engrais. Mais il est vrai que les Organisations Paysannes, avec IFDC-Catalist, ont mené des essais comparatifs dans les champs de producteurs pilotes et qu'elles se sont très vite rendues compte de l'importance de la fertilisation. Les chiffres étaient très parlant: pour le maïs, grâce à la GIFS<sup>2</sup>, le rendement a augmenté de 1t/ha à 5,5t/ha et pour le riz de 2t/ha à 6t/ha. Ce que les Organisations Paysannes regrettent plutôt c'est le fait que Catalist ne les aide pas à augmenter le nombre de champs de démonstration pour pouvoir atteindre un plus grand nombre de producteurs. Au niveau des Kasaï, l'utilisation d'engrais faisait déjà partie des habitudes

<sup>2</sup> Gestion Intégrée de la Fertilité du Sol

des producteurs (notamment pour le coton et le maïs). En fait, c'est plutôt le manque d'engrais qui incite les O.P. comme UPAD à vulgariser d'autres méthodes de fertilisation, qui rendent les producteurs moins dépendants de l'extérieur.

Bien avant que les Organisations Paysannes dans les deux Kivu ne s'engagent dans un programme de professionnalisation de leurs producteurs, la fédération agricole pomme de terre du SYDIP s'était déjà lancée dans la vulgarisation du «Calcul de rentabilité des champs de pomme de terre». Il s'agit d'un modèle simple<sup>3</sup> qui permet au producteur de visualiser l'ensemble des coûts (en nature et en espèces) pour les différents travaux et pour les intrants agricoles. Il peut également visualiser la production qui provient du champ (autoconsommation, semences, vente) ainsi que les recettes de la vente. Pour mesurer les progrès ou identifier d'éventuels problèmes, il a aussi la possibilité, avec l'appui des animateurs de la fédération, de calculer le rendement à l'ha, la marge bénéficiaire par kg et de comparer les résultats des saisons successives.

De son côté, la COOCENKI aide ses producteurs-membres à produire pour le marché. Elle conclut des contrats avec eux. Sur au moins un ha, le producteur produit soit du maïs, soit de la pomme de terre pour lesquels la coopérative lui fournit à crédit les semences et autres intrants nécessaires. Elle apporte également les conseils techniques (production, traitement post-récolte) et garantit l'achat de la récolte.

De manière générale, les organisations paysannes des différentes provinces se sont de plus en plus engagées dans une «approche filière». Cela leur permet d'accompagner et de conseiller leurs producteurs autour d'une ou deux spéculations dans lesquels les producteurs (mais aussi les O.P.) se spécialisent. Selon cette approche, l'O.P. a pour mission d'identifier, avec les producteurs, les maillons faibles dans la filière (depuis la recherche jusqu'à la



Le compte d'exploitation permet au producteur d'apprécier le résultat de ses efforts

<sup>3</sup> Ce modèle a été conçu avec l'appui technique de l'agriculteur néerlandais Gerard Vossen qui accompagne la fédération.

commercialisation). Il faut repérer ce qui empêche le producteur d'obtenir une bonne production et un bon prix pour sa récolte. En fonction de ces goulots d'étranglement, l'O.P. entre alors en concertation avec les autres acteurs de la filière afin de trouver des solutions qui avantagent les producteurs. C'est ainsi qu'on peut décider d'introduire des ruches modernes, l'insémination artificielle, le stockage des semences, l'élevage en stabulation, des géniteurs de race améliorée, ou encore, carrément, de nouvelles cultures comme le cacao et la vanille.

Quant à la collaboration avec les autres acteurs, elle fait encore trop souvent défaut car beaucoup d'opérateurs économiques ne s'intéressent pas à l'agriculture (familiale). Ils considèrent que d'autres types de commerce leur rapporteront davantage et/ou en moins de temps.

### **Champs «école-paysanne» versus «ferme-pilote»**

Au fil des décennies les modèles de vulgarisation agricole ont évolué. En vogue actuellement: le champ «école-paysanne». Promue depuis plus de 10 ans par la FAO dans d'autres pays, elle fait aujourd'hui son apparition en RDC grâce aux O.P. et aux projets de réhabilitation agricole. Les agronomes de formation classique ne sont pas toujours à l'aise avec cette approche car elle fait porter la responsabilité de la vulgarisation ou du conseil agricoles aux membres-producteurs et réserve à l'agronome le rôle de personne ressource, accompagnateur du processus.

Cela dit, en ce qui concerne les différentes organisations paysannes (et notamment au Nord-Kivu où leur concentration est importante), il est frappant de constater que chacune d'entre elles veut avoir sa ou ses propres fermes pilotes. Et bien que SYDIP ait d'énormes difficultés financières pour faire fonctionner ses différentes fermes et que COOCENKI ait obtenu des résultats très mitigés avec ses clapiers, APAV semble, de son côté, assez bien assurer son rôle de ferme modèle. Nombreux sont les

producteurs qui viennent visiter ses différentes cultures et élevages. LOFEPACO vient, pour sa part, de lancer l'aménagement de sa propre ferme modèle à Madimba, à quelques kilomètres seulement de celle d'APAV. Ces fermes pilotes, gérées par les agronomes des O.P., maintiennent ces derniers dans le rôle classique de «celui qui montre comment faire», voire les placent au-dessus des producteurs.

Au stade actuel, une chose est sûre: lorsqu'une ferme-pilote est correctement gérée et lorsque ses orientations et ses priorités sont effectivement fixées par des représentants des producteurs, elle peut constituer un bon cadre de référence pour les groupes de producteurs qui se forment au sein de ces champs «écoles-paysannes». Cela dit, il ne faut pas minimiser les coûts de fonctionnement de ces fermes. Cela pose d'ailleurs très souvent de sérieux problèmes aux O.P., raison pour laquelle ces dernières auraient tout intérêt, dans une même zone géographique, à se convenir sur leur utilisation commune.

Concluons avec le groupe de Neuchâtel: *«En améliorant les capacités d'initiatives individuelles et collectives des producteurs, cette facilitation (vulgarisation) permet à court terme, une meilleure adéquation des solutions techniques aux contraintes de l'exploitant agricole; et, à long terme, elle structure une recherche continue de l'innovation.»*

# 18. Augmenter les capacités des producteurs par le financement agricole

En général, le terme «financement agricole» couvre plusieurs niveaux de financements dans le secteur agricole. Le premier niveau est la réalisation des grandes infrastructures de base (aménagement des rizières et autres sites de production, routes de desserte agricole, électrification, centres de recherche agricole, ...) dont le financement relève essentiellement de l'Etat. Pendant de longues années, les dépenses publiques dans le secteur agricole ne correspondaient qu'à 1,2% du budget national<sup>1</sup>. Un deuxième niveau est l'acquisition par des opérateurs économiques, parmi eux les Organisations Paysannes, de certaines infrastructures et équipements (magasins de stockage, unités de transformation, camions/bateaux, ...). Ces investissements sont normalement financés par ces opérateurs sur fonds propre ou à l'aide de crédits à moyen et long terme. Le troisième niveau correspond au financement par les producteurs eux-mêmes (achat de champs, de semences et autres intrants, paiement de la main-d'œuvre,

<sup>1</sup> Dans le cadre du PDDAA, signé en mars 2011. Pour atteindre le taux de croissance de 6% du PDDAA, les dépenses doivent être de 109 milliards en 2011, ce qui correspond à 7,1% du budget national, encore en dessous des objectifs de l'Accord de Maputo (10%). Cette même étude met un accent particulier sur l'inefficacité des dépenses publiques congolaises dans le secteur agricole.

équipement agricole). Ce type de financements est très limité en RDC, d'une part parce que les producteurs sont extrêmement pauvres, et d'autre part parce qu'ils n'ont pas accès aux crédits, ce qui les empêche de développer leurs exploitations agricoles. Dans le présent chapitre, nous nous limitons aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveaux de financement, donc au « crédit agricole ».

## Les produits financiers adéquats font défaut

Pendant les années de crise ('90-'05), les différentes banques commerciales ont fermé leurs guichets et la plupart des coopératives d'épargne et de crédit ont fait faillite à cause d'une inflation vertigineuse. A part dans certaines provinces enclavées (ex. Maniema), les banques classiques sont aujourd'hui de nouveau opérationnelles, en particulier dans les villes d'une certaine importance économique, où une multitude d'institutions de micro-finance (IMF) se sont également développées. Malheureusement, ni les banques ni les IMF ne s'intéressent réellement au secteur agricole, les crédits aux commerçants (formels et informels) leur rapportant par exemple davantage et plus vite. Les deux considèrent le financement des activités agricoles trop risqué, à cause

des aléas climatiques mais aussi de par le caractère incertain des marchés agricoles et les prix peu rémunérateurs. Autre problème, les producteurs et O.P. manquent très souvent de biens amovibles (notamment de titres de propriété) pour faire d'eux des partenaires crédibles auprès des banquiers. Pour l'ensemble de ces raisons, les partenaires financiers n'ont pas encore réfléchi à des formes de crédit qui soient adaptées aux différents besoins de financement des producteurs et de leurs organisations professionnelles.

Exemples de besoins en crédits agricoles	
Producteurs agricoles	Organisations Paysannes
<p><i>Crédit à moyen et long terme:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achat d'un champ</li> <li>• Achat de ruches modernes</li> <li>• Achat d'une vache de race améliorée</li> <li>• Construction d'une étable</li> <li>• Filets de pêche</li> </ul> <p><i>Crédit de campagne (saisonniers):</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achat semences et autres intrants</li> <li>• Paiement de la main-d'œuvre</li> </ul> <p><i>Crédit à courte terme:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédit de soudure pour divers frais en attendant la vente de la récolte</li> </ul>	<p><i>Crédit à long terme:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achat d'un moulin ou d'une décortiqueuse</li> <li>• Achat d'une centrifuge pour l'extraction du miel</li> <li>• Paire de bœufs avec équipement</li> <li>• Motoculteur</li> <li>• Magasin de stockage</li> </ul> <p><i>Crédit de campagne:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fond de roulement pour l'achat, le stockage et la vente de produits agricoles</li> </ul>

## Les O.P. s'organisent pour trouver une solution

Conscientes du besoin de financement de leurs membres, de nombreuses O.P., particulièrement les O.P. féminines, ont développé en leur sein différentes formes d'épargne et de crédit. En commençant par les tontines, qui permettent aux membres de faire un petit investissement lorsque vient leur tour de recevoir les cotisations des autres membres. Les crédits rotatifs en nature constituent une autre forme de financement facile, notamment

le crédit bétail (remboursement après la mise-bas) et le crédit semences (remboursement après la récolte). D'autres O.P. sont allées plus loin, telle la LOFEPACO, qui a mis en place la Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole des Femmes Paysannes.

*Ivan Godfroid<sup>2</sup> est allé à la rencontre des responsables<sup>3</sup> de cette «banque coopérative des paysannes du Nord-Kivu».*

*Les paysannes deviennent des entrepreneurs agricoles grâce à la CECAFEP*

Pour responsabiliser ses membres, la LOFEPACO a créé la CECAFEP. Le capital de son crédit rotatif a été remis à cette caisse, qui a par ailleurs encore augmenté son capital avec les épargnes des membres. La CECAFEP compte 3.774 membres, 2.531 d'entre eux ayant épargné pour un montant total de 44.480 \$. Depuis sa création, la caisse a accordé pour 94.302\$ de crédits à 607 bénéficiaires, montant sur lequel 62.209\$ ont été remboursés (taux de remboursement égal à 89,86%).

Pour obtenir un crédit, il faut d'abord avoir épargné au moins 10 \$. Le montant du crédit accordé est au maximum entre 2 ou 3 fois le montant épargné. Le taux d'intérêt est de 2% par mois. L'échéance est de 4 mois pour les activités agricoles, 6 mois pour les activités commerciales. Selon les statistiques, 1/3 des crédits est utilisé dans les exploitations agricoles (intrants, main-d'œuvre), 2/3 vont vers des activités commerciales.

Contrairement aux autres IMF, la CECAFEP n'exige pas de caution solidaire. Toute demande de prêt est traitée par un comité de crédit, composé de trois femmes élues par zone (en tout

<sup>2</sup> Ivan Godfroid est conseiller auprès de Vredeseilanden (VECO) à Butembo (Nord-Kivu)

<sup>3</sup> L'entretien a eu lieu à Lukanga, chez la présidente de la CECAFEP, Mme Marie-Angèle Kaswera, en présence de la présidente de l'UFAP (Union des Femmes Agricultrices Progressistes), une des O.P. membres de LOFEPACO, Mme Irmina-Imelda Kavira, et d'une animatrice de la LOFEPACO, elle-même ancienne gérante de la CECAFEP, Mme Tsonga Malisaba.

il y a 22 axes). Ce comité visite la requérante dans son exploitation, et vérifie si l'O.P. de base dont elle est membre est informée de la demande, car c'est celle-ci qui mettra la pression si les termes du remboursement ne sont pas respectés. En cas d'avis positif, le dossier est transmis au bureau central de la CECAFEP à Butembo, qui prend la décision finale. En cas d'avis négatif, la requérante peut compter sur un appui du comité de crédit pour améliorer sa demande et la rendre plus acceptable.

Dans une des zones, Kyatenga, une zone très productive, la CECAFEP a mis en place en 2009 un système de 'warrantage', c'est à dire l'octroi de crédit à court terme dont la garantie est le stock de vivres de la requérante. Au lieu de devoir vendre la moisson immédiatement après, parfois même avant la récolte, à des prix dérisoires, pour combler les besoins en cash, le warrantage permet d'attendre la hausse des prix pendant la période de soudure. Le warrantage de la CECAFEP a permis de donner des crédits pour un montant de 50.000 \$.

Mes interlocutrices affirment que le capital de la CECAFEP est insuffisant pour couvrir toutes les demandes, mais les listes d'attente ne sont pas trop longues (une dizaine de personnes qui attendent maximum 4 semaines). Le problème le plus important est toutefois le manque de moyens pour assurer un suivi rapproché. Le volume des intérêts générés ne permet pas encore de supporter ces frais. Le volume du capital prêté devrait être beaucoup plus important pour générer un montant adéquat.

Un autre problème est certainement la nécessité de former les membres du CA ou des comités de crédit ainsi que le personnel de la CECAFEP, afin de renforcer leurs compétences. Les occasions d'apprentissage sont en effet très rares. Et même si on voulait inviter le Fonds d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin, une IMF active dans le milieu urbain de Butembo, les moyens pour le transport et pour les accueillir convenablement manquent.

Les grandes distances et le manque de budget pour couvrir les frais généraux pèsent sur le fonctionnement des organes. Le CA



Ivan Godfroid

### Une présidente très engagée

Mme Kaswera est mère de huit enfants, et agricultrice de profession. Elle dispose de trois parcelles de terre, avec une superficie combinée de 31 ares. Elle se spécialise dans la culture du maïs, et obtient un rendement annuel de 3 sacs. Pour fertiliser ses champs, elle a mis 4 chèvres en stabulation semi-permanente (il lui en faudrait au moins 10, dit-elle pour avoir assez de fumier pour tous ses champs).

Mme Kaswera est une dame très engagée. En plus d'être la présidente de la CECAFEP, elle est également secrétaire du Comité de Crédit de l'Union des Femmes Agricultrices Progressistes, et secrétaire de l'O.P. de base «Mamans Tuendelee Article 15 Lukanga». Ces responsabilités lui prennent pas mal de temps, mais heureusement ses enfants l'aident beaucoup pour les travaux des champs.

devrait se réunir tous les 3 mois, mais il est en réalité difficile de respecter ce rythme. C'est le secrétariat de la LOFEPACO qui organise des consultations et partage les informations avec les membres du CA, qui vivent dans des zones très dispersées. Elles n'ont pas les moyens de se rencontrer régulièrement. Les assemblées générales annuelles sont mieux respectées: la dernière a eu lieu le 16 décembre 2009.

Quand la présidente doit se rendre à Butembo, au siège de la CECAFEP, elle y va à pied. En partant à 6h du matin, elle arrive vers 15h, après 9 heures de marche donc, sur une distance de 45 km. Quand les membres ont déposé leur épargne auprès du comité de crédit, c'est par cette même voie que l'argent est transféré à Butembo, où les gestionnaires le déposent ensuite sur le compte de la CECAFEP auprès d'une IMF reconnue.

Mes interlocutrices sont d'accord que chercher un appui extérieur pour couvrir les frais de fonctionnement et de suivi n'a un sens que si un tel appui temporaire aide la CECAFEP à augmenter son capital jusqu'à atteindre un volume de crédits suffisant élevé pour que les intérêts payés permettent de supporter ces charges. Elles approuvent l'idée d'élaborer un plan d'affaires dans ce sens pour mieux concrétiser les objectifs des années à venir et fixer une stratégie pour y parvenir.

Mme Tsonga explique que dans la première année d'expérimentation du système de warrantage, les récoltes stockées ont dû être vendues trop tôt parce que la CECAFEP n'est pas propriétaire de l'entrepôt et qu'après trois mois le propriétaire réclamait son loyer sans plus attendre. Ainsi, le riz, qui valait 40 \$ par sac au moment de la récolte, n'a pu être vendu qu'à 75 \$ trois mois après, alors qu'il aurait pu rapporter 85\$ (ou même 100 \$ sur le marché de Butembo). En avril 2011, le riz déposé en dépôt lorsque le prix au marché était de 55\$ a rapporté 95 \$ par sac à la vente. Le dépôt total de 25 tonnes de riz a ainsi généré une marge bénéficiaire brute supplémentaire de 10.000\$!

La CECAFEP a décidé de construire son propre entrepôt pour pouvoir ainsi valoriser au maximum les fluctuations saisonnières des prix.

La CECAFEP est une initiative qui a certes prouvé ses mérites et a permis à des milliers d'entrepreneurs féminins de renforcer leurs activités. Même si elle reconnaît ses propres faiblesses, la caisse contient un potentiel réel d'augmentation de son impact.



Ivan Godfroid

Mmes Kavira, Kaswera et Malisaba, à côté de l'étable des chèvres de la présidente de la CECAFEP

### **Le crédit par et pour les producteurs agricoles: la COECA tente d'innover**

Au moment où la plupart des institutions de micro-finance ont fermé leurs portes, la Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Congo au Nord-Kivu a créé, en collaboration avec ses organisations membres, la Coopérative d'Épargne et de Crédit Agricole ou COECA. Cette nouvelle initiative cherche à combler l'absence de crédit agricole, en mobilisant les épargnes des producteurs eux-mêmes. Ces épargnes sont offertes sous forme de crédit selon des modalités adaptées aux entreprises agricoles familiales. Pour dépasser le seuil de rentabilité, le nombre de membres épargnants de la COECA devrait dépasser 1.250 producteurs. Or aujourd'hui, ce chiffre n'atteint pas encore 200. Les efforts d'épargne et de mobilisation des membres seront intensifiés dans les mois à venir, en s'appuyant sur un plan d'affaires réaliste et établi avec l'appui d'un expert de l'organisation Ex-Change.

### **Disposer d'un marché sûr constitue une forme de garantie pour la banque**

Une des causes de la réticence des banques à prêter aux paysans et aux organisations paysannes est l'incertitude sur les prix, c'est à dire si la production qui a été financée peut être vendue à un prix suffisant pour rembourser le crédit.

Daniel Bunambo, directeur de la COOCENKI, le sait lui qui à plusieurs reprises déjà, a pu obtenir un crédit bancaire important d'une banque commerciale. Tout simplement parce qu'il disposait d'un contrat de livraison du PAM ou d'une autre institution de grande renommée, montrant que la coopérative disposait d'un marché sûr et qu'ainsi le remboursement du crédit octroyé ne poserait pas un problème. Bunambo relativise toutefois, remarquant que «leur taux d'intérêt est trop élevé, ce qui réduit fortement la marge bénéficiaire».

Une autre manière d'intéresser les institutions financières aux activités agricoles est la collaboration triangulaire des O.P. avec les autres acteurs économiques. Les acheteurs de la récolte étant identifiés et contractés, les institutions financières sont disposées à octroyer un crédit aux producteurs en passant par l'O.P., qui assure également le suivi technique de la production. Elles sont sûres que la récolte sera vendue et que l'O.P. retiendra le remboursement du crédit avant de payer le producteur pour sa récolte. C'est ainsi que les producteurs de cacao au Bas-Congo bénéficient de crédits à travers leur coopérative COCAMA. De telles opérations sont transposables à la production de riz, dont la récolte serait achetée par la BRALIRWA, mais aussi au café, à la pomme de terre, au maïs, au miel, etc.

*La confiance entre les différents partenaires se construit à l'aide de contacts réguliers, de données chiffrées fiables, d'une transparence accrue, ... La professionnalisation des producteurs, l'élaboration de plans d'affaires et de demandes de crédit bien réfléchies montrant très clairement la rentabilité de l'opération pour le producteur sont des instruments importants pour la construction de partenariats O.P. – IMF.*

# 19. L'accès à l'information est un handicap important pour la professionnalisation des producteurs

Qu'il s'agisse de Kahambu Vagheni, productrice de pommes de terre à Kipese (NK), de Patrice Nganire, éleveur de bovins à Minembwe (SK), de Henriette Mujani, rizicultrice à Kinkole (Kin) ou encore de Ngoyi-Ka lembue-Lozi, producteur de maïs à Bena-Mpanda (KOr), ils n'ont aucune idée du prix de leur produit dans les marchés des villes les plus proches. Il en est de même pour le prix des semences importées, de l'engrais ou encore des produits phytosanitaires. De manière générale les producteurs agricoles en milieu rural sont dépourvus de toute information sur les prix et sur la disponibilité des produits sur les marchés ou sur la demande des commerçants voire des consommateurs. Cela les rend très dépendants des commerçants locaux.

Un vieil adage dit: 'le savoir, c'est pouvoir'. Celui ou celle qui connaît le prix actuel au marché, peut décider de soit vendre immédiatement, soit stocker pour attendre un meilleur prix, soit encore transporter soi-même sa récolte au marché; celle qui connaît le prix et les rendements de différentes variétés peut choisir telle ou telle autre semence ou produit; celui qui dispose de toutes les informations, peut décider d'abandonner telle culture et s'engager dans telle autre spéculation dont la demande ne fait qu'augmenter (ex. cacao).

Les informations de marchés sont cruciales pour les choix stratégiques que doivent faire les producteurs lorsqu'ils veulent se professionnaliser, se spécialiser dans certaines filières.

Ce même adage vaut également dans les relations entre le

producteur agricole et son organisation paysanne lorsque cette dernière n'informe pas ses membres. Ce manque d'information porte souvent sur des éléments tels que: la gestion de l'organisation par ses dirigeants, la perte réalisée sur une activité économique ou encore des problèmes éventuels qui font que les services rendus aux membres laissent à désirer. Les membres ne sont pas en mesure de comprendre la situation, ne pourront pas donner leur point de vue ou contribuer à l'amélioration de leur organisation. Or l'information des membres constitue trop souvent une des grandes faiblesses des O.P., ce qui contient le risque de creuser un fossé entre elles-mêmes et leurs membres.

Les voies de communication dont disposent les producteurs agricoles, qui habitent de manière éparpillée en milieu rural, sont

## Une expérience prometteuse: Le journal et les émissions radio de la FOPAC NK

Lorsque fin 2009 le partenaire technique et financier Agriterra annonçait la suspension de son appui financier, les leaders paysans du Nord-Kivu craignaient fortement que cela serait la fin de leur journal et des émissions hebdomadaires des six différentes stations radio locales. Ainsi l'étroite collaboration entre la FOPAC et la LOFEPACO et leurs organisations membres pour produire le bulletin trimestriel «Wakulima Amkeni» ainsi que les émissions radio risquaient de prendre fin. Heureusement un plaidoyer auprès des responsables d'IFDC-Catalist ont fait comprendre à ces derniers que ces instruments d'information sont pour eux aussi des voies intéressantes pour promouvoir l'intensification agricole grâce à la gestion intégrée de la fertilité des sols. C'est ainsi que depuis lors IFDC-Catalist donne non seulement un appui financier, mais a également renforcé les capacités techniques des journalistes de la FOPAC, voire d'autres journalistes de la province. Plusieurs leaders paysans du Nord-Kivu étaient parmi les orateurs lors de cette formation.

Jean Baptiste Musabyimana, journaliste de la FOPAC NK nous signale les dernières innovations: *«Nous sommes entrain d'instaurer un système d'information sur le marché. Il s'agit de fournir aux producteurs à travers leurs unions chaque matin des infos sur l'évolution de prix des produits agricoles à travers des SMS. En outre les émissions radios sont actuellement animées avec une contribution des paysans à travers les appels (interventions directes) téléphoniques.»*

assez limitées. La presse écrite ne s'intéresse pas à l'agriculture, d'autant plus que les paysans ne sont pas considérés comme des lecteurs pouvant s'acheter un journal régulièrement. C'est plutôt les radios locales qui conviennent le mieux pour joindre les producteurs avec des informations qui leur intéressent. Très souvent les paysans se retrouvent le soir au village pour écouter ensemble la radio. D'autres voies pratiques (très locales) sont les panneaux d'affichage au bureau de l'O.P. et les rencontres formelles et informelles de cette dernière. Et ce dernier temps le téléphone

mobile permet des communications rapides, au moins là où il y a accessibilité d'un réseau.

## D'autres publications agricoles et rurales existent

Pour les organisations paysannes il est très difficile de maintenir la publication régulière d'un journal, faute de moyens financiers, mais aussi faute de personnel qualifié. Raison pour laquelle les leaders paysans apprécient beaucoup l'existence d'autres journaux publiés par des ONG. Il s'agit notamment de «La Voix du Paysan Congolais», publié par l'ONG CENADEP, et «La Voix du Congo Profond», publié par le CAVTK. Tous deux paraissent trimestriellement, collaborent étroitement et sont complémentaires. La voix du Congo Profond est distribué à 100 exemplaires dans tous les territoires de la RDC ensemble avec des CD thématiques, à travers les CARG. La Voix du Paysan Congolais est en ligne sur l'internet pour un partage plus large des informations.

## Les journalistes agricoles s'organisent: l'AJAC

Consciente de l'importance croissante des médias dans le développement agricole, le CENADEP a organisé fin 2010 un atelier de formation des journalistes agricoles. A l'issue les participants, venus de Kinshasa, Bandundu, Bas-Congo et Nord-Kivu, ont mis en place une coordination qui travaillera sur l'identification des journalistes agricoles dans d'autres provinces et sur la rédaction des textes réglementaires devant régir l'Association des Journalistes Agricoles du Congo (AJAC).

Les journalistes ont également formulé les recommandations suivantes:

Aux pouvoirs publics:

- Faciliter l'accès des journalistes agricoles à l'information;
- Promouvoir les activités des paysans et assurer la sécurité alimentaire;

Aux partenaires:

- Favoriser la tenue annuellement de deux réunions des journalistes agricoles;
- Associer AJAC dans la dynamique AgriCongo comme partenaire pour une large couverture de ses activités
- Appuyer les actions (enquêtes, reportages) de journalistes agricoles sur le terrain;
- Soutenir le renforcement des capacités des journalistes agricoles;

Aux médias:

- Accorder beaucoup plus d'espace aux informations du secteur agricole et du développement rural;
- Soutenir la campagne AgriCongo par la couverture médiatique de ses activités

Depuis lors l'AJAC suit de près les évolutions et activités importantes du mouvement paysan en RDC, dont notamment le lobbying autour de la loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole, et la création de la «Concertation Nationale des Paysans Agricoles du Congo». Un projet de charte des journalistes de l'AJAC a été envoyé aux membres.

### **Les radios communautaires font arriver l'information au fin fond du pays**

La radio nationale a comme désavantage qu'elle n'est pas capée dans tous les coins reculés du pays, et qu'en plus la réalité quotidienne des paysans et paysannes fait rarement l'objet de ses émissions. Ce qui explique la naissance par ci- par là de petites radios communautaires ou radios de proximité.

### **Sud Kivu: La Radio Tuungane au service des agri-éleveurs**

Minembwe – Dans une zone accablée par les conflits ethniques, la radio Tuungane est une source d'information, canalisant les rumeurs pour mieux les gérer. Elle agit donc comme constructeur de la paix et remplit son rôle d'outil de communication pour la population essentiellement paysanne, selon le Directeur Innocent Nsengimana: «On voulait changer l'image négative de notre zone en mettant fin aux stéréotypes ethniques et améliorer le bien-être des paysans agri-éleveurs de toutes les ethnies confondues par la promotion de leur développement économique à travers certaines filières agricoles dans les hauts plateaux, lesquelles filières permettent d'augmenter sensiblement les revenus des agri-éleveurs».

La radio Tuungane qui veut dire «se rassembler» en Swahili a été créée en 2009 à la demande des coopératives membres de l'APDIK (Association Paysanne pour le Développement Intégré au Sud-Kivu). En effet les dirigeants de ces coopératives avaient insisté sur le fait que l'absence d'une radio dans le milieu maintenait la population dans l'ignorance par rapport à ce qui se passait ailleurs dans la province, dans le pays, voire dans le monde. Ils restaient loin des informations fiables non seulement par rapport au climat socio-politique mais aussi des informations sur le développement rural durable, la professionnalisation dans les différents secteurs ou filières agricoles. Aujourd'hui la radio, qui a été construite et équipée avec un appui externe, réussit à toucher plus de 250 000 auditeurs dans l'extrême sud de la province de Sud Kivu. Comme pour toutes les radios de proximité, le financement demeure le plus grand obstacle. Cette radio cherche activement un financement pour l'année 2011 quand sa subvention obtenue arrivera à terme.

## L'Information de marché à Beni – Lubéro

Depuis 2010, il existe au niveau des marchés en territoire de Beni et Lubero (Nord-Kivu) un bulletin d'information avec les prix moyens des produits agricoles observés dans différents marchés. Il s'agit d'une initiative du PADDFA-NK<sup>1</sup> (projet commun SYDIP – AGRISUD) sur financement UE. Le bulletin comprend trois volets: vivres, légumes et fruits et paraît toutes les quinze semaines. Il est encore trop tôt pour en connaître son impact au niveau des producteurs.

**Le Centre Lokole** est un réseau d'une centaine de radios communautaires à travers la RDC. Ce centre réalise des émissions d'éducation civique et agricole qui sont diffusées par des radios partenaires sur l'ensemble du pays. Il appuie aussi les radios en formation technique. Le Centre dispose d'un studio numérique capable de dupliquer des CD, faire des gravures et le mixage d'émissions.

*L'accès à l'information adéquate et fiable étant crucial pour les producteurs agricoles, et étant donné le manque de moyens des O.P. pour maintenir des bons systèmes d'information, une collaboration effective entre les O.P. et des acteurs spécialisés (journaux, radios, AJAC, compagnies de téléphone) est très souhaitée. Cela nécessite certes l'élaboration des plans d'information et de communication au niveau des O.P. faitières.*

**BULLETIN N°24 - TERRITOIRES DE BENI ET DE LUBERO**  
**BULLETIN D'INFORMATION DESTINÉ AUX ACTEURS DES FILIÈRES AGRICOLES**  
**Prix moyens des produits agricoles au détail (FC/kg) et en gros (FC/unité de vente)**  
**Période du 15 au 19 mars 2011**

Produits	Territoire de Lubero			Territoire de Beni			
	Buramba	Emboya	Chika	Buramba	Beni	Mukamba	Tendeka
Ananas	300						
Avocat	452						
Cacao	961						
Mangue	Abasé						
Manioc/pl	1.240						
Orange	1.008						
Pomme	717						

**LEGENDE**  
 Plu: non présent sur le marché  
 Abasé: Produit non présent sur le marché  
 Plu: Plu basées des prix à 25%  
 Plu: Plu basées des prix entre 25% et 50%  
 Plu: Plu basées des prix entre 50% et 75%  
 Plu: Plu basées des prix entre 75% et 90%  
 Plu: Plu basées des prix à 100%  
 Plu: Plu basées des prix à 125%

Les rapports sur les prix des produits dans ce bulletin sont basés sur les données des pays de Beni et Lubero en novembre 2010 ainsi que des données sur d'autres marchés et les données communiquées par les marchés et les prix des produits agricoles.



1 Un projet semblable existe également au niveau du Bas-Congo et de Kinshasa

# 20. La transformation des produits agricoles, une valeur ajoutée!

Si la récolte du producteur agricole est mal rémunérée, c'est souvent dû au fait que tous les producteurs récoltent et vendent au même moment. L'abondance des produits sur le marché provoque la chute du prix d'achat chez les commerçants. Le phénomène peut être pire encore lorsqu'il s'agit d'un produit périssable (fruits et légumes) et que le producteur n'a pas d'autre choix que de vendre immédiatement. D'autre part, le produit récolté n'est parfois pas intéressant pour les consommateurs car il nécessite un traitement préalable (céréales).

Pour valoriser le travail de leurs membres, de nombreuses O.P. mettent donc en place des unités de transformation. Chez certaines, le succès est plus qu'évident mais, pour d'autres, la rentabilité se fait attendre. Les décortiqueuses à riz (Maniema, Equateur, ) constituent une réelle valeur ajoutée pour les producteurs. Le riz blanc se vend plus facilement et à un prix bien plus élevé que le paddy. En outre, les recettes de l'O.P. pour ce service de décortilage permettent de couvrir certains frais de fonctionnement, à condition bien sûr que l'activité soit bien gérée. Voilà aussi la raison pour laquelle de nombreuses O.P. éprouvent des difficultés à faire fructifier des moulins au-delà de la première année. A ce moment, les frais de fonctionnement sont encore peu élevés. Cependant, à terme, le moulin acheté à crédit ou gracieusement offert par un bienfaiteur devient pour l'O.P. un fardeau plutôt qu'une source de revenus.

D'autre part, le financement des unités de transformation pose problème, surtout au niveau industriel (maïserie de la COOCEN-KI et séchoir de papaine du SYDIP). Les banques classiques sont très sceptiques d'autant plus qu'au départ, la rentabilité est difficile à prouver.

La bonne gestion d'une telle unité de transformation demande un minimum d'étude de rentabilité: l'unité répond-elle à une demande suffisamment importante des consommateurs? Existe-t-il déjà d'autres unités semblables à proximité? On commence tout d'abord par fixer un prix pour le service de transformation qui satisfasse aussi bien les producteurs que l'O.P. S'annonce alors la gestion proprement dite: celle de l'outil de transformation mais aussi celle des recettes qu'il génère. Cela implique des règles, la connaissance d'outils de gestion simples et transparents, la formation adéquate des personnes concernées et, enfin, des mécanismes de contrôle efficaces.

Outre les moulins à céréales et manioc, décortiqueuses à riz, concasseurs et presses à huile, qui nécessitent un important investissement et un niveau de gestion (amortissement, personnel à payer, pièces de rechange), il y a de nombreuses autres activités de transformation moins exigeantes. Citons l'exemple des organisations féminines qui fabriquent des vins et des jus de fruits, du chikwange, de la bière locale, du savon, de l'huile et de la pâte d'arachide, du fromage, des biscuits, etc. Il s'agit de travaux réalisés à petite échelle grâce à un équipement simple et facile à contrôler. Ces activités permettent aux femmes concernées de bénéficier d'une source de revenu très intéressante et constituent en quelque sorte une école qui les prépare à la gestion d'unités de transformation plus complexes.

Dans d'autres pays africains, les centres de recherche alimentaire ont développé une multitude de recettes pour des produits agricoles que l'on cultive également en RDC (patates douces au Sénégal, manioc au Nigeria, bananes au Bénin). Celles-ci permettraient de diversifier les produits transformés et d'atteindre un plus grand nombre de consommateurs.

*Le futur programme de renforcement des capacités des O.P. devra nécessairement contenir des modules de formation pour la gestion des unités de transformation. Lors de l'élaboration de ces modules, les formateurs devraient s'inspirer des expériences vécues par les O.P. des différentes provinces de la RDC. Ce programme aura également à mettre en valeur les expériences vécues dans d'autres pays africains.*

François Cajot



Gérer un moulin, pas si simple!

Nele Claeys



La production de vin chez LOFEPACO

# 21. La commercialisation: un défi majeur pour les OP

La vente de la récolte est l'étape de la filière agricole qui influence sans doute le plus la motivation du producteur. Cette vente doit non seulement lui permettre de subvenir à ses premiers besoins, mais elle doit en plus lui donner satisfaction au point de l'encourager à poursuivre ses activités dans cette même filière

«Les commerçants nous imposent leurs prix!» Rares sont ceux qui n'ont jamais entendu ce type de déclaration de la part des producteurs à propos de leur situation agricole. Ou encore «nous avons bien produit mais manquons d'acheteurs». Ces témoignages montrent la frustration des paysans face à un travail mal rémunéré. Ils sont aussi le signe de beaucoup d'autres problèmes, en particulier la faible professionnalisation des producteurs. Beaucoup de paysans congolais opèrent encore dans une logique de survie: avant tout produire ce que l'on mange, et s'il y a un surplus, le vendre au marché local pour avoir les moyens de satisfaire quelques autres besoins de base.

Les problèmes liés à la commercialisation sont multiples. Ce n'est pas sans raison que des O.P. comme UPAD (Kabinda) et UPPEKOR (Mbuji-Mayi) développent toute une série d'activités en appui à la commercialisation, ou que le programme de commercialisation de la FOPAC NK ait connu un échec éclatant pour différents produits agricoles.

Les O.P. voient souvent la mise en commun des produits comme la première solution au manque d'acheteurs et/ou de prix rémunérateur. De grandes quantités peuvent en effet attirer des commerçants et les pousser à payer un meilleur prix, de par les

faibles frais secondaires. Réunir ces grandes quantités n'est cependant pas facile.

- Lors de la récolte, les producteurs ont souvent un grand besoin d'argent liquide pour résoudre les nombreux problèmes familiaux. Ils préfèrent ainsi vendre moins cher à un petit commerçant, qui leur prend le produit au comptant chez eux, que de transporter la récolte au magasin de l'O.P., où ils devront attendre que leurs collègues amènent aussi leur récolte. Jusqu'à ce qu'un volume suffisant soit atteint pour remplir le camion du commerçant, ce qui peut durer des jours voire des semaines.
- Les conditions de stockage dans les magasins ne sont pas toujours bonnes, ce qui entraîne souvent des pertes chez les O.P. les moins expérimentées. Le coût de ces pertes augmente les frais de stockage et réduit la marge bénéficiaire de l'O.P., souvent au détriment du prix ou de la ristourne dont bénéficie habituellement le producteur.
- Un autre aspect est la qualité des produits. Un commerçant peut très bien être disposé à payer un prix intéressant pour une grande quantité de riz, de maïs ou de pommes de terre. Mais s'il constate, lors du chargement de son camion au magasin de l'O.P., que le maïs n'est pas sec, que le riz comprend trop de

brisures ou d'impuretés ou encore que les pommes de terre proposées sont un mélange de plusieurs variétés dont certaines ne lui conviennent pas, le commerçant risque de laisser l'O.P. avec ses produits. Ou bien de réduire fortement son prix ou payer pour une partie seulement du stock, et de ne plus jamais revenir, la confiance étant brisée.

Le commerce des produits agricoles, particulièrement celui des produits vivriers, est un métier en soi. Les organisations paysannes qui s'y lancent s'en rendent rapidement compte. Une comparaison des expériences d'O.P. dans les différentes provinces montre qu'il y a plusieurs approches qui peuvent se révéler fructueuses. Faisons le point sur deux d'entre elles.

#### *L'approche «inclusive»*

La première approche est celle où l'O.P. essaie de tout organiser elle-même. Elle organise un mécanisme d'épargne et de crédit, auquel le producteur membre peut faire appel en cas de besoin financier urgent, de sorte qu'il ne doit pas vendre sa récolte à vil prix. Autre possibilité, l'O.P. dispose d'un fond de roulement lui permettant de payer une bonne avance pour les produits que les membres lui livrent.

Pour aider les membres à transporter leurs produits jusqu'au(x) magasin(s) de l'O.P., cette dernière peut acheter une camionnette ou une paire de bœufs avec une charrette. Un autre type d'initiative est le marquage de tous les emballages, afin d'être sûr que les producteurs veillent bien à la qualité du produit à livrer. En cas de plainte de la part de l'acheteur final, l'O.P. peut ainsi facilement retrouver la personne qui a livré ce lot refusé.

Enfin, l'O.P. peut construire des hangars ou des magasins dans ou près des grands marchés très fréquentés, afin d'être au plus prêt des consommateurs.

Toutes ces opérations ont bien sûr un coût (salaire, frais de fonctionnement), nécessitant des crédits que les O.P. ont bien du mal



Ivan Godfroid

à trouver. Chaque opération ou service aux membres contient également des risques, des imprévus, surtout si les personnes concernées ne sont pas suffisamment formées, ou si les systèmes de contrôle efficaces font encore défaut. Mais il n'y a parfois pas le choix, notamment lorsque les commerçants et les transporteurs ne s'intéressent pas du tout au secteur agricole. Cette approche «inclusive» présente l'inconvénient majeur de développer une grande dépendance des producteurs envers leur O.P.

### La fête de Pâques, le moment par excellence pour vendre le riz à bon prix !

Grâce à la fertilisation des sols et de bonnes semences, les paysannes de LOFEPACO (plaine de la Semliki, aux pieds du Ruwenzori) produisent jusqu'à 6 tonnes à l'ha. Faute de moyens de stockage, elles ont tendance à vendre leur paddy directement. Pire, certains commerçants viennent parfois leur offrir un prix avant même la récolte. Le commerçant stocke lui-même le riz pour attendre que le prix sur le marché monte.

Ayant ainsi constaté que ce sont surtout les commerçants qui profitent du riz, la LOFEPACO a trouvé une solution: elle<sup>1</sup> loue elle-même des hangars à Lubiriha (à la frontière ougandaise), afin de permettre aux paysannes membres d'y stocker leur paddy, en payant pour les frais de stockage.

Joséphine Masika, une de ces rizicultrices, a récolté 15 sacs de paddy sur ½ ha. Elle a payé 387 \$ pour les semences, les engrais et la main-d'œuvre ainsi que 40\$ pour le transport jusqu'au dépôt. Pour le stockage, elle paie  $15 \times 2,32\$ = 34,8\$$ . Juste avant la fête de Pâques, Joséphine fait décortiquer son paddy, ce que lui donne 11 sacs de riz blanc. Elle paie pour cet usinage  $11 \times 6,08\$ = 66,88\$$ . Elle vend les 11 sacs à 90\$/sac, ce qui lui donne 990\$, à comparer aux 600 \$ qu'elle aurait eus en vendant sa récolte directement sur place. C'est-à-dire un bénéfice net de 462\$ au lieu de 213\$. Une bonne fête de Pâques pour Joséphine!

1 Grâce à ce stockage la CECAFEP (l'IMF de LOFEPACO) peut octroyer des crédits de soudure aux paysannes concernées (voir leur système de warrantage dans le chapitre 18)



Joséphine Masika

Ivan Godfroid

Une démarche alternative est l'approche filière ou «chaîne de valeur». Elle correspond mieux à une agriculture orientée vers les marchés. Le principe de départ est que le producteur sait d'avance pour quel marché il veut produire. Le producteur fait ses choix en fonction de sa zone agro-écologique et des normes de qualité ou des conditions de livraison des produits sur les marchés rémunérateurs de la région proche. Il peut ainsi planifier sa production (variété, produits de protection, date de plantation, conseils techniques) et sa récolte, ainsi qu'éventuellement le traitement post-récolte, voire l'emballage. Dans ce cas, le producteur raisonne comme un entrepreneur. L'O.P. a un rôle principalement de conseiller, intervenant seulement là où le producteur a un intérêt économique, pour agir ensemble avec ses collègues paysans.

#### *L'approche «filière»*

Dans une approche filière, l'O.P. joue avant tout le rôle de facilitateur, de conseiller en fonction des intérêts de ses membres. Elle reconnaît que les autres acteurs économiques (banques, transporteurs, industriels, exportateurs) sont également importants. Et qu'il est dans l'intérêt de tout le monde que la filière soit bien organisée, de sorte que chacun puisse y trouver son gagne-pain. Etre facilitateur d'une telle coopération inter-filière signifie que l'O.P. ait acquis une certaine autorité pour convaincre les autres acteurs de se mettre autour de la table. Au Bas-Congo et au Nord-Kivu, où les possibilités de trouver des acheteurs pour certains produits agricoles de rente sont plus grandes, cette approche filière est en vogue. Les différentes fédérations agricoles du SYDIP (café, quinquina, papaine, pomme de terre), la COOCENKI pour son maïs et autres produits vivriers destinés aux agences d'aide alimentaire, la COCAMA pour son cacao, l'APADER pour son riz étuvé, connaissent dès le départ les acheteurs de leur produit et les exigences qu'ils posent pour payer un prix rémunérateur. Dans certains cas, des contrats sont établis. De tels marchés sûrs mettent à l'aise les institutions de micro-finance, voire même

certaines banques classiques, ce qui leur permet d'octroyer des crédits de campagne aux O.P. Les négociations des éleveurs de porcs (REK) de Kisangani, avec les bouchers/vendeurs de viande, se situent également dans cette logique filière. De même que les contacts des producteurs de soja au Sud-Kivu (UPDI) avec une biscuiterie de Bukavu. Dans cette approche filière, l'accompagnement technique du producteur par l'O.P. devient important. Non seulement pour lui permettre de répondre aux exigences du marché, mais plus encore pour l'aider à faire des choix stratégiques pour le développement de son exploitation agricole. L'O.P. peut ainsi aider un producteur à maîtriser un nombre d'instruments (plan d'affaires, calcul de rentabilité, auto-évaluation), qui lui permettent de consolider son exploitation agricole, dans l'optique d'un revenu durable et intéressant.

*Quelle que soit l'approche qu'utilisent les O.P. pour faire bénéficier les producteurs de la commercialisation, elles doivent parfaitement maîtriser le rôle qu'elles veulent assurer vis-à-vis de leurs membres. Cela exige de la part de leurs partenaires techniques et financiers un appui technique d'appoint, sur une période suffisamment longue (voyages de découverte, rencontres de réflexion, formation spécifique), ainsi qu'une attitude critique vis-à-vis des propositions des O.P. non étudiées de manière approfondie et participative par ces dernières.*

# 22. Le plaidoyer: créer un environnement politique favorable pour les producteurs

**Paluku Mivimba et Donatien Malonda avaient abandonné leurs travaux agricoles pour aller plaider durant 6 semaines, au nom de leurs collègues paysans, au Parlement National pour l'adoption du fameux «Code agricole», devenu «Loi fondamentale agricole». Ils rentrèrent chez eux le 16 janvier dernier, fatigués mais aussi satisfaits et optimistes. Une étape de plus avait été franchie: la commission environnementale du Parlement a en effet, examiné le projet de loi, et a présenté son rapport à l'Assemblée nationale, proposant l'adoption du projet de loi.**

Malonda, pisciculteur dans le district du Bas-Fleuve au Kongo Central a découvert comment les choses se passent au Parlement: «Ça prend du temps, ça demande beaucoup de patience, et d'opiniâtreté pour atteindre des résultats». Avec Paluku de la FO-PAC<sup>1</sup>, et des experts du Ministère de l'Agriculture, il est allé voir différentes personnes clés, le Ministre de l'Agriculture, le Président de l'Assemblée Nationale, le président de la commission environnementale, et d'autres ministres et députés pouvant éventuellement influencer positivement leurs collègues, parfois à des heures tardives et à leur résidence. Rien n'a été laissé au hasard. A chaque fois que les choses semblaient tourner à l'échec (grève des députés pour défaut de budget de fonctionnement, mise en priorité d'autres projets de loi jugés plus importants, ) la cellule de plaidoyer du mouvement paysan se réunissait pour trouver de nouvelles stratégies pouvant débloquer la situation.

Paluku Mivimba, producteur de café et éleveur en territoire de

Beni au Nord-Kivu, chevronné dans les démarches de plaidoyer auprès des autorités, raconte: «Nous avons beaucoup travaillé sur le foncier; on n'a pas eu 100% ce qu'on voulait, mais nous avons été écouté et nous avons éclairé les députés sur certains points importants. Cette loi portant sur les principes fondamentaux relatifs au secteur agricole apportera des innovations importantes, notamment la mise en place des conseils consultatifs qui vont impliquer des représentants des paysans et d'autres catégories socio-professionnelles. Et il y aura aussi des comités locaux fonciers à travers desquels nous espérons sécuriser l'accès à la terre pour les petits producteurs».

La fonction «plaidoyer» serait logiquement l'activité principale des structures faitières des O.P. dans un pays comme la RDC où les contraintes auxquelles les producteurs agricoles ont à faire face sont tellement nombreuses et immenses: les routes ne sont pas entretenues, les paysans sont tracassés par les agents de l'Etat, il y a la concurrence des produits alimentaires importés, presque aucun service agricole que ce soit de diffusion de résultats de recherche, vulgarisation, financement, intrants, n'est presté

<sup>1</sup> L'ONGD F.A.T. qui se spécialise dans la problématique foncière au Nord-Kivu a accompagné la FOPAC dans ce plaidoyer



Soulignons le courage des leaders paysans qui osent formuler des accusations visant des autorités, qui détiennent toujours les clés de lutte contre les tracasseries. De telles dénonciations, toutes légitimes qu'elles soient comme autant de cris d'un peuple qui souffre, sont vite perçues comme une opposition politique dans un pays où le système judiciaire n'assure pas la protection des droits humains.

comme service aux producteurs, laissant ces derniers abandonnés à eux-mêmes.

Il y a tant à faire que les OP n'ont ni le temps matériel ni les moyens. A Kisangani, Kindu, Mbuji-Mayi et Goma, certaines actions ont effectivement permis de réduire les tracasseries dont étaient victimes les paysans. La dénonciation des taxes illégales et exorbitantes par l'UPDKIS en présence des autorités et à travers des émissions radio, la présentation au Gouverneur et autres autorités provinciales du Maniema d'un cahier de charges élaboré par les représentants paysans et dénonçant les méfaits des

La capacité des leaders pour mener des actions de plaidoyer avec sagesse et de manière stratégique et efficace fait encore trop souvent défaut dans les différentes provinces. Voici un modèle utilisé au Maniema: les O.P. avec sagesse, y organisent des formations pour les leaders paysans et autres acteurs clés sur les différentes lois en vigueur. Ces formations sont données par des responsables judiciaires, militaires, etc. Elles sont une opportunité pour se connaître, car après les explications sur les droits des citoyens, les leaders paysans parlent de leurs problèmes et réalités quotidiennes. Ainsi, d'une pierre deux coups, les leaders sont conscientisés et en même temps les responsables administratifs et judiciaires sont sensibilisés à l'impact négatif de leur comportement de tous les jours.

services étatiques<sup>2</sup>, l'introduction par écrite des plaintes au niveau des autorités provinciales et territoriales au Kasaï Oriental et au Kongo Central, sont des actions efficaces mais ponctuelles qui se font lorsque les leaders paysans en ont tellement assez, et qu'ils jugent que la situation est devenue invivable pour les producteurs.

Le Nord-Kivu est la seule province où les O.P. ont réussi à mettre en place des structures permanentes de concertation avec les autorités politico-administratives aux différents niveaux, à savoir les CMCA (Comités Mixtes de Concertation Agricoles).

La nomenclature des différentes taxes est un des thèmes débattus régulièrement. La FOPAC NK a élaboré une «note de plaidoyer relatif aux enjeux du secteur agricole en province du Nord-Kivu» en concertation avec les autorités<sup>3</sup> et la société civile pour aider les «O.P.» à mieux défendre leurs intérêts aux différents niveaux.

Comme les intérêts spécifiques des femmes paysannes ne sont pas suffisamment défendus par les structures mixtes, la LOFE-PACO et UWAKI mènent parfois des actions spécifiques, telle

<sup>2</sup> Les paysans avaient identifié 81 taxes et frais administratifs différents pratiqués par les autorités/services étatiques.

<sup>3</sup> Gouvernement et parlement provincial

que la campagne «*Nous pouvons*» contre les violences faites à la femme. Ou par rapport à l'accès à la terre, enjeu fondamental.

#### Synthèse de la rencontre des leaders LOFEPACO – Autorités du Nord-Kivu, le 30 Novembre 2010

1. L'article 61 de la loi foncière ne fait pas de distinction de sexe quant à l'accès à la terre.
2. Il en est de même pour le droit de succession dans le code de la famille (art. 758).
3. La réalité sociale/la mentalité des gens est le principal facteur de discrimination.
4. Une contrainte juridique: la femme mariée cherchant à acquérir une concession de terre a besoin d'une autorisation de son mari.

#### Engagements et propositions:

- Les femmes paysannes doivent être sensibilisées sur la loi foncière pour les procédures d'acquisition des terres.
- La nomenclature d'acquisition des titres de propriété doit être disponible pour les O.P. afin de permettre aux producteurs de prévoir l'impact financier et de déposer leurs dossiers.
- Le service des titres immobiliers s'est engagé à faciliter les démarches des femmes paysannes sollicitant des titres de propriété.

**Pourquoi ce travail de lobbying n'est-il pas mené de manière permanente?** Le secrétaire exécutif de la FOPAC NK, Monsieur Etienne Mbakurirahi est très clair sur cette question: *«Il n'y a pas d'argent pour le faire. Les cotisations de nos organisations membres ne suffisent même pas pour réunir statutairement nos organes (C.A. et A.G.). Nos partenaires financiers n'appuient que des actions de plaidoyer bien précises: l'actualité, c'est la problématique foncière et le code agricole. Nous n'avons pas de budget pour agir instantanément lorsque des problèmes ou opportunités se présentent, ni pour faire le suivi des actions menées antérieurement».*

Le producteur agricole paie sa cotisation pour son O.P. dans l'espoir de voir alléger les contraintes avec lesquelles il se bat tous

les jours. Les services économiques qu'apportent les OP avec les intrants, l'accès au crédit, le conseil agricole, l'appui à la transformation, et à la commercialisation, donnent des résultats qui sont très rapidement visibles. Par contre des actions de plaidoyer nécessitent des mois voire des années avant que le résultat ne devienne visible au niveau du producteur. Evidemment, les partenaires financiers des O.P., préfèrent les actions ayant un impact rapide au niveau des paysans. Cela leur permet de plus facilement se justifier vis-à-vis de leurs donateurs.

Or, sans politiques, agricole et commerciale, qui les appuient, l'impact des services économiques que rendent déjà les O.P.



COPACO

Aujourd'hui, de nouveaux enjeux et outils se profilent: comment réduire les émissions de gaz à effet de serre dans un programme REDD+ si on n'associe pas les paysans? Comment réussir à mettre en place un DSCRP réaliste, et un PDDAA efficace, *programme détaillé de développement agricole de l'Afrique*, pour réduire réellement et durablement la pauvreté sans les paysans ?



reste limité et leur durabilité incertaine. Comme le dit Paluku Mivimba: «dans notre pays tout le monde n'a pas le souci du développement rural et l'agriculture n'est pas une préoccupation». «Il faut une structure permanente de plaidoyer pour le mouvement paysan au niveau national, pour continuer le lobbying au niveau du Parlement, pour que le code soit effectivement adopté mais aussi pour participer à l'élaboration de ses mesures d'application en informer ceux qui prendront en main le processus devant les Parlements provinciaux et enfin, pour en faire une large vulgarisation. La cellule devra forcément influencer et sensibiliser l'opinion congolaise en faveur de l'agriculture et des produits agricoles locaux».

*Le besoin d'une représentation paysanne permanente à Kinshasa fait désormais l'unanimité des différents mouvements. Une telle structure constituerait en outre une source d'information «officielle» pour les différents ministères et agences de coopération actifs dans l'agriculture et soulignerait l'indépendance et la légitimité du réseau CARG, composé à 66 % de la société civile.*

*Le financement d'une telle cellule permanente devrait être le souci non seulement des leaders paysans, mais aussi des partenaires financiers du secteur agricole, soucieux d'une représentation effective des paysans producteurs à la base et de contribuer à un programme global de renforcement des capacités du mouvement paysan en RDC.*

# 23. La voix des O.P. congolaises au-delà de la RDC

Les enjeux pour les producteurs agricoles congolais ne s'arrêtent pas aux frontières de leur pays. Avec la globalisation de l'économie, des décisions politiques prises à Addis-Abeba, New York, Rome, Bruxelles ou Beijing, mais aussi des évolutions technologiques et économiques dans d'autres régions africaines ou sur d'autres continents influencent positivement ou négativement les possibilités de développement du producteur congolais. L'intégration des marchés sous-régionaux africains fait des agriculteurs des pays voisins des concurrents pour le paysan et le pêcheur congolais. Certes à terme les consommateurs de ces pays constituent également un marché important pour ces mêmes producteurs congolais. Mais l'ouverture du marché congolais à des produits agricoles en provenance de pays appuyant fortement leur agriculture, peut constituer une concurrence déloyale envers les producteurs congolais, qui ne reçoivent eux aucun appui de leur gouvernement. Les politiques d'appui au secteur agricole qui sont discutées périodiquement au niveau de la FAO, du FIDA, de la Banque Mondiale ainsi qu'au niveau du NEPAD de l'Union Africaine risquent de se baser sur les réalités d'autres pays ou de dynamiques différentes de celles des producteurs congolais. Il est donc essentiel que ces derniers fassent entendre leur voix.

C'est la raison pour laquelle certaines organisations paysannes congolaises ont adhéré à des réseaux paysans africains et internationaux. La Confédération des Paysans du Congo (COPACO), qui a son siège à Kinshasa, a ainsi adhéré à la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC). De leur côté, la FOPAC NK et la LOFEPACO sont membres de la Fédération des organisations paysannes pour l'Afrique Orientale (EAF<sup>1</sup>). Au sein de ces plateformes, les leaders paysans discutent avec leurs collègues des pays voisins sur l'intégration économique de leur sous-région et sur ses conséquences pour les producteurs agricoles. Ils y formulent également ensemble des messages de plaidoyer pour que les intérêts des producteurs

soient suffisamment pris en compte. Les plateformes paysannes ont par exemple fait beaucoup de lobbying lors des négociations sur les Accords de Partenariat Economique (APE) entre les entités économiques sous-régionales et la Commission de l'Union Européenne. Non sans succès apparemment puisque ces négociations n'ont toujours pas abouti.

Au niveau mondial, les leaders paysans congolais, à travers leur adhésion à ces plateformes sous-régionales ou à des réseaux internationaux (Via Campesina pour COPACO, et FIPA<sup>2</sup> pour FOPAC), participent périodiquement à des forums organisés par les institutions agricoles du système des Nations Unies comme

<sup>1</sup> East African Farmers' Federation

<sup>2</sup> Malheureusement cette Fédération Internationale des Producteurs Agricoles a fait faillite fin 2010 suite à une mal-gestion, mais fin mars 2011 une nouvelle organisation a vu le jour: World Farmers' Organisation



la FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture) et le FIDA (Fonds International de Développement Agricole). Ce dernier organise notamment le Forum Paysan tous les deux ans, qui permet aux leaders paysans de faire entendre leur voix auprès des gouverneurs du Fonds et de faire le suivi de ses programmes agricoles dans les différents pays, dont la RDC.

Le renforcement des capacités des organisations paysannes à différents niveaux se poursuit. C'est ainsi que fin octobre 2010, à Lilongwe (Malawi), le Forum Paysan Panafricain (PAFFO<sup>3</sup>) fut officiellement créé, après deux années et demi de préparation, la

<sup>3</sup> Pan-African Farmers' Forum

plateforme ayant été lancée au mois de mai 2008 à Addis-Abeba. Il est composé de l'UMAGRI pour l'Afrique (Maghrébine) du Nord, le ROPPA pour l'Afrique de l'Ouest, la PROPAC, l'EAAFF, et la SACAU pour l'Afrique Australe. Le PAFFO constitue avec ses 5 membres sous-régionaux l'interlocuteur direct de l'Union Africaine et du NEPAD, particulièrement pour le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Le 17 mars dernier, les leaders paysans congolais ont pu se joindre à la dernière minute aux autres acteurs du secteur agricole pour s'engager dans le PDDAA pour la RDC. C'était la première fois que les producteurs agricoles participaient à une rencontre d'un tel niveau à Kinshasa.

La participation aux plateformes sous-régionales permet aux leaders paysans non seulement de parler de la situation des agriculteurs congolais mais aussi de découvrir des expériences intéressantes de leurs collègues kenyans, zambiens, sénégalais, burkinabé, source d'inspiration pour faire évoluer leurs propres organisations. La COPACO, la LOFEPACO et la FOPAC NK bénéficient également d'appuis logistiques et financiers, bien que très modeste, au travers de leurs plateformes sous-régionales respectives.

*Ces échanges et appuis sous-régionaux ne bénéficiaient jusqu'à maintenant qu'aux O.P. directement concernées. Mais avec la récente création, provisoire, du Cadre de Concertation Nationale des Paysans Producteurs Agricoles du Congo (CNAPAC), qui réunit des O.P. de différentes provinces, les retombées de cette appartenance sous-régionale devraient également atteindre les autres regroupements d'O.P. dans les différents coins du pays. Le CNAPAC est aussi et surtout l'embryon d'une représentation paysanne nationale et internationale réellement représentative.*

# 24. Un bon tandem de «leaders paysans et cadres exécutifs», la clé de succès d'une O.P

Début novembre 2010, les leaders paysans du Nord et du Sud-Kivu se sont réunis avec leurs collègues rwandais et burundais à Kibuye (Rwanda) afin de réfléchir ensemble à leur fonction de dirigeant. Dans le cadre de la présente brochure, quelques leaders paysans du Nord-Kivu se sont retrouvés à Butembo le 8 janvier dernier pour faire le point sur la suite réservée à l'atelier de Kibuye.

Résultats de Kibuye	
Principaux problèmes évoqués	Recommandations formulées
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méfiance entre dirigeants et agents</li> <li>• Absence d'activités génératrices de revenus dans bon nombre d'O.P.</li> <li>• Les dirigeants se plaignent du volontariat et réclament que le temps qu'ils consacrent aux activités de l'O.P. soit pris en compte.</li> <li>• Certaines O.P. ne respectent pas les textes requérant une gestion saine</li> <li>• Certains dirigeants recevant des primes ont tendance à se substituer en agents permanents</li> <li>• Les O.P. économiquement pauvres embrassent n'importe quelle activité, même celles qui ne cadrent pas avec leur mission</li> <li>• Absence de collaboration entre les dirigeants nouvellement élus et les dirigeants sortants</li> <li>• Faible implication des femmes et des jeunes dans les organes de décision.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour mettre fin à la méfiance entre dirigeants et agents, les rôles de chacun doivent être clarifiés, en suivant les textes légaux. Face à la sous-information, base de soupçons et de méfiance, il faut un bon système de communication interne.</li> <li>• Pour une durabilité des actions, il est important de développer des activités génératrices de revenus. Cette plus grande autonomie financière permettra aussi de contourner le problème du volontariat.</li> <li>• Les dirigeants doivent s'accorder sur les textes légaux qui régissent leurs organisations et partager leur contenu avec les autres membres. Cela permet de connaître le rôle de chaque organe et d'éviter le chevauchement.</li> <li>• Le choix des activités par les O.P. doit partir des besoins des membres. Si les membres sont satisfaits des services rendus, ils payeront leurs cotisations sans être forcés.</li> <li>• Pour honorer les dirigeants qui ont bien travaillé, il y a lieu d'instaurer un conseil de sages constitué d'anciens dirigeants de l'O.P. Une autre façon de valoriser leur expérience est de les impliquer dans certaines activités en tant que consultants.</li> <li>• Afin d'augmenter leur implication dans les organes de prise de décision, il faut d'abord sensibiliser les femmes et les jeunes afin qu'ils adhèrent en grand nombre. Il faut ensuite leur donner des formations pour les rendre compétitifs aux postes de décision.</li> </ul>

Deux mois plus tard, la Fondation Maendeleo, qui avait également animé l'atelier de Kibuye, a réuni à Butembo des leaders de plusieurs O.P. œuvrant dans la partie nord de la province du Nord-Kivu. Les objectifs étaient de capitaliser les acquis de Kibuye et de voir les suites à donner aux rencontres. Le directeur de Maendeleo, Mr. Syalambereka Maliyasasa, a en outre interviewé les exécutifs des O.P. concernées<sup>1</sup> pour connaître le revers de la médaille. Voici les propos recueillis.

Chez SYDIP, les dirigeants ont comparé les recommandations de Kibuye avec les pratiques ayant cours au sein de leur organisation. Une conséquence concrète a été l'évaluation et la suspension pendant un mois de leur secrétaire général, en le privant de son salaire.

Les leaders de la LOFEPACO ont conduit un nombre important d'actions: ils ont restitué les résultats de Kibuye lors de leur parloir<sup>2</sup> au mois de décembre, planifié leurs activités au sein de chaque service, consulté les textes légaux, engagé un chargé de communication, avant de finalement préparer la révision des textes légaux.

Les dirigeants de la COOCENKI ont eux décidé de donner à toutes les coopératives membres les textes légaux de la coopérative centrale. Il y a aussi eu un certain partage du pouvoir entre les dirigeants puisque que le vice-président a fait trois visites de terrain (dans les coopératives primaires) à la place du président.

Questionnés sur le problème de la méfiance entre agents et dirigeants, les secrétaires exécutifs confirment qu'il s'agit d'un réel problème mais qu'il n'existe pas partout. C'est surtout quand les dirigeants et les exécutifs ont une même vision qu'il y a un bon climat de collaboration. Selon les exécutifs, l'essentiel est que les dirigeants n'aient pas accédé au pouvoir par pur intérêt personnel. *«Très souvent, le complexe d'infériorité et l'ignorance chez les*

*dirigeants sont sources d'incompréhension. Pour ces dirigeants, ce sont les agents qui bénéficient des moyens de l'organisation car ils reçoivent un salaire. Mais ils devraient savoir qu'ils gagnent ce salaire pour accompagner les activités économiques des membres, la mission principale des O.P.»*. Les exécutifs reconnaissent toutefois que certains d'entre eux manquent parfois de courtoisie envers les membres et les dirigeants, ce qui peut être source de méfiance.

L'ignorance des textes légaux fait que certains dirigeants ne remplissent pas correctement leur rôle, l'outrepassant parfois en se substituant aux agents permanents. Interrogés à ce sujet, les dirigeants se considèrent comme les garants de la philosophie de leurs organisations. Comme le disent les paysans tanzaniens: *«Le meilleur avocat de l'agriculteur, c'est l'agriculteur lui-même»*. Quand ils constatent que les exécutifs ont tendance à dévier de leur mission, ils se voient obligés de jouer le rôle de police et de suivre de près l'ensemble des activités de l'organisation.

Il existe également certains dirigeants d'O.P qui ne sont pas de vrais producteurs agricoles mais qui font tout pour accéder et rester au pouvoir car ils considèrent le poste de dirigeant comme une source de revenu. De tels dirigeants se font corrompre par leur secrétaire exécutif, au détriment des membres qu'ils sont censés représenter. Ils sont prêts à signer des contrats avec n'importe quel bailleur pourvu qu'ils aient de l'argent.

La rencontre de Butembo a permis aux leaders de réfléchir au-delà des recommandations de Kibuye, notamment par rapport aux problèmes de communication interne. Voici quelques idées retenues:

- En cas de message urgent, envoyer un SMS à tous les membres du C.A.
- Le président ne doit pas nécessairement effectuer tous les voyages. L'instance hôte doit faire connaître le profil requis afin que la personne la plus adéquate y aille;

<sup>1</sup> Il s'agit de SYDIP, COOCENKI, LOFEPACO, APAV, du Nord-Kivu et UPDI du Sud-Kivu (cette O.P. était à Kibuye mais non à Butembo)

<sup>2</sup> C'est le nom que LOFEPACO a donné à son Assemblée Générale



Les participants de l'atelier de Kibuye

- Mettre en place des chargés de communication, qui doivent veiller à ce que l'information circule correctement à l'intérieur de l'O.P. et vers les partenaires externes;

Et pour l'autonomie financière des O.P.:

- Rendre des services utiles aux membres afin qu'ils soient capables de payer la cotisation
- Créer et renforcer des activités économiques rentables, à gérer dans la transparence

De manière générale:

- Renforcer la formation des dirigeants à tous les niveaux (lire des comptes d'exploitation, et autres états financiers, savoir bien communiquer en utilisant différents outils)
- Organiser périodiquement ce genre de rencontre entre dirigeants pour faire le point sur la réalisation des différentes recommandations.

*Le fonctionnement efficace d'une organisation paysanne professionnelle dépend largement d'une bonne symbiose entre les leaders paysans – représentants des membres - et les gestionnaires quotidiens de leur organisation – l'équipe exécutive. Les deux organes ont des rôles bien distincts mais complémentaires. La confiance, base d'une bonne collaboration, se construit graduellement, grâce à une maîtrise par chacun de ses responsabilités spécifiques et à une bonne communication mutuelle, systématique et selon des modalités convenues. Il est important que les partenaires financiers et techniques se rendent compte de l'équilibre nécessaire entre ces deux organes et du rôle spécifique de chacun d'eux, situation très différente de leur partenaire habituel, les ONGD. Le renforcement des capacités des deux organes et des instruments pouvant faciliter la bonne collaboration entre eux (planification, communication, contrôle financier, ) devront constituer un volet important dans tout programme d'appui au secteur agricole.*



La rencontre de Butembo

# Epilogue

Nous sommes à la fin de ce voyage de découverte des Organisations Paysannes en RDC. Deux enseignements essentiels peuvent en être tirés: d'une part l'incroyable potentiel agricole dont dispose le pays, et d'autre part la grande volonté des producteurs agricoles pour valoriser leur métier. Les zones agro-écologiques très diverses et les savoirs paysans correspondants constituent les fondations pour un développement agricole capable de fournir à la population congolaise une alimentation à la fois riche, variée et saine. Ils permettront en outre d'étendre et de consolider la base économique du pays par l'exportation d'une large gamme de produits agricoles appréciés dans d'autres pays.

Ce voyage a néanmoins mis en exergue les multiples handicaps auxquels font face les producteurs agricoles. Les zones de production sont coupées des centres de consommation du fait de routes impraticables, de bacs en panne, ou de trains qui ne roulent pas. De plus, aussi bien les producteurs que les commerçants sont découragés par les multiples tracasseries policières qui gênent l'écoulement de leurs produits vers les centres urbains. L'aide alimentaire ainsi que l'importation de produits en provenance de pays ne connaissant pas ces contraintes sont des facteurs supplémentaires empêchant les producteurs d'obtenir un prix rémunérateur pour leur récolte.

Changer cette situation demande une forte volonté politique de la part des plus hauts décideurs du pays. Il est nécessaire que les décisions politiques se prennent dans le cadre d'une vision mettant en avant le bien-être de la masse paysanne,

qui constitue près des trois-quarts de la population congolaise. Il semble clair que cette masse paysanne doit se faire entendre pour atteindre cet objectif. Mais c'est précisément pour cela qu'elle est en train de s'organiser comme nous l'avons vu. Le niveau d'organisation et son impact varie beaucoup d'une province à une autre. Le processus de structuration a certes commencé partout. Mais il nécessite encore un appui approprié afin que les faitières paysannes puissent faire passer leur message de manière valable. Un message qui doit non seulement véhiculer les doléances des producteurs mais aussi et surtout des propositions concrètes pour obtenir des décisions politiques en leur faveur.

Des faitières spécialisées, soit par filière, soit par fonction (semences, approvisionnement, transformation, commercialisation) constitueront des partenaires crédibles, aussi bien pour les autorités politico-administratives et les bailleurs de fonds lors de la formulation de nouveaux programmes agricoles que pour les autres opérateurs économiques (transporteurs, industriels, exportateurs). Les expériences des O.P. dans différentes provinces nous ont montré que ce scénario est très réaliste.

Notre tour auprès des organisations paysannes a également révélé un nombre de faiblesses. Un manque de moyens logistiques et financiers, comme certains responsables ne cessent de le répéter avec raison. Mais également un manque de capacité humaine. L'illustration la plus frappante est que chaque O.P. semble de son côté réinventer la roue, par manque de connaissance des

expériences vécues ailleurs par des organisations sœurs.

Les faiblesses humaines sont également dues au contexte actuel de la RDC. Les responsables des O.P. opèrent dans un environnement politique et économique de peu de scrupules. En outre, de nombreux partenaires techniques et financiers (potentiels) des O.P. ne se rendent pas compte ni de ces faiblesses humaines ni des particularités des organisations paysannes par rapport à d'autres acteurs de développement. Ils sont attirés par les atouts des O.P.: leur capacité de mobilisation et d'atteinte d'un grand nombre de paysans, ainsi que, chez certaines, un niveau de gestion interne bien meilleure que dans la plupart des ONGD. Ces partenaires sont rarement disposés à investir dans ces O.P. pour renforcer les capacités humaines et surmonter ces différentes faiblesses. Leur premier souci semble être de «servir les paysans à la base», pour la durée du projet et non dans un objectif de durabilité du service. Alors qu'une organisation paysanne solide est la mieux à même de s'attaquer aux problèmes que les paysans rencontreront dans l'avenir.

Peut-être que le premier besoin des organisations paysannes est un changement d'attitude à leur égard, de la part à la fois des autorités politiques et des bailleurs de fonds. Une volonté de connaître et comprendre les dynamiques paysannes, et de se mettre à leur service en vue de la réalisation d'un objectif commun: le bien-être de la grande majorité de la population.

Middelbeers, ce 21 avril 2011

## Annexe 1 Publications utiles pour les organisations paysannes et leurs membres

Dans le cadre de la réalisation de la présente brochure nous avons fait un appel à différentes structures dont nous savons qu'elles font des publications fort intéressantes pour les producteurs agricoles et leurs organisations professionnelles. Malheureusement toutes n'ont pas fourni à temps un aperçu de leurs publications. Outre celles que vous trouvez sur les pages qui suivent, nous tenons à énumérer quelques autres organisations qui disposent des documents qui capitalisent des expériences intéressantes:

ATOL Secrétariat Belgique Tél. + 3216498300	Domaines: empowerment, information, genre, économie sociale, organisation apprenante, info@atol.be <a href="http://atol.be/port/rdc/RDClients.htm">http://atol.be/port/rdc/RDClients.htm</a>
CSA Marek Poznanski Alex Danau Daniel van der Steen Tél. + 3224120660	Domaines: Grandes problématique agricoles, lobbying par les organisations paysannes marek.poznanski@csa-be.org alex.danau@csa-be.org daniel.vandersteen@csa-be.org www.csa-be.org
IFDC-Catalist  Communications Kigali Coordination RDC à Goma	Domaines: gestion fertilité des sols, développement chaînes de valeur, marchés agricoles, coopération économiques sous-régionale Danielle Mbeshherubusa danielle@ifdc.org Samson Chirhuza samson@ifdc.org Tél. + 243 998625515
INADES Formation Congo	Sylvain Ntumba Tél. + 243 998246079 sylvainmut@yahoo.fr
Inter-réseaux  Secrétariat Paris Tél. + 33142465713	Publications: Grain de sel, Bulletin de veille sur développement rural, inforiz, dossiers sur renforcement des capacités des O.P. secretariat@inter-reseaux.org www.inter-reseaux.org
KIT (Institut Royal pour les Tropiques) Information & Library Services Tél. + 31205688298	Publications: sur développement chaînes de valeur portal_value_chain_for_development@kit.nl www.kit.nl (Anglais)
SOS Faim Jean-Jacques Grodent Tél. + 3225480680	Publications: Défis-Sud et Dynamiques Paysannes jjg@sosfaim.org www.sosfaim.be

## Annexe 2 «La voix du Congo profond» travaille avec vous pour qu'émerge une agriculture paysanne, remède durable contre la pauvreté

**Ses atouts: actualité, plate-forme de communication et plaidoyer**

**1. Diffuser une information pertinente et actuelle, à destination des différents acteurs du pays.**

- Développer les dossiers clés comme les filières en agriculture, pêche, élevage; le foncier, la modernisation, l'insertion des jeunes, la création d'emplois, le financement et la politique agricole.
- Diffuser des informations sur les prix et marchés
- Mettre en évidence les avantages comparatifs de la RDC, de ses provinces et territoires.
- Inciter à trouver de nouvelles voies tant dans l'agriculture de conservation que dans les cultures de rente, les puits de carbone,...

**2. Offrir un réseau unique favorisant le partenariat public privé, des opportunités de synergies entre tous les intervenants.**

- Offrir des contenus utiles et mettre en réseau les radios communautaires et les professionnels des médias.
- Se concerter sur les actions pilotes qui réduisent l'exode rural et mettent en valeur le territoire
- Proposer un appui structurant aux Organisations Paysannes, aux investisseurs professionnels et aux acteurs du processus CARG.

**3. Etre un plaidoyer pour consolider un cadre institutionnel incitatif et évoluer vers une gouvernance décentralisée efficace pour un aménagement durable du territoire.**

- Mettre à disposition une base de données des activités de développement agricole adaptées au pays et des projets à dupliquer, base d'élaboration des politiques agricoles, nationale et décentralisée.
- Promouvoir une agriculture qui préserve les ressources naturelles et répond aux exigences environnementales actuelles (REDD+)
- Permettre aux acteurs de présenter leurs projets et de faire entendre leurs préoccupations par le biais du magazine.

**Diffusion:** le magazine La Voix du Congo profond paraît tous les trimestres (4 x par an) Avec le CAVTK, centre agro vétérinaire tropical de Kinshasa, il est diffusé dans tout le pays. En février 2011, nos partenariats permettent de couvrir environ 60 territoires et de distribuer 8000 exemplaires. Un abonnement comprend la livraison de 100 exemplaires dans un territoire (il y en a 146 en RDC)

*Autres publications du centre agronomique et vétérinaire tropical de Kinshasa*

### «Troupeaux et cultures des tropiques»

Numéros consacrés à l'élevage: porcs, Volaille, petits ruminants

Numéros consacrés à l'agriculture: semences, maraîchage, plantes à tubercules

**Acquérir ces brochures: au laboratoire vétérinaire de Kinshasa, clinique des plantes: avenue Wangata à Kinshasa; contactez Max Muland: maxmuland@yahoo.fr 0999924852**

**Correspondants en province: Espérance Nzuzi et Landu Nzita au Bas Congo, Jean Marie Kamale et Romain Kyalire au Nord Kivu, Micheline Mayingidi en Province Orientale, Victor Nkendi au Kasai Occidental, Roger Enyeka en Equateur, Sandra Kavira au Sud Kivu, Marc Rodriguez au Bandundu**



## Annexe 3 Publications CTB – PAIDECO relatives au secteur agricole

- Guide d'identification et analyse d'une filière (62 pages)
- Analyse des filières cultures vivrières: arachide, maïs, manioc et filières briqueterie dans la ville de Kikwit et son hinterland (79 pages)
- Analyse de la filière Manioc dans la Ville de Kindu et son Hinterland (52 pages)
- Analyse de la filière Riz dans la Ville de Kindu et son Hinterland (31 pages)
- Analyse de la filière agricole (Maïs et riz) dans le Territoire d'Uvira (31 pages + annexes)
- Analyse de la filière élevage (Bovin et caprin) dans le territoire d'Uvira (34 pages + annexes)
- Enquête sur le développement du petit élevage dans la ville de Kindu et son Hinterland (23 pages)
- Rapport de l'enquête effectuée dans la Ville de Kikwit et son hinterland, relative à la pêche et la pisciculture (51 pages)
- Analyse de la filière pêche et Pisciculture dans la Ville de Kindu et son Hinterland (29 pages)
- Enquête sur la filière pêche dans la Cité d'Uvira (35 pages + annexes)
- Enquête socioéconomique Kindu et Hinterland (133 pages)
- Etude pour l'élaboration du plan d'aménagement des bas-fonds urbains et périurbains de la ville de Kikwit dans la province de Bandundu (47 pages)

Contactez:

YVAN DIONNE

COORDONNATEUR

UNITE NATIONALE D'APPUI PAIDECO – UNAP

PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – PAIDECO

HI -I CROISEMENT DES AVENUES COLONEL EBEYA/HOPITAL

LA GOMBE / KINSHASA

T +243 (0) 99 59 04 070

yvan.dionne@ btcctb.org

www.btcctb.org

## Annexe 4 Publications Agromisa – Agrodocs

### Introduction

La fondation Agromisa, un centre de connaissance pour l'agriculture à petite échelle et durable, a été établie en 1934, et est liée à l'université et centre de recherche de Wageningen (WUR). Agromisa a comme but d'échanger des expériences et connaissances dans le domaine de l'agriculture. Agromisa n'est pas une organisation donatrice.

La série Agrodocs est une série de publications sur l'agriculture, et est publiée par la fondation Agromisa. Les livres visent les gens qui travaillent dans l'agriculture à petite échelle dans les tropiques. Les publications procurent de l'information de base théorique sur des sujets particuliers ainsi que des applications pratiques. Toutes les publications sont disponibles en Anglais (A), quelques unes sont disponibles en Français (F), Portugais (P) et Espagnole (E). Agromisa souhaite la bienvenue à des réactions des lecteurs, de manière à garder à jour le contenu ainsi que pour s'assurer que l'information donnée soit aussi pertinente que possible. Ceci permet aussi aux lecteurs d'échanger de l'information. Les prix sont tous excl. TVA et frais de transport.

### Comment commander et payer

Envoyez une lettre ou un e-mail à Agromisa. Vous pouvez aussi commander sur notre site web, suivant les instructions (search publications). Nous exigeons pré paiement des commandes hors des Pays-Bas. S'il vous plaît payez à Stichting Agromisa. Vous pouvez payer par :

-Eurogiro ou Worldgiro, au compte no. 1172793 (quand vous payez hors des Pays-Bas, ajoutez Euro 3,50 au prix total pour les frais de transfert code BIC ou SWIFT :INGBNL2A. IBAN : NL03INGB0001172793

-Mastercard ou Visa, incluez dans votre commande le numéro de votre carte, nom, date d'expiration, signature autorisé et code CVC (dernier trois chiffres du nombre imprimé dans la zone de signature), 6% de frais de transfert seront pris.

-Note : à cause de changement de règlement VISA nous ne pouvons pas accepter des détails de cartes par email non-protégé.

Les publications Agrodocs sont disponibles gratuitement pour les membres de Publications distribution Service (PDS) de CTA. Les habitants d'Afrique (exclue la Méditerranée) peuvent devenir membres ainsi que les habitants des pays de la Caraïbe et du Pacifique s'ils travaillent dans le domaine de l'agriculture ou du développement rural. Pour un formulaire d'application écrivez à :

CTA, Centre Technologique Agriculture, P.O. Box 380, 6700 AJ, Wageningen, Pays-Bas, E-mail : cta@cta.int, Tel +(31)317467150/2, Fax : +(31) 317 460067

Agromisa, P.O. Box 41, 6700 AA, Wageningen, Pays-Bas, E-mail:agromisa@agromisa.org, www..agromisa.org, Tel :+(31) 317 412217, Fax : +(31) 317 419178

### 1. Production animale

L'élevage de canards	AD33	€ 8,49	ISBN 90-77073-86-8	Langue P, F, E
L'élevage de chèvres dans les zones tropicales	AD7	€ 8,49	ISBN 90-77073-65-5	Langue P, F, E
L'élevage des vaches laitières	AD14	€ 8,49	ISBN 90-77073-76-0	Langue F, E, P
L'élevage des lapins dans les zones tropicales	AD20	€ 8,49	ISBN 90-77073-34-5	Langue P, F, E
La pisciculture à la ferme	AD21	€ 8,49	ISBN 90-77073-84-1	Langue P, F, E
L'élevage des porcs dans les zones tropicales	AD 1	€ 8,49	ISBN 978-90-77073-06-3	Langue P, F, E
L'apiculture dans les zones tropicales	AD32	€ 8,49	ISBN 90-77073-67-1	Langue P, F, E
L'incubation des oeufs par les poules et en couveuse	AD34	€ 8,49	ISBN 90-77073-37-X	Langue S, P, F, E
Utilisation des ânes pour la traction et le labour	AD35	€ 8,49	ISBN 90-77073-36-1	Langue P, F, E
Produits de l'apiculture	AD42	€ 8,49	ISBN 90-8573-042-2	Langue F, E, P
La pisciculture à petite échelle en eau douce	AD15	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-078-1	Langue P, F, E
Ethnomédecine vétérinaire	AD44	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-081-1	Langue P, F, E
L'élevage des poules à petite échelle	AD4	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-065-1	Langue P, F, E
L'élevage d'escargots,	AD47	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-109-2	Langue E, F, P
Les zoonoses	AD46	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-106-1	Langue E, F, P

### 2. Production végétale

Les greniers	AD25	€ 8,49	ISBN 90-8573-019-8	Langue P, F, E
La culture du soja et d'autres légumineuses	AD10	€ 8,49	ISBN 90-8573-012-0	Langue P, F, E
L'Agroforesterie	AD16	€ 8,49	ISBN 90-77073-42-6	Langue E, F, P
Multiplier et planter des arbres	AD19	€ 8,49	ISBN 90-72746-80-5	Langue F, E, P
Culture à petite échelle de champignons – 2	AD41	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-084-2	Langue P, F, E
La protection non chimique des cultures	AD30	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-075-0	Langue F, E, P
L'agriculture urbaine	AD24	€ 8,49	ISBN 90-8573-016-3	Langue P, F, E
La culture de la tomate	AD17	€ 8,49	ISBN 90-8573-044-9	Langue F, E, P
La culture des champignons à petite échelle	AD40	€ 8,49	ISBN 90-8573-040-6	Langue P, F, E
La culture fruitière dans les zones tropicales	AD 5	€ 8,49	ISBN 90-8573-057-0	Langue P, F, E
Les pesticides: composition, utilisation et risques	AD29	€ 8,49	ISBN 90-77073-75-2	Langue F, E, P
Agriculture sous abri	AD23	€ 8,49	ISBN 90-77073-37-X	Langue F, E, P
Identification des dégâts causés aux plantes	AD28	€ 8,49	ISBN 90-77073-98-1	Langue F, E, P
Production de semences à petite échelle	AD37	€ 8,49	ISBN 90-77073-87-6	Langue E, F, P
Les produits forestiers autres que le bois d'oeuvre	AD39	€ 8,49	ISBN 90-8573-052-x	Langue P, F, E
Le jardin potager dans les zones tropicales	AD 9	€ 8,49	ISBN 978-90-8573-088-0	Langue P, F, E

### 3. Traitement alimentaire

La conservation des fruits et des légumes	AD 3	€ 8,49	ISBN 90-77073-32-9	Langue P, F, E
La conservation du poisson et de la viande	AD12	€ 8,49	ISBN 90-72746-49-X	Langue F, E, P
La fabrication à petite échelle des aliments de sevrage	AD22	€ 8,49	ISBN 90-8573-009-0	Langue F, E, P
Protection des céréales et des légumineuses stockées	AD18	€ 8,49	ISBN 90-77073-88-4	Langue P, F, E

En 2010, une étude portant sur le secteur agricole en RDC l'a démontré de manière claire: les producteurs agricoles congolais s'organisent et prennent des initiatives pour faire évoluer leur agriculture mais ces dynamiques locales ne sont absolument pas prises en considération. Ni par les responsables politiques congolais, ni par les grands bailleurs de fonds du secteur.

Il faut dire que les dynamiques paysannes diffèrent beaucoup d'une région à l'autre. Pourquoi? Parce que les réalités agro-écologiques sont très différentes et parce que les passés et les possibilités socio-économiques actuelles sont spécifiques à chaque zone. L'ouverture du Kivu sur l'Afrique orientale, celle du Bas-Congo sur l'océan et celle du Katanga sur l'Afrique australe apportent aux producteurs agricoles de ces régions des atouts mais aussi des contraintes particulières que leurs collègues enclavés du Kasai oriental et du Maniema ne peuvent pas connaître. Pour d'autres producteurs encore, la proximité des grandes villes comme Kinshasa, Kisangani, Bukavu, Mbuji-Mayi ou Kananga constitue un avantage déterminant.

La biodiversité de ce vaste pays est impressionnante. Elle n'a d'égale que la détermination des paysans (mais aussi surtout des paysannes congolaises) à travailler, à produire et à se construire un avenir meilleur à travers leur métier d'agriculteur. Ensemble, ils détiennent les clés de la réussite d'une RDC prospère.

À travers cette brochure, les leaders du mouvement paysan congolais veulent faire connaître les multiples initiatives de développement qu'ils mènent mais aussi les nombreuses contraintes qu'ils rencontrent dans leurs efforts. A qui s'adressent-ils? A tous ceux qui s'intéressent à l'agriculture, particulièrement aux autorités politico-administratives de la RDC ainsi qu'aux responsables des coopérations bilatérales et multilatérales.

Ils nous font découvrir la diversité des dynamiques paysannes que renferme la RDC. Ils nous invitent à les rejoindre. Pour surmonter ensemble les contraintes, pour renforcer les différentes actions de développement agricole et ce, en faveur des familles paysannes si longtemps abandonnées à elles-mêmes.